

OSER LA CHIMIE

LA SOIF DE DÉCOUVRIR, L'AUDACE D'INNOVER, L'ENVIE D'ENTREPRENDRE

Analyses et positions de l'UIC pour préparer demain

INTRODUCTION

The background of the slide is composed of several large, overlapping triangles. A teal triangle occupies the top right. A dark blue triangle is on the left, partially overlapping the teal one. A bright pink triangle is in the bottom right, overlapping the dark blue one. A white triangle is on the right side, overlapping the teal and pink triangles.

“

L'industrie chimique est une industrie incontournable pour répondre aux défis présents et futurs. Science de la transformation de la matière, la chimie est essentielle à notre quotidien. En fournissant ses substances aux autres industries, l'industrie chimique contribue à nous habiller, nous transporter, nous soigner, nous nourrir, nous loger, ou encore à communiquer. Elle est un véritable moteur d'innovation et de développement économique au service de pans entiers de notre société. ”

La chimie est fondamentale pour l'économie et le développement durable de notre pays. L'industrie chimique en France occupe la 2ème place en Europe, la 6ème au niveau mondial avec un chiffre d'affaires de 82,4 milliards d'euros en 2013. 1er secteur industriel exportateur, la chimie contribue positivement à la balance commerciale de la France, avec un solde positif de 5,8 milliards d'euros. Avec plus de 158 000 salariés directs, elle participe au maintien des emplois en France et au développement d'un tissu de PME/ETI.

Tournée vers le futur, elle est au cœur des grands défis que doit relever notre société. En réponse aux impératifs d'aujourd'hui, mais surtout aux attentes de demain, les acteurs de la chimie apportent des solutions aux enjeux planétaires liés à l'énergie, au changement climatique, à l'accroissement démographique, ou encore à la préservation des ressources et de l'environnement. De surcroît, **les industriels de la chimie se sont résolument engagés dans la transition vers une chimie durable.**

C'est une transition à long terme, non seulement pour elle-même et ses modes de production, mais également dans l'application de ses produits et technologies. Une évolution collective qui se fera avec tous les acteurs et en particulier les PME. Pour ce faire, les industriels de la chimie appellent de leurs vœux une politique économique et réglementaire qui, avec le soutien des pouvoirs publics, améliore leur compétitivité.

En matière d'efficacité énergétique, l'industrie chimique a montré qu'elle savait respecter ses engagements tant pour la réduction de ses propres émissions de gaz à effets de serre, que pour la gestion de ses produits, ou pour l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail.

L'industrie chimique entend bien rester un acteur économique majeur pour la France et poursuivre son développement. Elle est déterminée à concilier compétitivité et durabilité pour une croissance rentable.

SOM MAI RE

OSER LA CHIMIE

Analyses et positions de l'UIC pour préparer demain - 2^{ème} édition juin 2014

Union des Industries Chimiques - Le Diamant A - 92909 Paris - La Défense cedex - 01 46 53 11 00

Conception et réalisation : UIC communication - Directeur de la publication : Jean Pelin - Directeur de la rédaction : Hélène Mejean

Coordinateur et rédacteur en chef : Bertrand Dubois - Direction artistique et maquette : Loïs Bayard

www.uic.fr

Ce document est imprimé par un imprimeur certifié ISO 14001 et imprim'vert.

© Union des Industries Chimiques (UIC) - La reproduction et la diffusion sont strictement réservées à un usage interne des destinataires.
Toute autre utilisation est strictement interdite.

1 INTRODUCTION

4 GRANDS ENJEUX

6 ÉNERGIE

10 LUTTE CONTRE LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE

13 FISCALITÉ

17 FISCALITÉ
ÉCOLOGIQUE

20 COMMERCE
INTERNATIONAL

24 TRANSPORT

28 PLATEFORMES
INDUSTRIELLES

32 INNOVATION

38 DIALOGUE
SOCIAL

42 ALTERNANCE

46 EMPLOI

49 PROTECTION
DES SALARIÉS

51 FORMATION
PROFESSIONNELLE

55 RESPONSABILITÉ
SOCIÉTALE DES
ENTREPRISES

60 ENVIRONNEMENT

64 GESTION
DES PRODUITS

66 NANOMATÉRIAUX

70 PERTURBATEURS
ENDOCRINIENS

74 SÉCURITÉ
INDUSTRIELLE (PPRT)

79 IMAGE
DE LA CHIMIE

82 CHIFFRES
CLÉS

84 L'UIC

Les grands enjeux

“ L’industrie chimique en France est une industrie dynamique, qui innove, une industrie qui se transforme, qui s’adapte, une industrie jeune sans laquelle aucune des nouvelles technologies, aucune énergie nouvelle n’existeraient. Lui donner les moyens de se battre sur les marchés internationaux pour conforter son rôle moteur de notre économie et continuer à créer de l’emploi et de la valeur est essentiel. Sans industrie chimique forte en France, il ne sera pas non plus possible de répondre aux défis du développement durable. ”

Compétitivité, attractivité, durabilité, sont les trois axes inséparables et interdépendants qui sous-tendent son développement. Sans attractivité pas d’industrie pour animer le territoire, sans compétitivité pas de maintien possible de ce secteur et sans durabilité pas d’avenir à cette filière. C’est la trilogie incontournable d’une industrie chimique susceptible de relever les défis de la nouvelle révolution industrielle telle qu’elle se dessine aujourd’hui. Celle qui permettra à la France de renouer avec la croissance.

» Compétitivité

Créer des conditions économiques et réglementaires favorables au développement des activités et des sites de production chimiques en France

Sans compétitivité pas de maintien possible de l’industrie chimique. Plusieurs objectifs donnent le cap pour satisfaire à cette exigence : garantir l’accès à des matières premières et à l’énergie à un coût compétitif de façon pérenne, encourager les investissements dans la chimie de base, maillon clé pour le développement d’une nouvelle ère industrielle, favoriser l’émergence de clusters régionaux rassemblant des industriels et fournisseurs de service afin de créer un environnement favorable, poursuivre l’intégration de la chimie et des matériaux dans les filières aval d’avenir (énergie, automobile,...), notamment par l’innovation.

» Attractivité

Donner à la chimie une dynamique nouvelle

L’UIC se mobilise pour attirer les investisseurs en développant des partenariats « entreprise et instituts d’excellence » afin de soutenir l’effort d’innovation. Elle valorise le rôle de la chimie dans l’utilisation de nouvelles matières premières et de produits à faible impact environnemental. Elle s’implique dans le développement des compétences des salariés du secteur pour les faire correspondre aux évolutions de la branche et permettre ainsi aux activités industrielles d’avoir un véritable avenir. A l’image de la démarche Responsible Care® initiée par les industriels de la chimie, de nombreux efforts sont également déployés pour améliorer l’image du secteur et restaurer la confiance du public.

» Durabilité

Répondre aux enjeux du XXI^e siècle

L’UIC place le développement durable au cœur même de la dynamique de progrès de l’industrie chimique. De nombreuses actions ont été menées pour faciliter le passage à une économie circulaire axée sur l’utilisation de ressources et d’énergies renouvelables et le recyclage et mettre ainsi en place de nouvelles filières industrielles vecteurs de croissance. Suite aux avancées réalisées grâce au projet SusChem et à la dynamique impulsée par la création de l’ACDV, l’UIC accompagne au quotidien les industriels en œuvrant pour la diminution de l’empreinte environnementale de l’industrie chimique et des industries clientes. Ces démarches constituent les axes de progrès de demain et esquissent le nouveau profil d’une chimie durable.

2005

| | | | |

COSIC

Comité d’orientation stratégique
de l’industrie chimique.

2010

Création du Conseil National de l’Industrie :
éclairer et conseiller les pouvoirs publics sur la
situation de l’industrie et des services à l’industrie
en France.

| | | | |

CSF

Comité Stratégique de Filière
chimie et matériaux

2013

Contrat de filière :
les contrats de filière sont élaborés
et conduits par les CSF, sous l’égide
du CNI.

| | | | |

CONTRAT DE FILIERE

»» Le comité stratégique de filière « chimie et matériaux » bras armé d'une industrie chimique compétitive, attractive et durable

L'existence d'une filière chimie et matériaux forte et compétitive est essentielle à l'existence d'une industrie forte et compétitive en France. La création d'un comité stratégique de filière « chimie et matériaux » pour répondre aux grands enjeux de cette filière atteste de son rôle crucial pour l'économie française.

3

objectifs

- Restaurer la compétitivité des activités et redonner de l'attractivité au territoire afin d'inciter à investir durablement en France
- Maintenir le rôle de pourvoyeur de solutions innovantes aux grands secteurs de l'industrie manufacturière
- Répondre aux défis du développement durable

Le CSF s'articule autour de plusieurs actions. Une feuille de route stratégique a été rédigée avec des recommandations et 71 propositions formulées avec les pouvoirs publics. Un contrat de filière de 10 objectifs prioritaires a été élaboré et validé en février 2013. En soit, l'action du CSF constitue la première phase des initiatives lancées en faveur de l'amélioration de la compétitivité de l'industrie en France (les autres étant la mise en oeuvre de 34 plans industriels et la création d'un concours Innovation sur les sept ambitions identifiées par la Commission innovation 2030). Le CSF « chimie et matériaux » doit se coordonner tout particulièrement avec le plan industriel « Chimie verte et biocarburants » horizon 2020 et être force de proposition au concours innovation sur les thèmes du stockage de l'énergie, du recyclage des matières, de la silver économie, des protéines végétales et de la chimie du végétal.

2020

Plan industriel chimie
verte et biocarburants

2030

Chimie
innovation

PLAN INDUSTRIEL CHIMIE
VERTE ET BIOCARBURANTS

CHIMIE INNOVATION

Énergie

24%

des consommations
d'énergie

L'industrie chimique est le 1^{er} secteur industriel consommateur d'énergie en France avec 40% du gaz et 17% de l'électricité



L'industrie chimique est une industrie énergivore, aussi dépend-t-elle d'un approvisionnement en énergie fiable et à des prix concurrentiels. Elle est le premier secteur industriel consommateur d'énergie en France avec 24% des consommations d'énergie (40% du gaz et 17% de l'électricité). L'implication de l'industrie chimique dans les politiques énergétiques et climatiques est déterminée tant par l'impact potentiel de ces politiques sur la fiabilité de l'approvisionnement en énergie que par les coûts énergétiques par rapport à ceux des concurrents dans les pays tiers. **Le coût de l'énergie est donc un facteur important de la compétitivité de l'industrie chimique.** Tout ce qui contribue à augmenter ce coût affaiblit la compétitivité de la branche et compromet le redressement économique de la France.

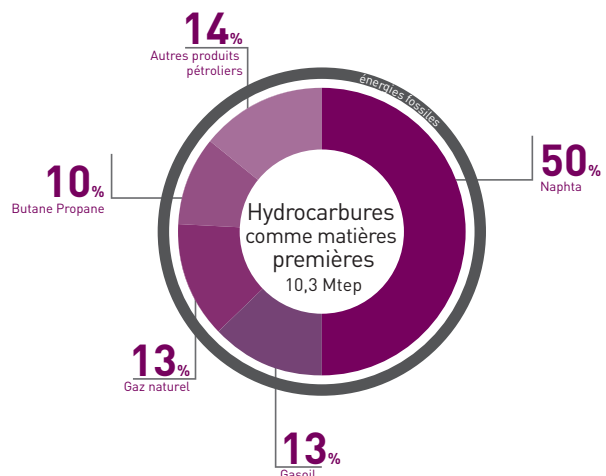
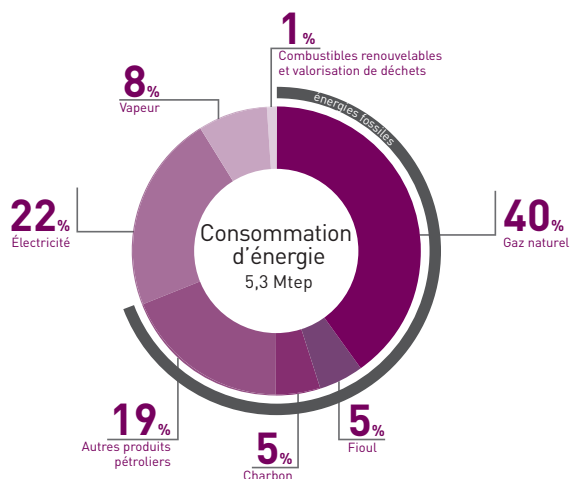


» Consommation d'énergie

Qu'il s'agisse d'électricité, de gaz ou de produits pétroliers, ces composantes apparaissent indispensables pour l'industrie chimique dans la mesure où elles sont utilisées, souvent en grandes quantités et pour nombre d'entre elles, **tant comme énergie ou intrant des réactions chimiques que comme matière première**. C'est notamment le cas des hydrocarbures pour lesquels les filières pétrochimiques et matières plastiques utilisent de grandes quantités de naphta, la production d'ammoniac et de fertilisant qui nécessite du gaz naturel, ou encore la production de noir de carbone qui utilise du fioul lourd.

Ainsi, l'accès et le coût de l'énergie sont des enjeux cruciaux pour l'industrie chimique, filière intensive en énergie.

La compétitivité de la chimie est donc fonction de ces deux éléments. A ce jour, le coût de l'énergie représente en moyenne, pour l'amont de la filière (chimie minérale et organique) entre 15% et 20% de ses prix de revient. Mais selon le produit de base considéré, la facture énergétique comparée à la valeur ajoutée du produit peut parfois représenter 30% et même jusqu'à 80% de celle-ci.



» Stratégie d'approvisionnement

La stratégie d'approvisionnement en énergie des industries chimiques est directement influencée par les profondes mutations du secteur énergétique ces dernières années. L'électricité traverse une époque de réformes structurelles incertaines avec la libéralisation du marché et les tensions qui en ont résulté sur les prix et les disponibilités, la politique européenne de réduction des émissions de CO₂ via le marché du carbone, l'explosion de la CSPE (Contribution au Service Public de l'Électricité - de 4,5 à 16,5 €/MWh en trois ans), la disparition fin 2015 des tarifs régulés, ou encore le choix de l'Allemagne de la sortie du nucléaire...

Côté hydrocarbures, le développement massif, ces dernières années, du gaz de schiste aux États-Unis n'a fait qu'accroître les pressions sur la compétitivité.

La production locale de gaz à grande échelle fait chuter le prix du gaz au-dessous du tiers des prix français. L'industrie chimique utilisant le gaz et les produits pétroliers à la fois comme énergie et comme matière première, **le différentiel de prix du gaz entre la France et les États-Unis a des répercussions majeures**, parallèlement à cela l'approvisionnement en GNL est capté par la demande asiatique croissante tandis que l'inertie des investissements dans les réseaux de gaz entraîne un écart de prix significatif entre Nord et Sud de la France.

Pour évaluer de façon constructive et objective les conséquences industrielles du statisme de la France en matière d'hydrocarbures non conventionnels et être force de propositions dans le cadre de la future loi sur la transition énergétique, une étude est en cours afin de modéliser la production chimique en France, mettre en évidence les impacts en termes de production, d'emploi et de balance commerciale du différentiel de prix des hydrocarbures France/États-Unis et de rechercher un scénario favorable à un gaz à coût compétitif sans déroger aux efforts en matière de préservation du climat. Forte de cette étude, l'UIC ambitionne d'appeler à une stratégie compétitive en matière d'approvisionnement en hydrocarbures tout en intégrant les enjeux du changement climatique grâce à un portefeuille de propositions à court et à long terme.

A ce jour, de nombreuses craintes émanent de la dégradation de la compétitivité de l'accès à l'énergie. **L'Allemagne, grâce à des mécanismes efficaces de soutien aux industriels électro-intensifs, propose son électricité 20% moins chère qu'en France.**

Aux États-Unis, l'exploitation du gaz de schiste a permis la négociation du prix d'accès aux matières premières pour la pétrochimie à long terme de 3 à 4 fois moins cher qu'en France.

Ces mutations rendent donc incertaine la compétitivité des entreprises intensives en énergie dont les fortes capacités d'adaptation ont, malgré tout, leurs limites.

» Le CSF « chimie et matériaux »

Dans le cadre du CSF « chimie et matériaux », deux mesures majeures ont été prises afin de faciliter l'accès à l'énergie à un coût compétitif :

■ Le maintien du parc des installations de cogénération industrielles :

L'article L.314-1-1 du code de l'énergie, créé par la loi du 16 juillet 2013 et l'arrêté d'application du 19 décembre 2013, instaurent, pour une durée de trois ans, une rémunération de la capacité disponible pendant la période hivernale des installations industrielles supérieures à 12MW.

D'autres actions visant à obtenir un accès compétitif à l'énergie sont en cours de réalisations telles que des mesures en faveur de l'efficacité énergétique, la valorisation du potentiel d'interruptibilité et d'effacement, le fonctionnement continu des cogénérations, le développement de l'énergie biomasse, ou encore la valorisation énergétique des déchets.

■ La création d'un statut d'entreprise « gazo-intensive » :

L'article L.314-1-1 du code de l'énergie, créé par la loi du 16 juillet 2013 et le décret d'application du 30 octobre 2013, instaurent sur le modèle du statut du consommateur électro-intensif, un statut de gazo-intensif qui rend possible, à l'avenir, diverses mesures d'accompagnement tarifaire, ou fiscal le cas échéant, en faveur des sites éligibles, notamment des taux d'acheminement préférentiels et l'accès prioritaire aux capacités de transport.

» Transition énergétique

La transition énergétique est le passage d'une société fondée sur une consommation plus sobre et plus écologique.

Concrètement, il s'agit d'économiser l'énergie, d'optimiser les systèmes de production et d'utiliser autant que possible les énergies renouvelables. L'industrie chimique joue un rôle essentiel dans la mesure où elle est à la fois consommateur et fournisseur de produits et services permettant aux autres secteurs de réduire leur empreinte carbone.

La restauration de la compétitivité est impérative pour réussir la transition énergétique. **Pour ce faire, il est nécessaire d'assurer des prix compétitifs d'accès à l'énergie afin d'aider les industriels à faire face à la concurrence.**

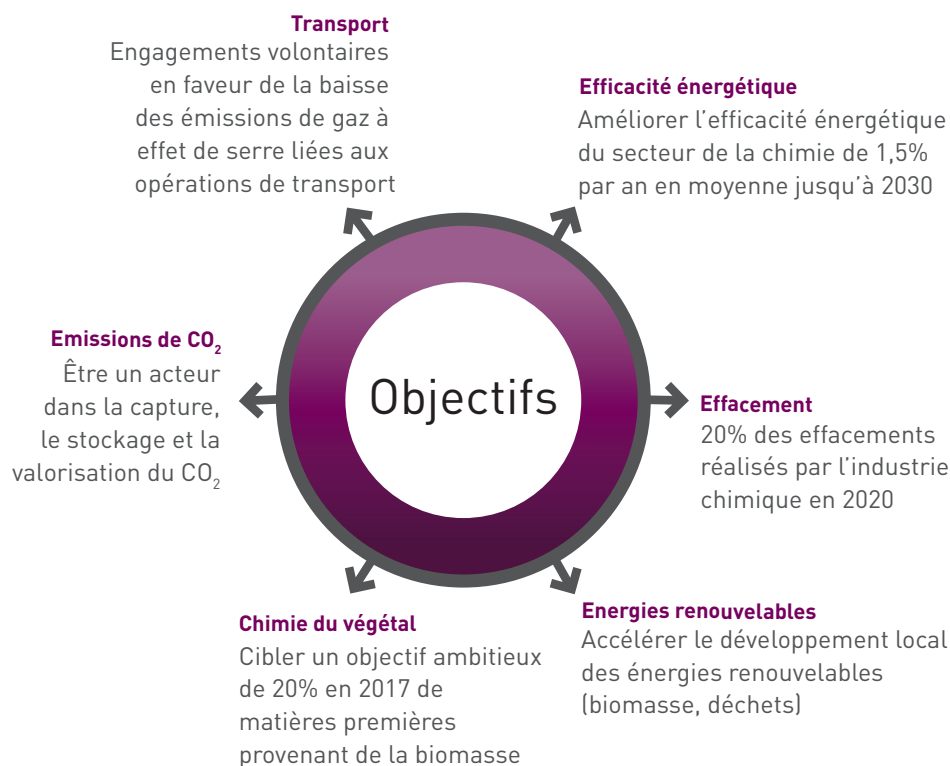
Il convient également d'accompagner les industriels dans

leur démarche de transition énergétique en proposant une fiscalité écologique adaptée, en promouvant les investissements dans l'efficacité énergétique, en renouvelant le soutien à la cogénération, ou encore en incitant à l'effacement.

Enfin, il semble indispensable de penser le débat énergétique à l'échelle européenne et mondiale,

tout nouvel objectif contraignant devant se faire par un accord mondial et non plus uniquement européen pour éviter le phénomène de « **fuite carbone** ».

» Objectifs de l'industrie chimique dans le cadre de la transition énergétique



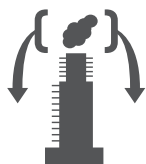
Ainsi, compte tenu des multiples enjeux liés à la politique énergétique, le secteur de la chimie revendique une écoute privilégiée de sa situation afin de faire de la transition énergétique un levier de compétitivité et d'emploi tout autant que de lutte contre le changement climatique.

Besoins et apports de la chimie face à la transition énergétique



Stratégie hydrocarbures

Diversification de l'approvisionnement français en hydrocarbures incluant les ressources nationales



Capture de CO₂

Développement du captage, stockage et valorisation du CO₂



Energies renouvelables

Développement technologique des énergies renouvelables grâce à la chimie (éolien, photovoltaïque, biomasse)



Cogénération

Soutien à la cogénération industrielle (économie d'énergie)



Effacement

Valorisation de l'effacement et de l'interruptibilité



Ecologie industrielle

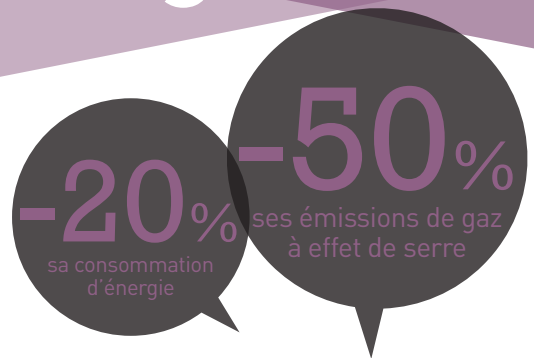
Promouvoir les synergies d'utilité. Réserve de chaleur, récupération énergies fatales



Protection des intensifs

Favoriser la compétitivité des entreprises énergie-intensives, amont de toutes les chaînes industrielles

Lutte contre le changement climatique



Depuis 1990, l'industrie chimique en France a réduit de :

“

L'industrie chimique est mobilisée dans le développement d'une palette de solutions techniques et de produits pour faire face au défi du changement climatique. Le secteur de la chimie dispose de deux caractéristiques spécifiques à savoir l'usage des produits pétroliers comme matières premières, et l'émission de gaz à effet de serre au cours de certains de ses procédés, qui justifient d'autant plus son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique. Depuis 1990, l'industrie chimique en France a réduit sa consommation d'énergie de 20% et ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 50% tout en proposant à l'ensemble de la chaîne de valeur toujours plus de produits innovants permettant des réductions d'émissions. **A ce jour, la chimie représente moins de 6% des émissions de gaz à effet de serre en France.** L'industrie chimique, par son caractère local et innovant, présente de nombreux atouts dans la lutte contre le changement climatique. Pour poursuivre les efforts vers une économie sobre en carbone, les autorités doivent soutenir une industrie durable implantée en France.

”

» Une industrie qui maîtrise ses émissions directes

Mesure phare de la lutte contre le changement climatique au niveau européen, les quotas CO₂ sont échangeables sur un marché spécifique. Un grand nombre de sites industriels de la chimie sont ainsi soumis au **Système d'Echange de Quotas d'Emissions (ETS)**. Ceux-ci doivent restituer des quotas à hauteur de leurs émissions de gaz à effet de serre, avec une limitation de ces quotas tous les ans plus stricte.

Le marché carbone ne couvre que 40% des émissions de GES de l'Union européenne.

Ce sont les « émissions concentrées », car les sources de gaz à effet de serre sont importantes pour un nombre restreint d'installations. A contrario, ce système n'est pas adapté pour des sources d'émissions nombreuses représentant de faibles volumes unitaires, les « émissions diffuses » que sont les 60% restants.

La France a fait le choix d'adresser les émissions diffuses en relevant les montants de taxes intérieures sur les combustibles (TIC) en fonction de leur contenu en carbone. C'est la taxation carbone. Les deux mécanismes sont conçus pour être complémentaires et limiter un maximum les recoupements « double peine ».

» Une industrie qui mesure son impact carbone

Le Bilan d'Émission de Gaz à Effet de Serre (BEGES), outil de pilotage pour les entreprises et collectivités dans leur lutte contre le changement climatique, est devenu une obligation réglementaire pour les entreprises de plus de 500 salariés.



Si les deux premiers périmètres sont les seuls à être réglementaires à l'heure actuelle, la vision stratégique élargie du « scope 3 » permet de visualiser les impacts et les enjeux de la lutte contre le changement climatique appliquée à l'entreprise.

Cet outil stratégique est majeur, c'est pourquoi l'UIC développe un guide permettant aux industries de la chimie de mieux appréhender et maîtriser facilement leurs bilans de GES.

» Une industrie qui met à disposition des solutions contre le changement climatique

L'industrie chimique représente aujourd'hui un socle indispensable aux nouvelles technologies de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique. A titre d'exemple, on peut noter :

- les lampes économes en énergie
- les matériaux isolants pour le bâtiment
- les moteurs à haute efficacité énergétique
- la production d'éoliennes et de panneaux solaires...

Les produits chimiques permettent des réductions de GES par leur usage efficace

Ainsi, l'utilisation de fertilisants permet d'augmenter le rendement agricole tout en réduisant le besoin de déforestation et d'occupation des sols, ou encore l'utilisation de packaging plastique permet de réduire le poids des marchandises.

» Moins d'émissions de gaz à effet de serre, grâce aux solutions de l'industrie chimique

Grâce à des produits et procédés innovants, la chimie participe activement à la transition énergétique et peut contribuer à diviser par deux les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2030.



» L'industrie chimique se mobilise

L'industrie chimique en France est doublement actrice du changement climatique, ainsi que fortement soumise à la concurrence internationale. L'UIC est pleinement mobilisée pour une politique climatique responsable dans le cadre de la Conférence de Paris en 2015, et les décisions qui s'en suivront aux échelons internationaux et européens. Les négociations internationales sur le climat seront cruciales pour coupler les enjeux de mutation environnementale avec la compétitivité des entreprises, afin d'éviter que l'Europe soit la seule à enclencher une décarbonisation de son économie qui sera insuffisante à comparaison de l'enjeu planétaire.

Fiscalité

46,5%
du PIB

Niveau global des prélèvements obligatoires en France :



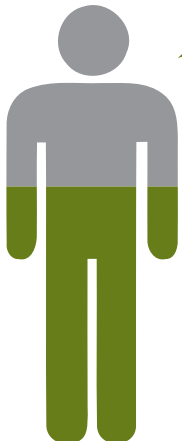
En France, le niveau global des prélèvements obligatoires atteint aujourd'hui 46,5% du PIB, c'est-à-dire la somme de la valeur ajoutée des entreprises (PIB marchand) majorée de la valeur créée par le secteur public qui ne paye pas d'impôts mais se finance par l'impôt. Or le secteur public est particulièrement important en France.

Ceci permet de souligner l'importance des impôts prélevés sur les entreprises par rapport à la valeur ajoutée de ces mêmes entreprises et le handicap de compétitivité que cela occasionne pour la France vis-à-vis de ses principaux concurrents. Ce handicap continue de grever durablement leur rentabilité, de tarir leur capacité d'investissement et d'embauche et par là même d'étouffer le retour de la croissance.



» La situation fiscale en France

La France est le 2^{ème} pays européen, derrière la Suède, où le taux des prélèvements obligatoires sur les entreprises, tous secteurs confondus, est le plus élevé : 24,8% de la valeur ajoutée contre 15% en Allemagne et 16,5% au Royaume-Uni.



24,8%
FRANCE



16,5%
ROYAUME-UNI



15%
ALLEMAGNE

Cette fiscalité a un impact significatif sur la compétitivité des entreprises de la chimie vis-à-vis de ses concurrents implantés à l'étranger, notamment dans d'autres pays européens. En particulier, **les prélèvements de fiscalité de production supportés par les entreprises augmentent directement leurs coûts de production en France et handicapent d'autant leur compétitivité**. S'y ajoutent également les prélèvements obligatoires pesant sur les approvisionnements en matières premières, notamment énergétiques, ou encore sur les équipements et les services.

Malgré ce contexte déjà lourd, la France a par ailleurs développé une fiscalité environnementale sur les entreprises qui tend à se renforcer.

La fiscalité française ne favorise donc pas les entreprises pour affronter la concurrence internationale, elle apparaît comme un « répulsif » lors des décisions d'implantation ou de choix des sites à conserver.

Il est donc impératif de mettre en place des réformes fiscales permettant de corriger les anomalies, les « exceptions culturelles » et les distorsions structurelles de la fiscalité française impactant l'industrie à travers notamment le poids considérable de la fiscalité sur les facteurs de production.

» Les enjeux de la fiscalité

La lutte pour la compétitivité de l'industrie en France passe à la fois par la suppression progressive de nos handicaps et par la lutte contre les artisans du pire.

Deux principaux handicaps des productions françaises par rapport aux productions étrangères sont à souligner. D'une part, **les taxes de production**. Il s'agit d'une spécificité française, aucun autre pays n'étant soumis à autant de taxes sur les facteurs de production tant en nombre qu'en poids. D'autre part, le taux de **l'impôt sur les sociétés en France qui s'élève à 38,1%**.

Par ailleurs, **la France est considérée comme en retard en matière de fiscalité environnementale**. Le taux de taxations environnementales, taxes énergies comprises, par rapport au PIB serait plus faible en France que dans la majorité des pays occidentaux, poussant certains à en tirer l'argument que nous devons les augmenter : les artisans du pire. Dès lors, **l'idée de double dividende doit être combattue**. L'industrie chimique est fortement consommatrice d'énergie et la fiscalité autre que la TVA fait partie du coût de l'énergie. L'augmentation de la fiscalité aurait pour impact d'accroître le prix de l'énergie et conséquemment de réduire la compétitivité des entreprises de l'industrie chimique en France. Il convient également de rappeler que dans d'autres pays où les taxes environnementales sont plus conséquentes, les entreprises ne sont pas soumises à d'autres taxes de production et les charges sociales employeurs sont très faibles voire inexistantes, la protection sociale étant financée par la TVA.

» Les propositions pour améliorer la compétitivité et l'attractivité des industries chimiques

Réformer la fiscalité locale

■ Plafonner la fiscalité locale

Il conviendrait de réformer en priorité la fiscalité locale qui représente plus de la moitié des prélèvements hors IS et pèse pour près de 7% de la valeur ajoutée. Pour autant, compte tenu de leur nombre, de leurs caractéristiques et des problématiques de transfert de charges que la réforme induirait, un mécanisme de plafonnement permettant de déterminer une contribution maximale d'imposition locale à la charge des entreprises pourrait être mis en place transitoirement.

■ Alléger les taxes sur le foncier

La fiscalité foncière pèse lourdement sur les entreprises qui disposent d'actifs fonciers significatifs en France. En 2012, les taxes sur le foncier représentaient 1,71% du PIB, contre seulement 0,18% en Allemagne. Comme la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), elles sont établies sur des bases obsolètes, à l'exception des locaux industriels évalués selon la méthode comptable. L'une des solutions serait **d'étendre à la taxe foncière l'abattement CFE de 30% pour les locaux industriels.**

■ Modifier la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Prélèvement appliqué seulement en France et placé très en amont du processus de création de la valeur ajoutée, la CVAE pèse trop fortement sur l'investissement et l'emploi. Il conviendrait d'une part **d'aménager l'assiette de calcul de la CVAE**, en excluant les amortissements (élevés dans le secteur industriel à forte intensité capitalistique) et les loyers (consommations intermédiaires de l'entreprise) et d'autre part, **d'abaisser le taux de CVAE de 1,5 à 1%.**

■ Réexaminer certaines autres taxes locales

Par ailleurs, il conviendrait de **réexaminer certaines autres taxes locales** à l'instar du versement transport pour qu'il corresponde à un service réel pour les industriels ou encore de **supprimer l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) appliquée aux industries chimiques.** Cette taxe étendue aux canalisations de produits chimiques depuis 2014, est une charge supplémentaire que nos concurrents étrangers n'ont pas à supporter.

Réformer la fiscalité énergétique et les autres impôts de production

Compte tenu du poids de l'énergie dans l'activité industrielle, la fiscalité énergétique doit impérativement être diminuée dans la mesure où elle figure parmi les prélèvements les plus nuisibles pour la compétitivité industrielle.

■ Fiscalité environnementale : fiscalité de l'énergie et autres fiscalités écologiques

Si la France semble présenter un taux de fiscalité écologique moins élevé que ses voisins européens, cet écart n'est qu'apparent et s'explique par le fait que la France détient le record de taux de prélèvements obligatoires et que certains prélèvements environnementaux français ne sont pas comptabilisés dans les statistiques européennes (REP [Responsabilité Élargie du Producteur], redevance sur l'eau, taxe sur les ordures ménagères...).

Pour éviter que la fiscalité énergétique n'enraye un redressement productif déjà trop fragile, après il convient de :

- **Compenser la « Contribution Climat-Energie » pour les PME Industrielles**

Conçue sous la forme d'une taxe additionnelle aux Taxes Intérieures sur la Consommation (TIC) où l'on introduit une large assiette carbone, elle sera directement supportée par les industries énergie-intensives, essentiellement des PMI et ETI exposées à la concurrence internationale et dont les sites industriels ne sont pas couverts par le dispositif ETS (et donc non exonérées de cette surtaxe). Dans certains segments aux procédés thermiques énergivores, **le poste énergie pourrait croître de 15 à 20% par an**, condamnant des pans entiers de petites industries à la délocalisation ou à la fermeture.

Décidée sans concertation avec l'industrie, **la contribution climat-énergie créée au PLF 2014 n'aura donc aucun impact écologique mesurable, et son seul objectif budgétaire apparaît très clairement.** Il conviendrait donc de substituer cette nouvelle augmentation de TIC par une augmentation de TVA écologique plus équitable puisque payée par les consom-

mateurs finals d'énergie, l'industrie chimique n'étant qu'un consommateur intermédiaire. Ou, à défaut, de prévoir des compensations sectorielles pour les entreprises exposées à la concurrence internationale et dont les sites de production ne sont pas soumis à ETS. Mais cette dernière solution suppose une révision préalable de la politique des aides au niveau européen.

- **Réorienter la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE)**

L'augmentation de la CSPE et le rehaussement de son plafond par site de consommation, pour y inclure notamment le coût de portage financier par les opérateurs, handicapent la compétitivité des entreprises industrielles françaises, notamment les PME. Les nouvelles lignes directrices adoptées par la Commission européenne concernant les aides en matière de taxes environnementales et énergétiques et les réductions au financement des aides aux énergies renouvelables risquent d'amplifier encore ce phénomène. Il est donc urgent d'agir là aussi dans un sens plus favorable à la compétitivité de l'industrie.

- **Harmoniser l'Ecotaxe poids lourds à l'échelle européenne**

Sensée alimenter l'AFITF et financer l'entretien des infrastructures routières secondaires autrefois assuré par le budget général, l'application de l'écotaxe PL a été suspendue fin 2013. **C'est une taxation affectée dont le montant très excessif alourdirait de 5 à 10% les coûts de transports industriels, d'où la nécessité de réexaminer l'élaboration de l'écotaxe dans un cadre européen.**

■ Les autres taxes de production

Autres préconisations fiscales

Enfin, il faut noter que le Crédit d'Impôt Recherche constitue un atout de compétitivité indispensable à préserver.

La liste des autres prélèvements sur les facteurs de production est longue et composée de taxes n'existant pas chez nos partenaires : taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage, TGAP, Redevances des Agences de l'Eau...

L'absence de centralisation de toutes ces taxes conduit à une méconnaissance de leur poids total par sous-évaluation de la charge réelle qu'elles font supporter aux entreprises.

Il apparaît nécessaire d'organiser un répertoire des prélèvements fiscaux sur la production afin d'établir une vision consolidée de leur poids réel dans la fiscalité des entreprises de l'industrie chimique.

Enfin les prélèvements sur le chiffre d'affaires de l'entreprise concernent en France les prélèvements assis sur l'activité de l'entreprise et se résument à la C3S ou taxe Organic (0,16% du CA). Celle-ci s'apparente à une « TVA non déductible » elle est perçue sur le CA autant de fois qu'il y a d'intermédiaires en France et constitue une anomalie de notre système fiscal. Il convient de se féliciter de sa suppression programmée par le gouvernement qui constitue un bon début.

Fiscalité écologique

2,1%

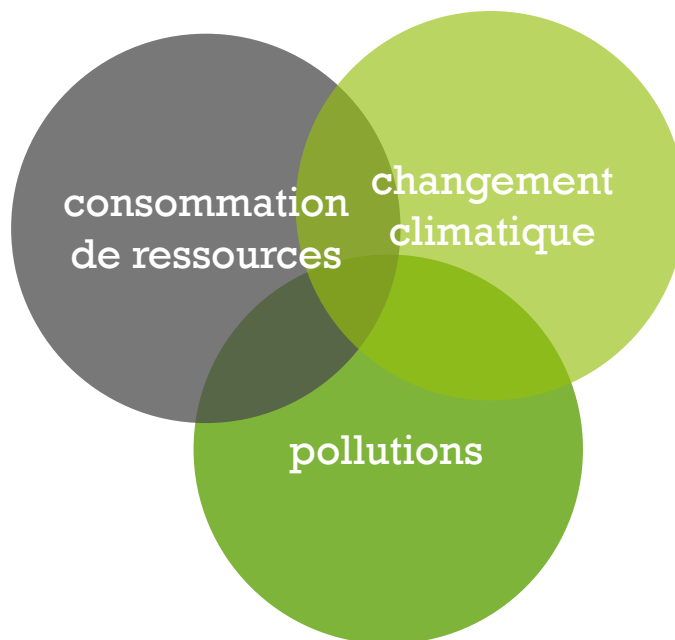
de la valeur ajoutée
des entreprises

La fiscalité écologique représente en moyenne :



La fiscalité environnementale vise à intégrer, dans les coûts supportés par les acteurs économiques (entreprises, ménages, secteur public...) le coût des dommages environnementaux causés par leurs activités.

Les taxes environnementales peuvent être distinguées en fonction de la problématique environnementale à laquelle elles s'appliquent : **consommation de ressources** (ressources biotiques, ressources en eau, matières premières énergétiques et minérales), **changement climatique** (émissions de gaz à effet de serre) **et pollutions** (pollution de l'air, de l'eau et gestion des déchets).



La fiscalité écologique a un double objet qui est de réduire les prélèvements sur les ressources environnementales rares et de réduire l'impact environnemental de ces prélèvements (émissions...).

Elle s'appuie en théorie sur **deux grands principes** :

■ **L'internalisation dans les prix de certains impacts environnementaux** destinée à rendre vertueux le comportement des agents économiques.

■ **Le double dividende** : le premier dividende est lié à l'amélioration de la protection de l'environnement.

En effet, la fiscalité écologique doit pousser les industriels et les ménages à investir pour réduire leurs rejets et leur consommation énergétique. Le second dividende apparaît quand l'instauration d'une taxe environnementale est économiquement compensée par une baisse des charges fiscales sur le travail et le capital qui freinent la compétitivité des entreprises et l'emploi.

La fiscalité écologique a aussi pour finalité de favoriser la croissance verte en particulier le recyclage, le développement des biocarburants, des bioproduits et des énergies renouvelables.

» Le poids de la fiscalité écologique dans les prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires qui affectent les entreprises de l'industrie chimique en France (y compris impôts sur les sociétés) représentent environ 25,8% de la valeur ajoutée.

La fiscalité de production est estimée à 8,7% en moyenne de la valeur ajoutée dont 2,1% pour la partie écologique.

Pour nombre d'entreprises de la chimie cette partie écologique peut avoisiner voire même dépasser 4% de la valeur ajoutée. La partie énergie est de l'ordre de 1,1% en moyenne.

On distingue deux composantes :

■ **La fiscalité sur les activités qui impactent l'environnement au sens large**, Taxes Générales sur les Activités Polluantes diverses (produits – installations classées, déchets, émissions), taxes diverses (redevances sur l'eau, taxe sur les véhicules, taxe kilométrique sur les transports) sans oublier les éco-contributions dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur (REP), etc...

Cette fiscalité a souvent un cadre juridique flou donnant lieu à interprétation avec un caractère purement national. La multitude de ces taxes fait que leur impact est mal évalué par les entreprises.

■ **La fiscalité énergétique** qui se compose de deux grandes catégories :

• **La fiscalité sur les consommations d'énergies directes ou indirectes** (Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité, Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel, Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Électricité, Contribution au Service Public de l'Électricité,...). Elle est en partie encadrée au plan européen par la directive fiscalité de l'énergie ce qui se traduit notamment par des taux minima.

• **La fiscalité carbone** : Plan National d'Allocation des Quotas (ETS), certificats d'émissions, taxe carbone (part carbone des Taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques à l'exception de celle sur l'électricité).

Les éco contributions et certains coûts liés aux réglementations (REACH, PPRT, IED, vieillissement des installations) doivent également être pris en compte dans le poids des prélèvements écologiques. Celles-ci représentent à minima 3,8% de la valeur ajoutée pour la chimie.

Par ailleurs la fiscalité de production et tout particulièrement **la fiscalité écologique n'est pas répartie également sur tous les acteurs industriels.**

C'est par essence l'amont de l'industrie (extraction et première/deuxième transformation des matières premières telles que la pétrochimie ou les engrais) **qui va en supporter l'essentiel car ce sont :**

- **Les secteurs les plus intensifs en énergie**
- **Les secteurs industriels les plus émissifs**
- **Les secteurs les plus capitalistiques**

Mais ce sont aussi les secteurs les plus soumis à la concurrence internationale et les plus indispensables à l'économie car fournisseurs de l'ensemble des secteurs de l'industrie manufacturière et qui en quelque sorte sont des éléments d'indépendance de notre économie vis-à-vis des sources d'approvisionnement en produits intermédiaires.

» Quel sens donner à la fiscalité écologique pour qu'elle soit efficace et juste ?

Si en théorie l'objet de la fiscalité écologique est de réduire les prélèvements sur les ressources environnementales non renouvelables, **dans son application actuelle elle a été conçue en France dans un but essentiellement budgétaire et plutôt répressif qu'incitatif.** C'est la raison pour laquelle des exemptions ou des réductions d'impôts ont été mises en place pour inciter à des comportements vertueux ou pour limiter les effets trop négatifs.

» L'amélioration de la compétitivité de l'industrie est une nécessité vitale aujourd'hui

La fiscalité écologique n'est pas le seul instrument permettant l'atteinte d'objectifs environnementaux.

Le soutien aux investissements (subventions, aides, avances remboursables,...) et les engagements volontaires sont tout aussi efficaces.

Pour l'industrie chimique par exemple, des progrès constants concernant aussi bien la maîtrise des risques que la réduction des émissions polluantes ont été faits sans hausse de la fiscalité écologique.

Ainsi sur la période 1998-2008, alors que les taxes environnementales diminuaient et que la production chimique augmentait, les rejets, sur cette même période, ont été réduits. Cette évolution est due en partie à la pression réglementaire mais également aux soutiens publics, à l'effort d'innovation et aux engagements volontaires des industriels dont la contribution de l'industrie dans le Grenelle a été un signe fort.

La fiscalité écologique doit accompagner le développement durable et pour cela respecter un certain nombre de principes, tels que :

- Toute nouvelle mesure doit servir un objectif environnemental clairement identifié et son produit affecté en conséquence.
- La fiscalité écologique doit intégrer la logique économique des entreprises.
- Elle doit être positive, incitative plus que négative et répressive et donc bénéficier à ceux qui font des efforts pour réduire leurs émissions...

» Les mesures à mettre en place

Les taxes doivent être examinées dans le contexte global de la fiscalité. Ainsi en France où les taxes de production sont très nombreuses et globalement lourdes, et où le secteur public est important, il n'y a pas de marge de manœuvre pour les augmenter si elles portent sur les entreprises.

Une distinction entre les différents types de taxes sur la pollution doit cependant être effectuée. Les taxes environnementales qui portent sur un produit de consommation ne sont pas critiquables du point de vue de la compétitivité si elles sont effectivement perçues indépendamment de la provenance des biens et que l'on s'assure de cette perception.

Par contre, les taxes qui grèvent les coûts de production, comme les taxes énergétiques sont nuisibles. Il ne faut donc pas les multiplier et éviter de les mettre en place même avec des exonérations ciblées car ces dernières risquent d'être remises en cause tôt ou tard par la Commission européenne en tant qu'aides d'État.

Commerce international

65%

du chiffre d'affaires
réalisé à
l'exportation

En 2013, la chimie est le premier secteur industriel exportateur de l'hexagone.

“

Dans un contexte fortement mondialisé des échanges de produits chimiques, le rôle de l'UIC est de promouvoir les échanges intracommunautaires et internationaux des produits et d'accompagner ses adhérents dans leurs démarches. Nous contribuons également à alléger les coûts et les procédures douanières.

”

54
Mds d'€

Exportations

5,8
Mds d'€

Solde de la
balance commerciale

64%

Exportations
vers l'Europe

L'Union européenne est le 1^{er} partenaire de l'industrie chimique avec 64% de ses exportations, suivie de l'Asie (9,3% des exportations).

» Exportation

Avec 65% de son chiffre d'affaires réalisé à l'exportation en 2013, la chimie est le premier secteur industriel exportateur de l'hexagone.

L'UIC souhaite soutenir la dynamique d'exportation du secteur, en particulier celle des PME de la chimie.

Le Gouvernement a fixé comme objectif d'accompagner 1 000 PME innovantes pendant 3 ans avec Ubifrance, l'Agence pour le développement international des entreprises, afin de permettre une installation des exportateurs français à l'étranger dans la durée. Les PME/ETI de la chimie sont invitées à rejoindre cette démarche.

L'UIC défend un certain nombre de propositions visant à dynamiser les exportations notamment des PME/ETI.

En 2014, l'UIC et la Fédération de la Plasturgie ont lancé un **groupe de travail « Exportation » dans le cadre du comité stratégique de filière « chimie et matériaux » pour améliorer et faciliter le développement à l'international des entreprises de la filière**, en particulier les PME-ETI.

En outre, tous les deux ans, l'UIC organise les « **Rendez-vous de l'exportation** » en partenariat avec l'Opérateur Spécialisé du Commerce International (OSCI). Il s'agit d'aider les entreprises à appréhender de nouveaux marchés à l'étranger au cours de rendez-vous individuels et personnalisés avec des spécialistes de l'exportation des produits chimiques. **Les prochains « Rendez-vous de l'Exportation de l'UIC » se tiendront au cours du second semestre 2014.**

» Politique commerciale

Négociations commerciales

L'industrie chimique est une industrie mondialisée, qui fournit en amont un grand nombre de secteurs industriels. Elle est aussi tributaire des pays fournisseurs de matières premières. **Elle a donc besoin d'un commerce libre, prospère et équitable.**

L'implication du secteur de la chimie dans les négociations commerciales multilatérales (OMC) ou bilatérales est fondamentale.

En décembre 2013, l'OMC a conclu un accord multilatéral « historique » à Bali concernant notamment la facilitation des échanges, qui représente cependant moins de 10% du programme de libéralisation du commerce mondial prévu en 2001 à Doha. Cette avancée permet néanmoins de redémarrer les négociations commerciales multilatérales, dont l'UIC attend beaucoup sur le volet « produits industriels » (NAMA).

L'UIC souhaite une libéralisation multilatérale du commerce et le maintien d'une instance de règlement des différends efficace sous l'égide de l'OMC. Mais face à ses difficultés à réunir un consensus au sein de l'OMC, elle estime que les accords commerciaux bilatéraux et régionaux contribuent parallèlement à cette libéralisation des échanges.

L'UIC défend également le renforcement d'accords sectoriels, tels que l'Accord Pharmacie du GATT ou l'accord Chemical Tariff Harmonization Agreement (CTHA) dans le domaine de la chimie. L'UIC souhaite que cet accord CTHA permette de maintenir les droits à l'importation de produits chimiques à un niveau maximal de 6,5%, pour tous les pays signataires représentant 80% des échanges mondiaux de produits chimiques. Cependant, deux grands pays ne sont pas signataires : l'Inde et le Brésil.

Parallèlement, des négociations bilatérales se poursuivent entre l'Union européenne et de grands pays partenaires économiques. L'UIC échange et avance ses intérêts offensifs et défensifs dans ces négociations, vis-à-vis des autorités nationales et européennes, mais aussi au sein du CEFIC et de l'ICCA (International Council of Chemical Associations).

■ Négociations UE/Japon

L'objectif des négociations UE/Japon est de parvenir à un **accord global sur les investissements, les services et les biens visant à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires et couvrant d'autres aspects liés au commerce**, notamment les marchés publics, les questions réglementaires, la concurrence et le développement durable, etc...

Dans le secteur de la chimie, le CEFIC et la « Japan Chemical Industry Association » (JCIA) plaident pour un **accord ambitieux afin d'améliorer la coopération réglementaire** (les tests toxicologiques de l'UE ne sont pas reconnus au Japon), **mieux protéger les droits de propriété intellectuelle et faciliter les échanges commerciaux avec la suppression des droits de douane mais également de toute barrière non tarifaire ou mesure protectionniste entre les deux marchés.**

Négociations UE/États-Unis (TTIP)

Compte tenu du nombre élevé d'implantations et de l'importance des investissements engagés de part et d'autre de l'Atlantique, **le renforcement des échanges avec les États-Unis via une zone de libre-échange sera bénéfique pour l'industrie chimique en France.**

Le CEFIC prévoit une augmentation des exportations de produits chimiques de 9% par an vers les États-Unis dès que l'accord entrera en vigueur.

Mais les discussions seront longues, les parties devant s'entendre notamment en matière de démantèlement tarifaire ou de convergence réglementaire.

Offre tarifaire de l'industrie chimique européenne

Le CEFIC a adressé à la Commission européenne sa position prônant la **libéralisation de presque toutes les lignes tarifaires de produits chimiques dès l'entrée en vigueur de l'accord.** Toutefois, pour un nombre limité de produits sensibles, **la chimie demande une période transitoire de 7 ans pour contrebalancer la pression résultant de la révolution du gaz de schiste aux États-Unis.**

Convergence réglementaire

Certaines convergences réglementaires apparaissent nécessaires :

- L'évaluation des risques et dangers, le classement et l'étiquetage des produits chimiques,
- L'harmonisation des protocoles de tests, de recherche
- L'allègement des procédures douanières : biens et technologies à double usage (civil et militaire)

L'UIC estime que le règlement européen REACH doit être exclu des négociations. En effet, la réglementation TSCA (Toxic Substances Control Act) aux USA est trop différente de la réglementation européenne.

Règles de l'origine

Le CEFIC et l'American Chemistry Council (ACC) tentent de trouver un compromis afin de proposer une position commune. La position de l'ACC est surtout basée sur les règles issues de l'accord États-Unis/Corée du Sud. Le CEFIC a une approche plus originale : prendre comme base les règles d'origine non préférentielles avec une reconnaissance mutuelle. Le CEFIC et l'ACC envisagent une position commune.

Instruments de défense commerciale :
antidumping, antisubventions, mesure de sauvegarde

L'UIC a toujours milité pour le maintien d'instruments de défense commerciale efficaces à l'encontre des pratiques déloyales de pays tiers envers les producteurs de l'Union européenne. La Commission européenne propose actuellement de moderniser ces instruments dans le cadre d'une réforme ambitieuse de la politique commerciale de l'UE.

Le point le plus saillant de la réforme en cours de discussion pour la chimie est **l'imposition de droits antidumping/antisubventions plus stricts sur les produits faisant l'objet d'importations déloyales quand le pays exportateur ne respecte pas des normes sociales et environnementales.** En contrepartie, l'UE appliquerait des droits plus modérés, quand ces produits proviennent d'un pays pauvre. L'arsenal de défense commerciale révisé devra aussi mieux profiter aux PME, car les enquêtes antidumping sont trop complexes et coûteuses.

» Politique douanière

Code des Douanes de l'Union

Le nouveau Code des Douanes de l'Union (CDU), publié en octobre 2013, remplacera le code actuel dans son intégralité au 1er juin 2016.

Les objectifs du CDU sont la modernisation du dédouanement avec la douane électronique, l'harmonisation et la simplification des procédures et l'insertion des mesures sécuritaires.

Il doit tenir compte du temps nécessaire à la mise en place des systèmes électroniques par les autorités douanières et les opérateurs au niveau national. Les discussions en cours portent sur la mise en application de ce nouveau code.

L'UIC représente le CEFIC au sein du « Trade Contact Group » de la Commission européenne. Dans ce cadre, elle participe aux discussions, consultations, concertations avec nos homologues, et à l'élaboration de prises de positions à tous les niveaux sur la refonte totale du Code des douanes de l'Union.

L'UIC a notamment insisté pour que les opérateurs OEA (Opérateur Économique Agréé) obtiennent un statut douanier réellement attractif, leur apportant simplification et souplesse. L'UIC veut s'assurer que les mesures de sécurité n'entravent pas le flux des marchandises et n'alourdissent pas la sujétion administrative des entreprises.

Économies de droits de douane

Le but des suspensions et contingents tarifaires est de stimuler l'activité économique européenne en améliorant la compétitivité des entreprises. Elles concernent des matières premières qui ne sont pas fabriquées dans l'UE et peuvent bénéficier d'une suspension de droits de douane valable en principe 5 ans. Si elles sont insuffisamment produites dans l'UE par rapport aux besoins communautaires, elles bénéficient d'un contingent tarifaire limité en quantité sur une année au minimum. Ces avantages sont accessibles à tous les industriels sous certaines conditions.

A ce jour, l'UIC est la seule fédération européenne à s'impliquer directement dans la gestion des suspensions tarifaires permettant aux transformateurs européens de bénéficier d'une exonération de droits de douane. Elle aide ainsi ses adhérents à réaliser des économies substantielles sur le coût de leurs matières premières importées dans l'UE. L'action de l'UIC a déjà permis à ses adhérents de bénéficier de plus de 150 millions d'euros d'économie de droits de douane.

» Le commerce extérieur moteur de la croissance de l'industrie chimique

L'industrie chimique en France a enregistré une croissance de 1,3% en volume en 2013 quand le reste de l'industrie reculait de 1%. La reprise s'est accentuée en fin d'année, le secteur redémarrant ainsi plus fortement que l'industrie manufacturière. Le commerce extérieur a été le moteur quasi exclusif de cette croissance en 2013 avec un solde des échanges extérieurs qui s'est établi à 5,8 milliards d'euros en 2013, en progression par rapport à 2012 (4,1 milliards d'euros).

Transport

10%

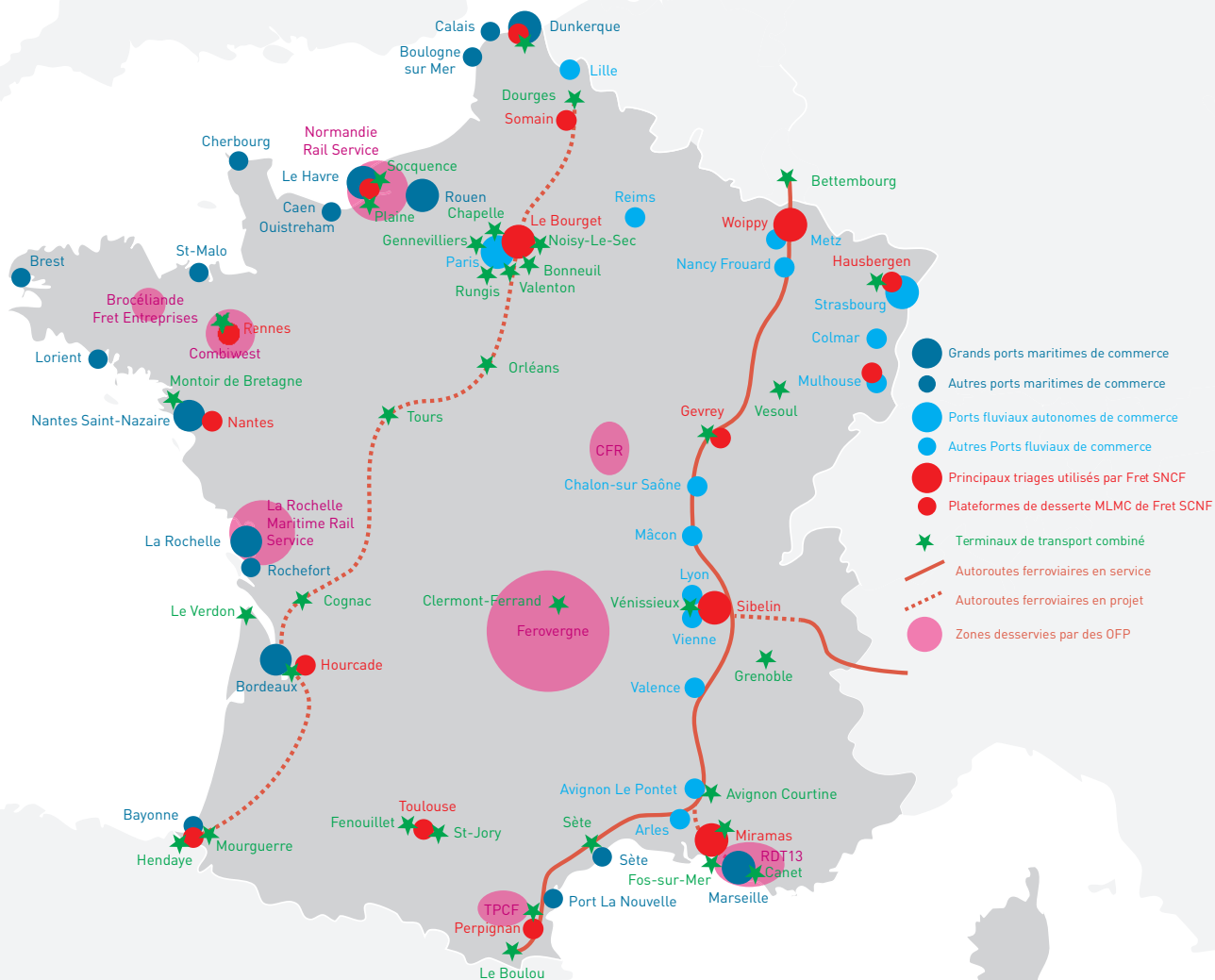
du chiffre d'affaires

Au sein des industries chimiques, le transport et la logistique représentent :

“

Le transport est non seulement un **levier de la compétitivité et de la sécurité de l'industrie mais aussi un facteur de succès pour son évolution vers une industrie durable**. L'UIC s'engage pour l'utilisation et le développement de modes de transport donnant **des garanties de sécurité, de gains économiques et de respect de l'environnement**.

”



»» Transport ferroviaire

Réforme du fret ferroviaire

Dans un contexte global de baisse du fret ferroviaire en France, les industriels de la chimie souhaitent travailler avec l'opérateur ferroviaire historique et les opérateurs privés pour une **amélioration de l'offre ferroviaire, intégrant la productivité et la compétitivité de l'industrie.**

Il est par ailleurs nécessaire d'harmoniser les bonnes pratiques au niveau européen en termes de fiabilité, délai, qualité de service...

Le projet de loi sur la réforme ferroviaire prévoit de regrouper au sein d'un même pôle public, Gestionnaire des Infrastructures Unifié (GIU), le propriétaire des lignes ferroviaires RFF et les opérations d'entretien assurées par la SNCF, la direction de la circulation ferroviaire (DCF) et les cheminots de SNCF Infra chargés de l'entretien du réseau. Son entrée en vigueur est prévue au 1er janvier 2015.

Le nouveau Gestionnaire des Infrastructures Unifié (GIU) adossé à la SNCF doit donner des **garanties d'impartialité et d'amélioration du système. La mutualisation des flux ferroviaires doit être également encouragée de façon à faciliter la création de nouveaux opérateurs ferroviaires de proximité (OFP).** L'UIC demande le **renforcement du rôle de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)** et une meilleure gestion dans l'attribution des sillons et les plages travaux, qui pénalisent l'activité industrielle.

Conférence périodique sur le fret ferroviaire

La part modale du ferroviaire dans l'ensemble des flux de transport est passée de 16,6% en 2000 à 10% en 2012.

Dans le but d'analyser la situation et y trouver des remèdes, le Ministre des Transports a mis en place une Conférence périodique sur le fret ferroviaire. L'UIC a fait une proposition visant à faciliter, d'une part, **l'augmentation des capacités de stockage sur site** afin d'envisager la massification des flux, et, d'autre part, **la mise en place de zones de délestage.** L'UIC a également effectué une enquête auprès des chargeurs de la chimie sur les installations terminales embranchées (ITE).

Il ressort que 30% des entreprises ayant abandonné leur ligne ferroviaire envisageraient leur réouverture si les conditions économiques et techniques étaient plus favorables.

Marchandises dangereuses et gares de triage

L'opposition des riverains de certaines gares de triage laisse planer la menace d'une remise en cause du transport ferroviaire de produits chimiques et du tri associé qui est indispensable. Souvent, les études de danger, qui sont nécessaires, sont la source d'une forte mécompréhension de l'activité des gares et des risques associés, accompagnée d'une réelle confusion entre danger et risque.

Pour autant, le transport par voie ferrée reste l'un des modes les plus sûrs.

En ce qui concerne les matières dangereuses, la conception très robuste des wagons, selon un standard européen approuvé par la profession, est un gage du niveau élevé de sécurité. Les marchandises dangereuses sont toujours dans de meilleures conditions de sécurité sur un site, comme une gare de triage par exemple, que sur une route. Le dialogue reste permanent avec Fret SNCF sur le sujet des gares de triage.

Les avantages du choix du ferroviaire pour l'industrie chimique sont évidents :

- C'est un mode de transport plus sûr,
- Cela permet une diminution du fret routier,
- Un impact environnemental positif.

Pour réussir son passage à une économie durable, l'industrie chimique doit s'appuyer sur des modes de transport respectueux de l'environnement.

»» Transport routier

Ecotaxe poids lourds

Le gouvernement a reporté la mise en œuvre de **l'écotaxe poids lourds, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 2014, sans donner d'échéance précise**. Cette décision a été prise en raison des « dysfonctionnements persistants », et « le manque de préparation du dispositif et d'anticipation des difficultés ».

La « Mission d'information sur l'écotaxe poids lourds », mise en place à l'Assemblée nationale dans le but d'améliorer le système prévu, a auditionné de nombreux acteurs, dont l'Association des Utilisateurs de Transports de Fret (AUTF) qui a proposé de baisser les barèmes kilométriques des transports en poids lourds le temps de retrouver le chemin de la croissance. Elle estime que le dispositif de majoration du coût du transport correspond à une rupture des contrats existants qu'il faut renégocier.

La Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a affirmé sa volonté de « remettre à plat » le dispositif prévu de l'écotaxe et rechercher éventuellement d'autres alternatives pour financer les infrastructures du transport en France.

L'UIC continuera de faire connaître sa position auprès des pouvoirs publics, dès que le nouveau projet gouvernemental sera présenté.

L'UIC a toujours condamné le mécanisme de répercussion sur les chargeurs prévu initialement.

Le 44 tonnes transfrontalier

L'usage du 44 tonnes représente tant un impact économique qu'environnemental. Il permet de réduire le nombre de camions circulant sur les routes et conséquemment de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

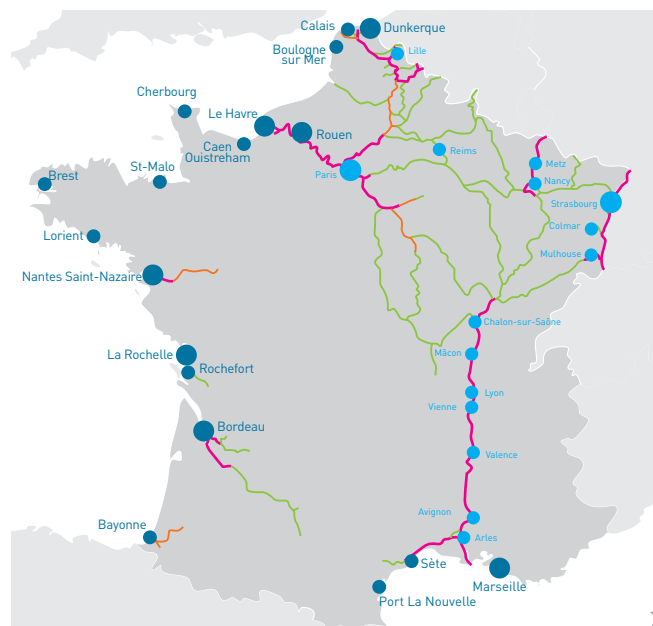
Après la généralisation de l'utilisation des poids lourds de 44 tonnes sur le territoire français en janvier 2013, **la prochaine étape pour l'UIC est d'obtenir le passage des frontières intra-communautaires.**

Les transports transfrontaliers avec les pays voisins de la France utilisant le 44t ne peuvent pas dépasser 40t, compte tenu des divergences d'interprétation de la directive européenne sur les poids et dimensions. De plus, il y a des différences concernant le contrôle de la charge à l'essieu.

Dès lors, il apparaît nécessaire de se positionner clairement sur le passage des frontières de l'UE pour des camions qui partent de France. Par ailleurs, **l'UIC demande au Gouvernement français de passer au plus vite des accords bilatéraux avec l'Italie, la Belgique et le Luxembourg** pour éviter toute distorsion de concurrence au détriment de nos transporteurs/exportateurs.

»» Transport fluvial

Étude sur la fluvialisation des produits chimiques



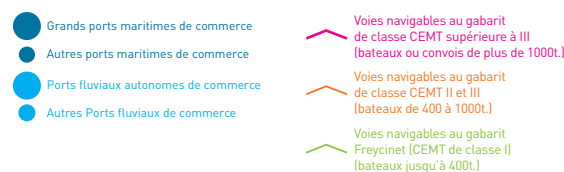
Les atouts du transport fluvial pour notre secteur sont multiples : mode massifié en accès libre, faible coût (7 fois moins cher que la route), stock flottant, fiabilité des délais, sécurité et sûreté des marchandises transportées, desserte ou passage au cœur des agglomérations et l'image d'un transport écologique (3,7 fois moins de consommation de pétrole et 4 fois moins de CO₂).

Par ailleurs, le projet du futur **canal Seine-Nord Europe** a été relancé par le ministre des Transports. Le rapport sur la reconfiguration du projet préconise notamment :

- l'abandon du partenariat public/privé,
- un dispositif de maîtrise d'ouvrage publique,
- un financement dans le cadre de contrats de plan États/régions 2014-2020,
- l'obtention de subventions à hauteur de 40% de la part de l'UE.

Alors que le transport de marchandises par voie fluviale tous secteurs confondus enregistre une baisse de trafic de 1,6% de t-km en 2012, le secteur de la chimie connaît une croissance significative sur les deux principaux bassins du Rhône (+ 21,2% de t-km) et de la Seine (+ 54,9% de t-km).

Le transport fluvial devient une alternative au rail et à la route : un convoi fluvial de 5 000 tonnes permet d'économiser 200 camions de 25 tonnes de charge utile.



Dans le cadre de son engagement en faveur du transport fluvial, l'UIC a décidé conjointement avec l'UNIFA (l'Union des Industries de la Fertilisation), Voies Navigables de France, HAROPA (Port de Paris Seine Normandie) et l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) **de lancer une étude sur le transport de produits chimiques par la voie d'eau**, en commençant par le Bassin Seine Nord-Pas de Calais.

Il s'agit d'accompagner un report modal significatif pour les trafics maîtrisés par les acteurs de la filière chimie et engrais, dans la continuité des objectifs fixés par le Grenelle de l'environnement. L'étude commune porte notamment sur l'évolution des gabarits des infrastructures, l'évolution des techniques de transport et les innovations permettant de développer le transport fluvial. Elle doit permettre de quantifier les volumes susceptibles de bénéficier de ce report modal et d'évaluer les coûts d'acheminement des produits jusqu'au quai de chargement.

»» L'industrie chimique et le transport

Le transport et la logistique représentent 10% du chiffre d'affaires de notre secteur. L'UIC privilégie les modes de transport les plus sûrs, les plus économiques et les plus respectueux de l'environnement. La compétitivité de notre secteur passe obligatoirement par des infrastructures de transport adaptées et au plus près des entreprises.

Nous considérons que le fret de marchandises ne doit pas être le parent pauvre d'une politique des transports, maillon essentiel de la croissance industrielle, que ce soit dans le Débat national sur la transition énergétique ou le « Plan d'investissement pour les dix ans à venir » concernant les transports.

Plateformes industrielles

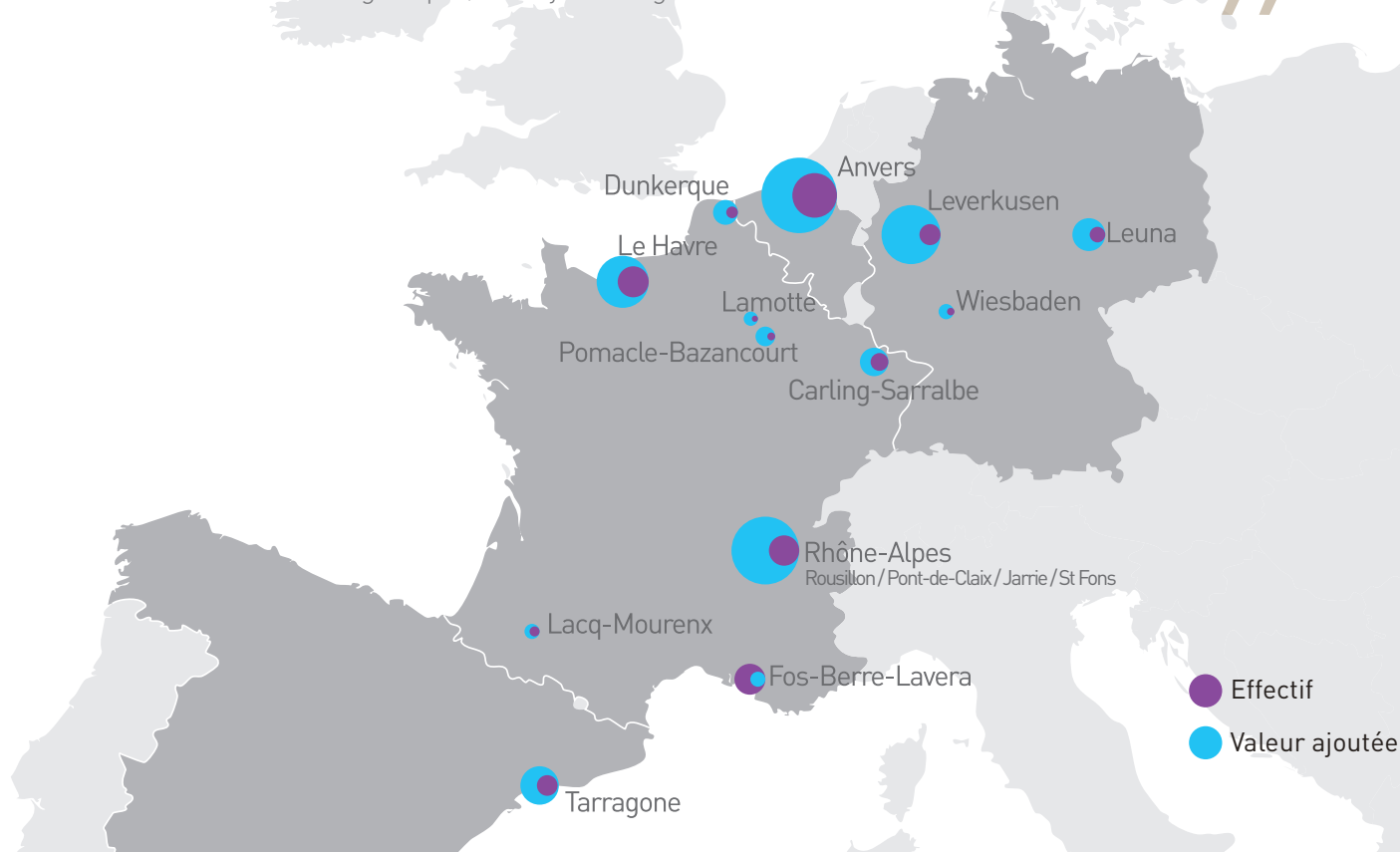
Entre
2,5
et
4%

de gain sur la valeur ajoutée peut être apporté grâce à la mutualisation sur les principaux postes de coûts des services.

“

En France, la chimie s'appuie sur huit plateformes principales et de nombreux sites de taille plus modeste. Situées dans des zones peu urbanisées et classées SEVESO II, elles regroupent des industriels de la chimie, leurs sous-traitants et leurs fournisseurs afin de mutualiser efficacement les besoins. Réseau de distribution des fluides industriels, traitement et élimination des déchets : le partage des infrastructures permet de réduire significativement les investissements et les frais de fonctionnement. Des prestations de service (maintenance, bureau d'étude, aide au démarrage d'une nouvelle unité, gestion des stocks et de la logistique, etc.) y sont également accessibles à moindre coût.

”



Une étude sur quelques plateformes a été menée par le cabinet Advancy, d'octobre 2013 à mars 2014. Elle concerne une dizaine de plateformes françaises et cinq plateformes européennes (analyse forces/faiblesses, recommandations).

»» Quel contexte global ?

Ces plateformes représentent un atout majeur pour l'avenir de la filière chimie et matériaux en France. Elles doivent par conséquent être attractives économiquement et réglementairement au risque de ne plus accueillir des investissements français ou étrangers et de se voir désertées par les industriels présents.

Par ailleurs, il est impératif pour la filière chimie et matériaux en France, que quelques grands « clusters » multi-activités et multi-exploitants émergent pour se rapprocher d'Anvers, Rotterdam, Leuna ou Leverkusen. En France, six ou sept très grandes plateformes, potentiellement très compétitives au niveau mondiale seront candidates et au total, une vingtaine de plateformes industrielles d'importance européenne.

Des investissements importants notamment en développement sont faits par les acteurs déjà installés sur le territoire. Par contre, les plateformes chimiques françaises ont besoin d'améliorer leur attractivité pour convaincre les investisseurs étrangers.

La situation est donc particulièrement délicate dans un contexte de forte compétitivité qui tend à s'accroître. Dans les autres états d'Europe, les gestionnaires de plateformes ne manquent pas de faire valoir auprès des investisseurs extra-européens, entre autres, « l'exception réglementaire française » des PPRT*, à notre détriment.

»» Quel constat pour les plateformes françaises ?

Certaines plateformes françaises disposent de tous les atouts pour être aussi compétitives que leurs homologues européennes, cependant leur compétitivité est perfectible au vu d'un certain nombre de facteurs défavorables.

Gouvernance, investissement

Globalement, la structuration des plateformes chimiques en France apparaît perfectible au niveau de la gestion et de la promotion.

En particulier les plateformes situées sur des ports français sont moins structurées que leurs homologues européennes. L'implication des ports dans la politique de développement de l'industrie doit être renforcée.

Une bonne gouvernance en gestion commune permet dans tous les cas une meilleure promotion de la plateforme.

L'efficacité de la promotion assure quant à elle le niveau de l'investissement.

Ainsi, dans la mesure où l'efficacité de la promotion est moindre en France, les investissements réels de croissance y sont moins importants. En France, environ 22% de la valeur ajoutée sont réinvestis en projets de croissance, en Allemagne et en Belgique ce taux s'élève à 32%.

Services partagés / sous-traités

Grâce à la baisse des coûts qu'elle engendre, la mutualisation autour d'un tiers apparaît comme un facteur de compétitivité. Les sites français mutualisés sont compétitifs vis-à-vis des sites allemands.

La mutualisation peut apporter pour les principaux postes de coûts des services entre 2,5 et 4% de gain sur la valeur ajoutée.

Énergie et utilités principales

■ **Électricité** : En Allemagne, le prix de l'électricité pour un électro-intensif est aujourd'hui très attractif dû à un prix très bas et à des exonérations fiscales, mais reste volatil. En France, par contre, le prix de l'électricité pour un électro-intensif est plus élevé en raison d'une fiscalité moins favorable et un accès à des tarifs moins compétitifs.

■ **Vapeur** : Le coût de la vapeur sur les plateformes françaises est identique à celui des industriels allemands sauf pour les cogénérations qui bénéficient en Allemagne d'un prix de rachat de l'électricité plus élevé.

■ **Gaz** : Le prix du gaz est un problème majeur en Europe notamment vis à vis des Etats-Unis et l'exploitation du gaz de schiste. En France, le PEG* Sud est moins compétitif que le PEG Nord, avec un écart qui s'accroît en raison :

- D'un prix d'importation de LNG** élevé lié à l'augmentation du prix du gaz japonais suite à l'accident de Fukushima,
- D'une saturation des points d'échange Nord-Sud lié à un manque d'investissement dans les pipelines et une absence de priorité suffisante pour l'industrie.

Intégration / Matières premières / Pérennité

La valeur ajoutée des plateformes chimiques françaises centrée sur la chimie de base doit augmenter sous peine de représenter un facteur tant de fragilité face à la concurrence des pays émergents que de manque d'attractivité.

Transport et logistique

Bien que les plateformes françaises aient un bon accès logistique, les coûts de transport ferroviaire, maritime et fluvial sont moins compétitifs en France. Les politiques ferroviaires et portuaires sont peu favorables à l'industrie et pâtissent d'un manque d'investissements.

Poids des réglementations

En plus des exigences identiques à leurs homologues européennes, les plateformes chimiques françaises sont assujetties aux PPRT dont l'application aux plateformes mutualisées est progressivement adaptée. Au-delà de ce point spécifique, il conviendrait d'éviter de sur-transposer les directives européennes pour ne pas créer d'écart de compétitivité.

Autres éléments touchant à l'attractivité du territoire

Le système de subvention et de financement en France apparaît trop complexe en étant plus centré sur la R&D que sur le développement industriel. Le montant des aides directes reste faible par rapport à d'autres pays européens et étrangers. En outre, la fiscalité de production est jugée excessive (8 à 13% de la valeur ajoutée pour les entreprises, moyenne 10%) soit, au minimum, 3,5 points de plus qu'en Allemagne.

*PEG : Point d'Echange de Gaz

** LNG : Gaz naturel liquéfié

» PPRT

Instauré par la loi « risque » (2003), le Plan de Prévention des Risques Technologiques est un outil de maîtrise de l'urbanisation aux abords des exploitations industrielles classées SEVESO AS ayant pour objectif principal de mieux protéger la population. Ce dispositif vise à définir, en concertation avec les parties concernées, des règles d'utilisation des sols compatibles avec l'activité de l'installation classée, les projets de développement locaux et la protection des riverains. A ce jour il existe 407 PPRT pour plus de 600 établissements SEVESO AS.

» Quelles actions mettre en place ?

■ Favoriser l'émergence de structure de gouvernance commune, en développant un plan «cadre» pour les infrastructures de chaque plateforme :

- Mise en place de structures associatives appropriées entre acteurs des plateformes. Diverses formes juridiques possibles (association, ASL* GIE**)
- Mise en place de société de gestion de plateforme pour fédérer les acteurs et baisser les coûts : utilisation de sous-traitants spécialisés porteurs de projets : énergie, traitement de déchets et d'effluents
- Cadre réglementaire spécifique tenant compte des synergies entre acteurs : Charte HSE – gestion des rejets – application des PPRT

■ Sécuriser les approvisionnements en matières premières et en énergie à prix compétitifs : en élaborant une stratégie nationale pour la chimie de base.

■ Développer la promotion : en encourageant les PME innovantes à intégrer des plateformes mutualisées, en ciblant les investisseurs étrangers, en instaurant une politique de ports autonomes ou encore en créant une feuille de route par plateforme. Favoriser l'intégration amont/aval par le développement préférentiel d'activités innovantes et à forte valeur ajoutée sur les plateformes les plus compétitives.

■ Transport et logistique :

- Ferroviaire : relancer le transport en wagons isolés pour les produits chimiques, améliorer le niveau de services et le renforcement des dessertes
- Fluvial : constituer la liaison canal Seine-Escaut
- Port : Faire évoluer les modes de gouvernance et développer une politique industrielle
- Pipelines : dégoutotter le pipeline d'éthylène Nord/Sud

■ Instaurer un moratoire de 5 ans sur toute nouvelle réglementation pour stabiliser et simplifier le système réglementaire sur la fiscalité de production (ne pas dépasser 7% de la valeur ajoutée)

■ Faire évoluer le système d'aides aux entreprises en lien avec le plan industriel « Chimie verte et biocarburants » : simplification, recentrage sur des projets industriels.

■ Développer la formation technique et professionnelle et les centres R&D à proximité des plateformes.

*ASL : association syndicale libre

**GIE : groupement d'intérêt économique

Innovation, moteur de la chimie en France

1,54

Mds d'€
à la R&D

En 2013, les industries chimiques ont consacré :

“

Pour que l'industrie chimique en France garde une place prépondérante sur la scène internationale, notamment face à une concurrence de plus en plus accrue des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...), **les entreprises doivent constamment améliorer leur compétitivité et pour cela, développer une véritable dynamique d'innovation.** C'est par ce biais que l'industrie chimique en France pourra mettre sur le marché des produits plus performants donc à plus forte valeur ajoutée. **L'innovation apparaît dès lors comme un élément essentiel pour assurer le développement de notre industrie - en particulier des PME - et lui permettre de maintenir son 2^{ème} rang de producteur européen et 6^{ème} rang mondial.**

”

COM
MUNIQUER

A
CCROÎTRE

FAV
O
RISER

VALOR
SER

REN
FORCER

Pour ce faire, il convient de **renforcer le réseau des acteurs en France, favoriser l'émergence de projets de filière en intégrant les secteurs aval, accroître les investissements en recherche et développement, valoriser les équipes et communiquer davantage dans ce domaine.**

Après avoir longtemps focalisé ses programmes sur l'excellence scientifique, l'Union européenne se préoccupe désormais, avec sa nouvelle **stratégie « Horizon 2020 »**, d'orienter ses efforts sur la **mise sur le marché des produits et technologies innovants.** Ce nouveau cap représente une nouvelle chance pour les industriels de pouvoir bénéficier de soutien important pour innover. Leurs travaux sur l'amélioration des procédés conduisent ainsi à des innovations pour limiter les consommations d'énergie et d'émission de CO₂ favorisant ainsi la compétitivité des entreprises.

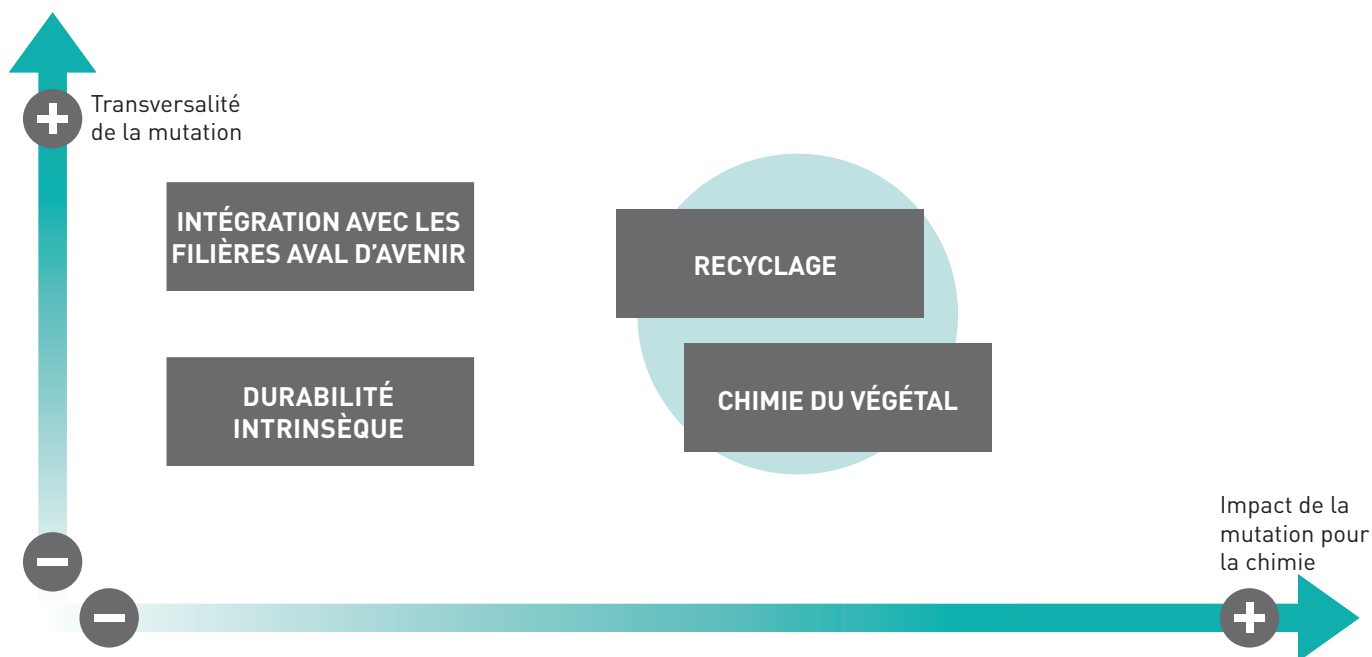
» Les actions de l'UIC

L'un des axes stratégiques prioritaires de l'UIC est de faire émerger, faciliter et promouvoir l'innovation, facteur stratégique de développement, auprès de ses adhérents dont 94% sont des PME/ETI.

Les missions du département Innovation de l'UIC sont de contribuer aux actions d'innovation de l'industrie chimique en créant un contexte favorable à l'émergence de projets structurants, en animant des réseaux dédiés et en faisant vivre les

partenariats. Pour accompagner et stimuler cette démarche de partenariats, l'UIC a développé des outils opérationnels en favorisant l'implication des PME dans des projets de recherche innovants. L'UIC a dans cet objectif créé des passerelles avec des pôles de compétitivité mondiaux tels qu'Axelera (chimie et environnement) et IAR (industrie et agro-ressources).

4 mutations importantes vont impacter
la chimie en France dans les dix prochaines années

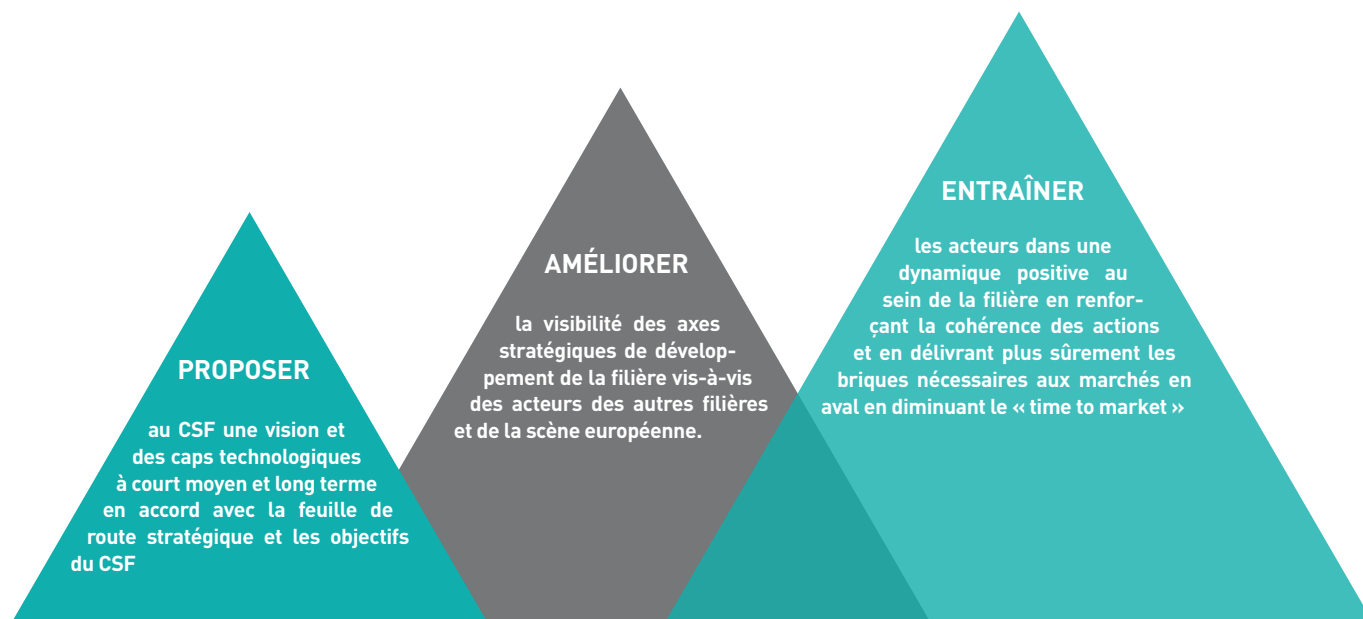


L'UIC s'est structurée pour répondre à ces enjeux à travers :

- la mise en place du Comité innovation du Comité Stratégique de Filière afin d'identifier les projets structurants de la chimie
- l'animation de la Commission innovation, organisation miroir du comité innovation dédiée aux adhérents de l'UIC
- le développement de l'Association Chimie Du Végétal (ACDV) et de l'Association Alliance Chimie et Recyclage (2ACR)
- la concrétisation de partenariats stratégiques, entre autre, avec l'Ademe

» Le Comité innovation du CSF « chimie et matériaux »

Le soutien à l'innovation au sein de CSF « chimie et matériaux » s'est traduit par la mise en place d'un Comité innovation pour coordonner les actions d'innovation. Ses objectifs sont :



Les premiers axes de travail retenus portent sur les bâtiments durables, les transports du futur, le stockage de l'énergie, ou encore la substitution pour répondre à l'obsolescence, la disparition ou la raréfaction de substances et de matériaux.

» La chimie durable

Crée en 2004, la plateforme technologique européenne SusChem (*Sustainable Chemistry* – Chimie durable) a pour mission de développer une innovation pour la chimie européenne qui réponde aux principaux enjeux de la société. La vision de SusChem est une Europe innovante et compétitive où la chimie durable fournit des solutions aux générations futures, SusChem assurant ainsi une représentativité de la chimie durable aux niveaux régional national et européen.

L'enjeu majeur de la plateforme est de partager une vision stratégique commune pour construire l'industrie chimique durable de demain. Dans ce cadre, elle coordonne l'engage-

ment des scientifiques et des industriels avec les initiatives de la commission européenne pour la recherche en chimie. SusChem agit comme une force d'influence collective pour renforcer l'attractivité de la chimie.



» Le recyclage et l'économie circulaire

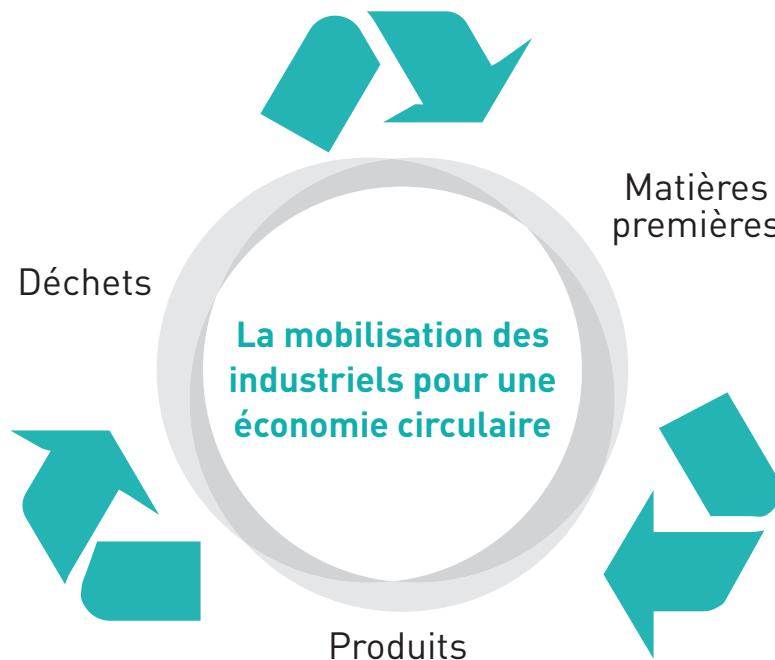
Préserver les ressources naturelles, ce n'est pas que les économiser, c'est aussi ne pas les gaspiller en offrant plusieurs vies ou en redonnant de la vie aux produits, par le biais notamment du recyclage chimique. Pour autant, les acteurs du recyclage et ceux de la chimie collaborent encore trop peu à la construction de nouvelles filières de recyclage, permettant une réutilisation optimale des matériaux, ainsi qu'au renforcement de certains maillons faibles de chaînes de valeur existantes.

Conscients de cet enjeu, des industriels tant de la chimie que des services à l'environnement, ont créé, fin 2011, sous l'impulsion de l'UIC, l'Association Alliance Chimie Recyclage (2ACR).

« Une association d'industriels, qui affirme que les déchets constituent une opportunité de développement économique et industriel en France ».

Reconnue comme un vecteur de communication des industriels, 2ACR est le porte-parole des réalités technologiques et surtout économiques, qui doivent être prises en compte pour valoriser les déchets en ressources prioritairement et en énergie.

Les objectifs de 2ACR sont à la fois ambitieux : créer les conditions d'un recyclage durable et rentable, transformer les déchets en matière première pour les industries chimiques et de biens de consommation, structurer une industrie du recyclage à forte valeur ajoutée en France ; et humbles, car cette transformation ne se fera qu'avec l'implication « volontariste » de toutes les parties prenantes : industriels de tous secteurs, Pouvoirs Publics mais aussi élus, consommateurs, associations....



» La chimie du végétal : remplacer les ressources fossiles par les plantes et créer les produits innovants du quotidien

La chimie du végétal et les biotechnologies industrielles sont des procédés incontournables pour :

- valoriser de façon optimale tous les composants des plantes,
- proposer une large gamme de produits bio-sourcés se substituant aux matières fossiles non renouvelables,
- apporter de nouvelles fonctionnalités, pour alimenter de multiples marchés.

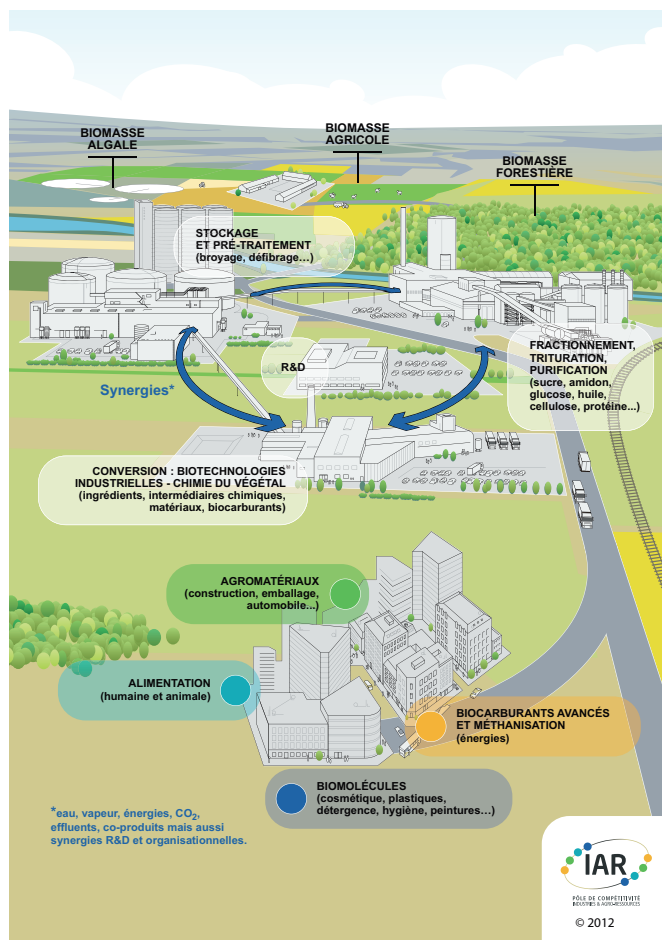
Avec un périmètre « filière industrielle » toujours unique en Europe, l'ACDV (Association Chimie Du Végétal), dont l'UIC est membre fondateur et acteur majeur, continue de mailler les parties prenantes par son dynamisme et son attractivité.

Près d'une centaine d'experts parmi la cinquantaine d'adhérents contribuent activement à l'avancement des actions lancées par l'association : indicateur de contenu biosourcé pour stimuler les marchés et se donner des repères, suivi des réglementations et incitations à l'international, Présidence de la commission AFNOR X85 « Produits Biosourcés » et représentant de la délégation française au CEN TC411, rédaction d'un deuxième guide méthodologique sur les ACV (Analyse de Cycle de Vie) en chimie du végétal, avec une attention particulière au pragmatisme du guide pour les PME, organisation de la deuxième édition de Plant Based Summit du 8 au 10 avril 2015, congrès-exposition européen à vocation internationale www.plantbasedsummit.com.

Tous ces travaux, menés dans un esprit collaboratif et consensuel, ont pour but de **faciliter le développement de la chimie du végétal, une voie d'innovation et de diversification durable pour toute la filière.**



Le principe de la bioraffinerie



» Le partenariat UIC/ADEME

Les discussions entre l'UIC et l'ADEME, ont mené à un accord cadre de partenariat signé en janvier 2013.

L'UIC et l'ADEME partagent des ambitions et objectifs communs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de réduction de l'impact environnemental des activités industrielles du domaine de la chimie.

L'objet de la convention est de fonder les bases d'une collaboration entre les parties pour mettre en oeuvre des **actions destinées à valoriser, favoriser et déployer des démarches environnementales dans les industries chimiques en France d'une part et d'autre part de leur apporter les outils nécessaires pour s'adapter au mieux à la transition énergétique.**

» Le Groupe Support Nanomatériaux

Le Groupe Support Nanomatériaux, créé à l'initiative des commissions innovation et technique, et lancé fin 2011, a montré son intérêt dans un contexte où des réflexions sont menées aussi bien au niveau national, européen qu'international. L'accompagnement des industriels est un axe majeur.

Trop souvent montré sous l'aspect « risques », le groupe a pour objectif de **développer un argumentaire plus positif en mettant en valeur l'aspect « bénéfiques » des nanomatériaux** illustré par des exemples d'innovation et de valeurs ajoutées.

» Le Prix Pierre Potier

Créé en 2006, par le Ministre de l'Économie, en partenariat avec la Fédération Française pour les sciences de la Chimie (FFC), le prix Pierre Potier a pour objectif de **mettre en lumière les innovations en chimie en faveur du développement durable et de favoriser le développement de démarches écoresponsables dans la filière.** Chacun des lauréats récompensés par le prix est primé pour sa contribution à la mise sur le marché de produits plus sûrs, plus écologiques, mieux recyclés et faisant moins appel aux ressources fossiles.

Il récompense chaque année entre 4 ou 5 entreprises ayant développé un produit ou un procédé chimique « propre ». Depuis son lancement, le nombre et la qualité des candidatures ont mis en évidence la réactivité du tissu industriel vis-à-vis des enjeux d'innovation et de compétitivité tout en prenant en compte les aspects sociétaux et environnementaux.



Dialogue social

4 à 5

accords par an

Au cours des 10 dernières années, les industries chimiques ont signé :

“

Le dialogue social a pour vocation de fournir un cadre commun à l'ensemble des salariés de la branche. Il est donc un élément essentiel de la politique d'une branche professionnelle. Au cours des dix dernières années, les partenaires sociaux des industries chimiques ont signé 4 à 5 accords par an témoignant ainsi d'un réel dynamisme de la branche en matière sociale. **Compte tenu de leurs spécificités, les industries chimiques sont particulièrement actives sur des champs d'action aussi importants que la santé et la sécurité, la formation professionnelle, l'emploi mais aussi la protection sociale.** L'UIC mène une activité dense et diversifiée dans le domaine social : outre un dialogue social dynamique, elle assure l'accompagnement des entreprises adhérentes notamment sur des thèmes comme la pénibilité.

”

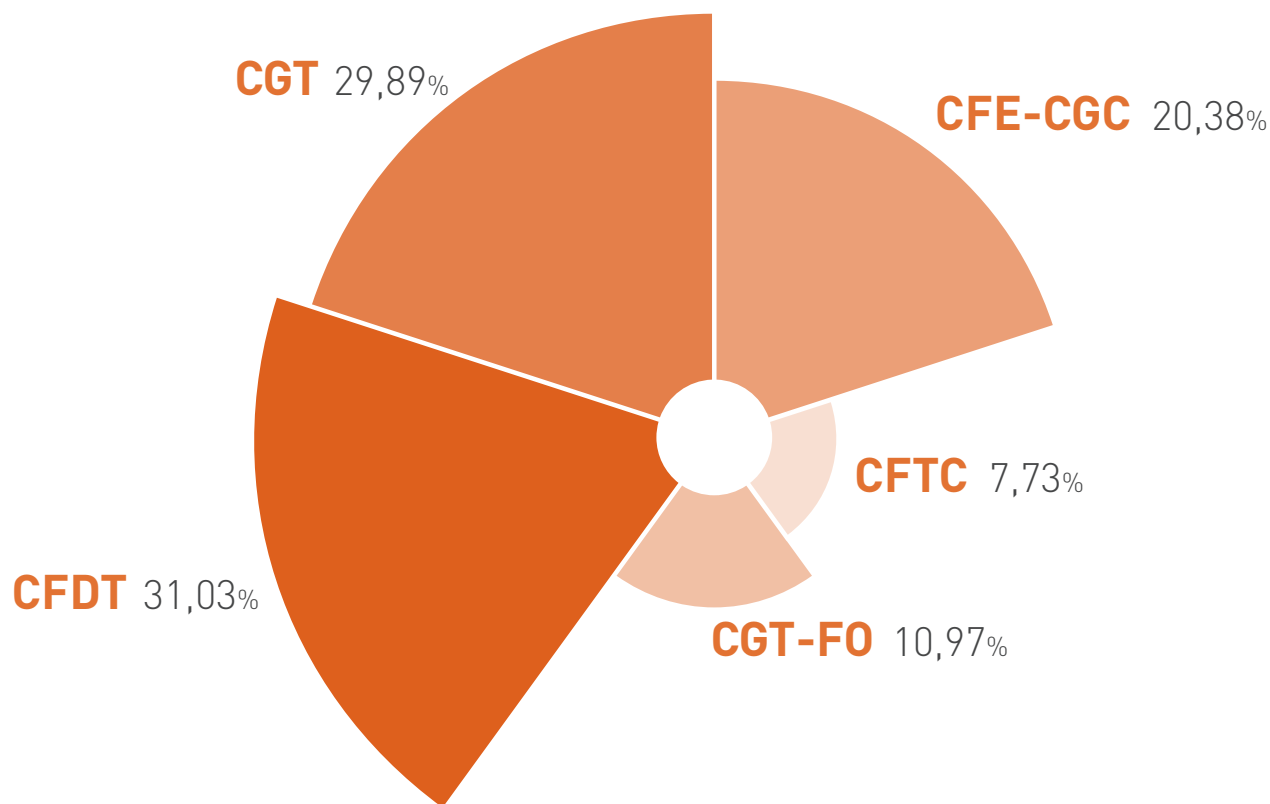
»» Comment intervient le dialogue social ?

Le dialogue social intervient de deux manières distinctes mais complémentaires :

■ **la négociation** qui aboutit à des accords collectifs de branche,

■ **La gestion des instances paritaires** (Commission paritaire nationale pour l'emploi (CPNE), Commission Paritaire Nationale pour les Conditions de Travail, l'Hygiène et la Sécurité (CPNCT HS), Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA DEFI), l'Observatoire des industries chimiques,...) dans lesquelles les partenaires sociaux définissent et orientent la politique de la branche dans les domaines de l'emploi, la formation ou encore l'hygiène et la sécurité chimique et dans le cadre des accords signés.

» La représentativité syndicale dans les industries chimiques



À terme, seules les organisations syndicales pesant pour 8% au moins des résultats des élections aux comités d'entreprise (CE) seront invitées à participer aux négociations et aux instances paritaires de la branche.

Une 1^{ère} audience de la représentativité des organisations syndicales a eu lieu en 2013. Bien que la CFTC se situe actuellement en dessous du seuil de 8%, elle demeure représentative au niveau de la branche pour une période transitoire allant jusqu'en 2017, date de la prochaine audience.

Pour qu'un accord de branche soit valable et puisse entrer en vigueur, il est nécessaire que les organisations syndicales pesant pour au moins 30% dans les résultats des élections de CE signent cet accord et que les organisations syndicales pesant pour au moins 50% ne s'opposent pas à son entrée en vigueur.

»» Le dynamisme du dialogue social

Les industries chimiques disposent depuis 1952 d'une **convention collective** : la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques (CCNIC) dont l'UIC est le garant.

De nombreux accords sont venus au fil des années compléter le socle conventionnel attestant ainsi de la qualité et de la modernité du dialogue social au niveau des industries chimiques. Ainsi en 2013 et 2014, plusieurs accords ont été signés à la suite des négociations :

■ **Salaires** : les salaires *minima* des industries chimiques sont négociés chaque année dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire. L'UIC a signé avec la CFDT et la CFE CGC un accord revalorisant de 1% les salaires minima pour 2014, le 18 décembre 2013.

■ **Frais de santé** : la négociation portant sur la création d'un régime frais de santé dans les industries chimiques a abouti, le 14 mars 2014, à la signature, avec la CFE CGC et la CFDT, d'un accord prévoyant :

- Un montant de cotisation d'au moins 45 euros par mois au total pour une couverture « frais de santé »,
- Une répartition de la cotisation définie au niveau de l'entreprise à part égale entre l'employeur et le salarié (50/50).

Sont concernées par ces dispositions : les entreprises ne disposant pas de couverture frais de santé à la date de signature du présent accord et celles dont la cotisation patronale est inférieure à 22,50 euros par mois. Elles devront se conformer à cet accord de branche d'ici le 1er octobre 2015.

■ **Épargne salariale** : les industries chimiques permettent aux entreprises de mettre en place un dispositif de Plan d'épargne inter-entreprises (PEI) et Plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCOI) afin de faciliter l'épargne de leurs salariés.

La création d'un **PEI** pour les salariés des industries chimiques, notamment ceux appartenant à des PME-TPE, permet la constitution d'une épargne individuelle et met à la disposition

des entreprises un régime géré par un organisme reconnu pour la qualité de sa gestion et prenant en compte pour le calcul de ses frais de gestion et de tenue de compte la taille et le nombre d'entreprises concernées.

La création d'un **PERCOI** est quant à elle destinée à permettre aux salariés de se constituer, en vue de leur retraite, une épargne investie dans un portefeuille collectif de valeurs mobilières.

Les diverses réformes intervenant en matière sociale et les accords interprofessionnels nécessitant une déclinaison, lorsque cela est nécessaire, intensifient les négociations au niveau de la branche, toujours soucieuse de se conformer au cadre légal mais aussi de garantir aux entreprises un cadre conventionnel actualisé.

Ainsi, c'est un véritable statut social qui est proposé aux entreprises. Différents outils et dispositifs sont proposés aux adhérents de l'UIC.

Par ailleurs, les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégué syndical peuvent négocier et conclure des accords collectifs avec les représentants élus du personnel au Comité d'Entreprise (CE), ou à la délégation unique du personnel, ou, à défaut avec les Délégués du Personnel (DP).

L'application de ces accords collectifs d'entreprise ou d'établissement est subordonnée à leur validation par une commission paritaire de validation de branche.

»» Le dialogue social européen

Fédération patronale européenne des industries chimiques (ECEG)

Le CEFIC n'ayant pas de mandat pour les questions sociales, la question de la création d'une instance spécifique s'est assez rapidement posée. C'est la raison pour laquelle une association a été créée en 2002, **l'European Chemical Employers Group (ECEG)**, en charge des questions sociales.

La Commission européenne a reconnu à l'ECEG la qualité de partenaire social suite à une enquête sur la représentativité des organisations patronales nationales qui la composent.

L'ECEG représente 10 000 entreprises, majoritairement des PME, qui emploient plus d'un million de salariés.

Dialogue social sectoriel chimie

Initié en 1992, **ce dialogue social a été porté par les fédérations patronales italienne, espagnole et française regroupées au sein de la fédération patronale européenne des industries chimiques, l'European Chemical Employers Group (ECEG), et les fédérations syndicales (notamment la CFDT)** de ces trois pays membres de la Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie, la *Chemical Workers' Federation* (EMCEF). A partir de 2002, d'autres pays ont rejoint ce dialogue informel et des déclarations communes ont été adoptées sur REACH, Responsible Care® ou encore sur la formation professionnelle.

Comité européen du dialogue social sectoriel des industries chimiques

En réponse à l'institutionnalisation du dialogue sectoriel par la Commission européenne, les fédérations patronales de la chimie européenne ont décidé de la **mise en place d'un comité sectoriel en concertation avec les organisations syndicales de salariés.**

L'industrie chimique est l'un des rares grands secteurs industriels à s'être doté d'un tel comité. La mise en place officielle du comité a eu lieu le 14 décembre 2004 à Bruxelles. Les deux parties représentées dans ce comité sont l'ECEG pour la partie employeur et Industriall pour la partie salariés.

L'UIC, avec les fédérations patronales belge, allemande et italienne, a joué un rôle moteur dans la mise en place de ce dialogue social sectoriel qui présente l'intérêt de traiter au niveau européen des problématiques de l'industrie. Par ailleurs, cette démarche permet aux branches qui disposent d'un comité sectoriel d'entrer dans le champ de consultation de la Commission européenne pour les projets de textes susceptibles de les concerner. REACH a été un accélérateur de ce point de vue.

Les partenaires sociaux européens ont défini les principes que devra respecter le dialogue sectoriel :

- le dialogue social au niveau européen porte aussi bien sur les aspects économiques que sur les aspects sociaux,
- l'autonomie des partenaires sociaux, notamment quant aux thèmes abordés, doit être respectée par la Commission européenne,
- l'intérêt commun doit être recherché,
- le dialogue social européen ne doit pas interférer avec les négociations nationales,
- aucune obligation directe pour les entreprises ne doit être créée au niveau européen.

Alternance

4 400

jeunes
en alternance

En moyenne, les entreprises des industries chimiques accueillent chaque année :

“

A ce jour, les industries chimiques sont confrontées à des problématiques de recrutement accrues. Les évolutions techniques, réglementaires, démographiques et sociales transforment les métiers d'aujourd'hui, rendant nécessaire une **adaptation des compétences des salariés et une évolution des diplômes.**

Par ailleurs, le secteur de la chimie reste mal connu, comme celui plus général de l'industrie, posant un problème d'attractivité. On estime à 10 000 par an les besoins en recrutement des industries chimiques. Parallèlement, on peut noter un manque accru de main d'œuvre qualifiée sur le marché du travail pour répondre à ces besoins notamment pour les premiers niveaux de qualification.

”

» L'alternance, un dispositif clé, mais encore trop peu développé

Face aux difficultés de recrutement, l'alternance apparaît comme un dispositif clé.

Elle permet notamment de former sur les métiers en tension afin de compenser l'absence de main-d'œuvre diplômée directement disponible sur le marché du travail et de recruter un collaborateur qualifié, immédiatement opérationnel et doté de la culture de l'entreprise. Elle représente un effort en termes de délais, de coût et de disponibilité. En outre, l'alternance peut permettre à certaines PME de bénéficier de hauts niveaux de qualifications alors qu'elles ont des difficultés à recruter un salarié de ce niveau. Pour autant, ce dispositif demeure encore peu développé.

Les entreprises accueillent des jeunes en contrat d'apprentissage et/ou en contrat de professionnalisation.

Les entreprises des industries chimiques accueillent chaque année environ 4 400 alternants.

Le taux de recours à l'apprentissage reste peu développé, 0,98% contre 2,0% dans la métallurgie et 2,20% dans l'industrie. Des besoins en apprentis sont particulièrement forts notamment dans la fabrication (opérateur, conducteurs de machines, pilote, technicien, ingénieur de fabrication, etc.) et dans l'analyse en laboratoire (technicien d'analyse chimie).

En 2013, les entreprises des industries chimiques ont eu recours à 2 400 contrats d'apprentissage. **Plus de deux tiers des apprentis de la branche sont en contrat dans une entreprise du cœur de métier « activité de production chimique ».** Ainsi, nombre d'établissements des industries chimiques accueillent des apprentis. Par ailleurs, la moitié des établissements accueillant des apprentis compte moins de 50 salariés.

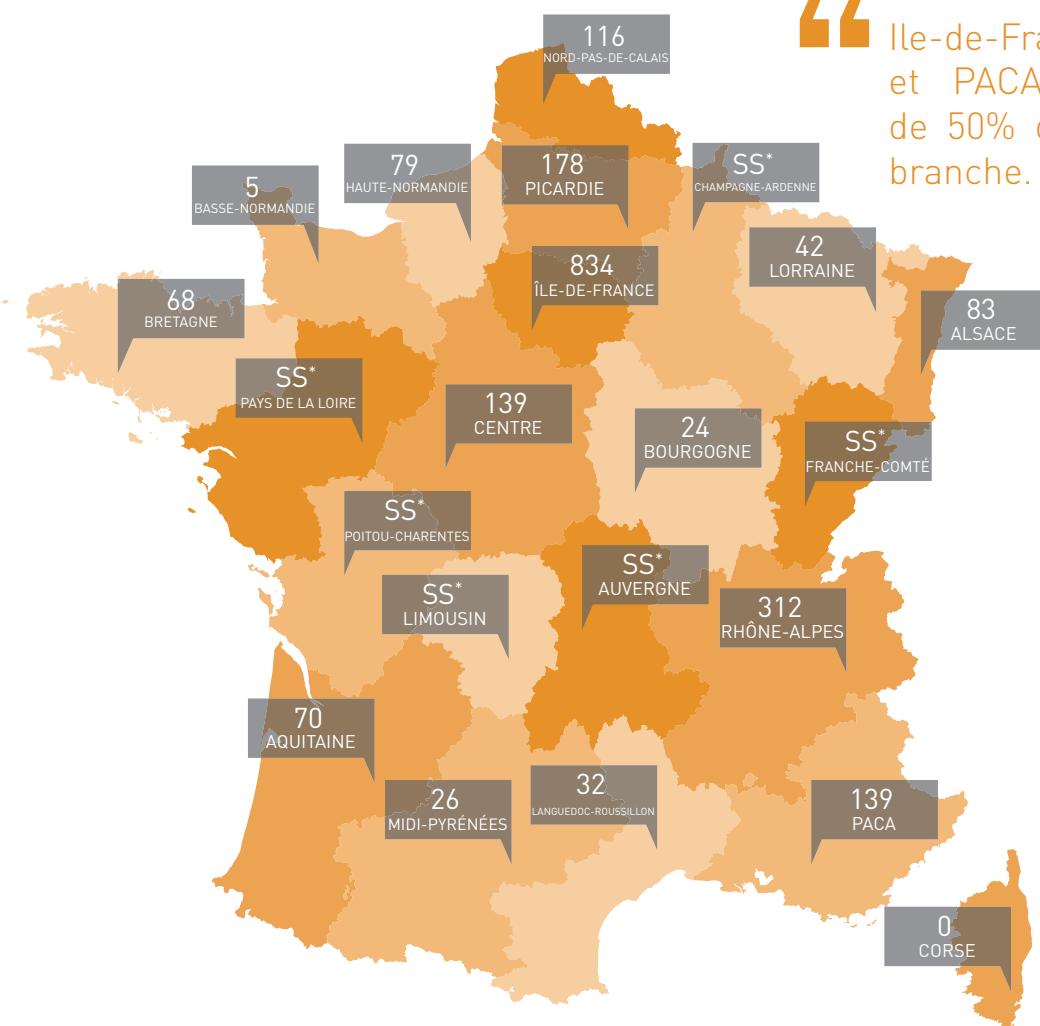
» Une répartition géographique inégale

On constate que les établissements recourant à l'apprentissage se situent principalement en Ile-de-France et en Rhône-Alpes.

Près de 40% des apprentis travaillent au sein d'une entreprise domiciliée en Ile-de-France.

Proportionnellement au nombre d'établissements par région, la Picardie, la Haute Normandie, l'Ile-de-France et le Rhône-Alpes se distinguent par leur taux d'établissements recourant à l'apprentissage supérieur à la moyenne de la branche.

“ Ile-de-France, Rhône Alpes et PACA concentrent plus de 50% des apprentis de la branche. ”



Source DADS 2008/2010
Périmètre CCN
Exploitation Observatoire des industries chimiques

NB : Région de l'entreprise

SS* : secret statistique.

En outre, le taux de féminisation est plus important parmi les apprentis (43%) que parmi l'ensemble des salariés de l'industrie chimique (36%). Enfin, du fait du niveau de diplôme préparé (80% dans l'enseignement supérieur) et des métiers visés, **97% des apprentis de la branche sont majeurs**, la tranche 21-23 ans représentant près de la moitié des effectifs.

»» Différentes motivations expliquent le recours à l'alternance

Globalement l'alternance est perçue comme un processus gagnant-gagnant par les entreprises et pour les jeunes. Le recours à l'alternance par les entreprises de la chimie répond à différents types de motivation.

L'alternance est perçue avant tout comme un mode de recrutement permettant d'intégrer des jeunes qui vont être formés progressivement aux métiers et aux méthodes de l'entreprise. Les entreprises répondent ainsi à une pénurie de candidats sur des métiers en tension, notamment dans les métiers de la fabrication et de la maintenance (opérateurs de production, techniciens de maintenance...) ou constituent un vivier de recrutement pour préparer l'avenir.

En prévision de départs à la retraite, l'alternance apparaît aussi comme un moyen d'anticiper le transfert de savoir-faires spécifiques.

Elle permet également de disposer de nouvelles compétences sur des missions spécifiques et ponctuelles pour lesquelles l'entreprise n'a pas les compétences nécessaires en interne. Enfin, certaines entreprises considèrent l'alternance comme un engagement social et estiment légitime de contribuer à l'effort national de formation et de professionnalisation des jeunes.

Certaines situations apparaissent néanmoins comme des freins au développement de l'alternance. En témoignent par exemple les difficultés économiques que rencontrent certaines entreprises qui sont dans un contexte de maintien strict, voire de contraction des effectifs.

Pour certaines entreprises, l'alternance est jugée non adaptée à leurs métiers.

Les contraintes de sécurité sur les sites de production classés SEVESO et les travaux interdits aux jeunes de moins de 18 ans, constituent un frein à l'accueil des jeunes sur les premiers niveaux de qualifications notamment en production.

»» Une nette augmentation du niveau des formations

A l'entrée de l'apprentissage, 44% des apprentis ont au moins un diplôme de niveau III (BTS ou DUT principalement).

Le niveau de diplôme à l'entrée tend ainsi à croître et la durée moyenne des formations en apprentissage avoisine les 24 mois. Cet accroissement traduit à la fois une évolution de la demande

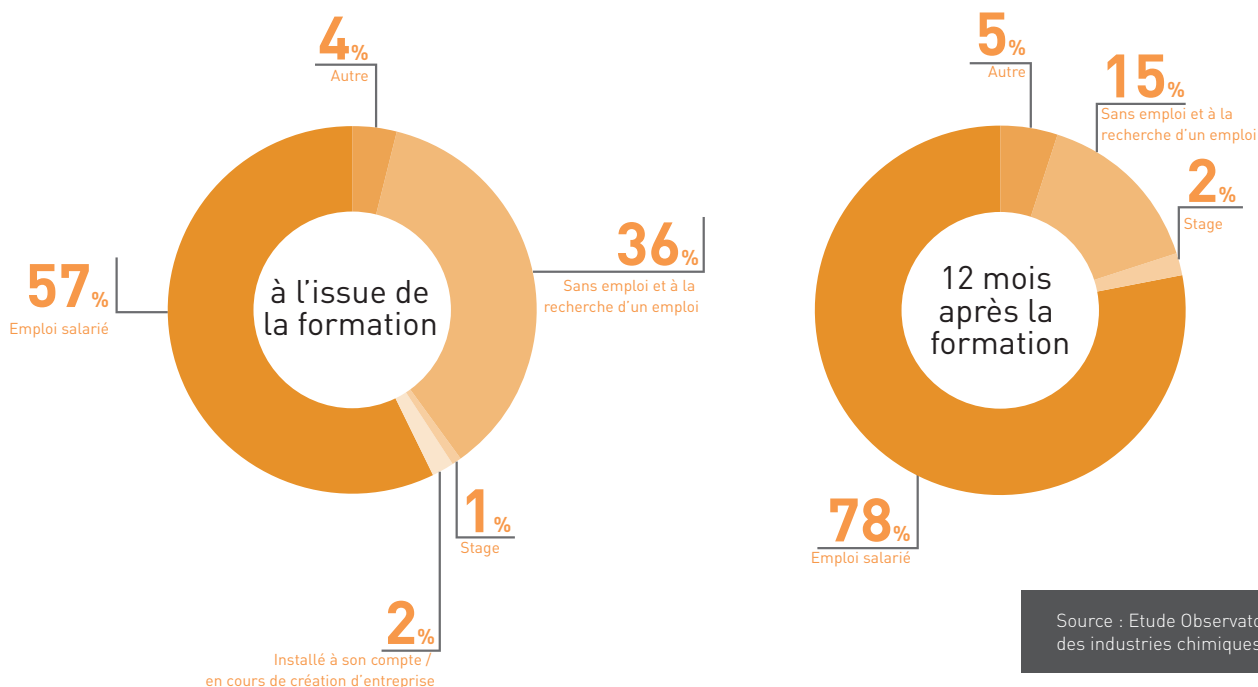
des entreprises en termes de compétences, l'élargissement de l'offre des organismes de formation ou encore l'amélioration de l'image de l'alternance pour les niveaux supérieurs. **BTS, Bac pro, diplômes d'ingénieurs et Master sont d'ailleurs les diplômes les plus préparés par les apprentis** de la branche, un tiers des diplômes préparés concerne la spécialité « formations ».

»» Une insertion professionnelle de qualité à l'issue d'un contrat en alternance (contrat de professionnalisation et d'apprentissage)

A l'issue de la formation en alternance, 64% des alternants décidant de s'insérer sur le marché du travail sont en situation d'emploi, 85% le sont après 12 mois.

En 2012, 45% des diplômés en situation d'emploi le sont en CDI. Pour autant on observe une diminution de l'emploi stable au profit des contrats d'intérim et CDD. Parmi les alternants en emploi à l'issue de la formation, près de 70% ont été embauchés dans l'entreprise au sein de laquelle ils ont réalisé leur contrat, et très majoritairement dans le même établissement.

» Taux d'insertion des alternants ayant terminé leurs études



L'insertion immédiate sur le site où le jeune a réalisé son contrat n'est pas la seule possibilité qui s'offre à lui. Ainsi, nombreuses sont les entreprises qui lorsqu'un poste s'ouvre recontactent leurs anciens alternants en priorité. L'embauche peut être proposée ailleurs, au sein d'un autre site, d'une autre filiale de l'entreprise ou encore dans une autre entreprise locale.

» Doubler le nombre d'apprentis dans la chimie en 5 ans

L'UIC s'est résolument engagée, en signant en 2010 avec les partenaires sociaux un accord « jeunes », à doubler le nombre d'apprentis en 5 ans (effectifs en 2010 : 2 300 apprentis). Plus de 80% des apprentis étant engagés dans un cycle de formation relevant de l'enseignement supérieur, l'UIC a décidé de porter ses efforts sur le développement de l'apprentissage au niveau du bac professionnel. Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans nos installations industrielles, l'UIC a créé des conditions favorables à leur accueil et à leur encadrement dans l'entreprise : reconnaissance d'une qualification de tuteur, création d'un parcours d'insertion et ouverture d'accès à certains bénéfices sociaux.

Par ailleurs les industries chimiques souhaitent simplifier les modalités de l'alternance par la fusion du contrat de professionnalisation et du contrat d'apprentissage. Ceci impliquerait la création d'un contrat unique et la fongibilité des financements actuels.

De plus, pour faciliter l'accueil des apprentis mineurs, l'UIC a proposé une adaptation des dispositions de la loi sur la protection des jeunes travailleurs permettant un accès plus facile des jeunes sur les sites SEVESO.

Emploi

158 000

salariés directs

L'industrie chimique en France emploie plus de :

“

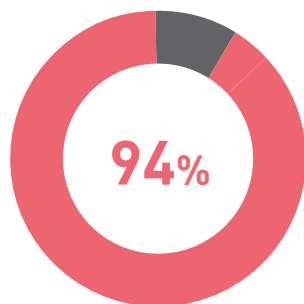
Les industries chimiques constituent un secteur majeur de l'économie française. Elles se caractérisent par une grande diversité d'activités et de produits et par un investissement important dans la recherche et le développement. Dans un contexte de mondialisation accrue, ces industries ont vu leurs effectifs baisser. Mais les recrutements se maintiennent, avec une hausse du niveau de qualification requise. Ainsi, la compétitivité des industries chimiques en France repose sur la mobilisation des compétences techniques et scientifiques de haut niveau dont elles ont besoin. Les entreprises de la chimie ne pourront relever les défis de la mondialisation qu'en innovant.

”

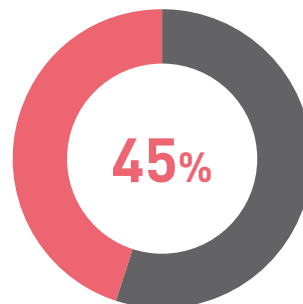
La filière Chimie pèse un poids important sur le marché de l'emploi national. Elle emploie plus de 158 000 salariés (périmètre économique : activités de production chimique, sièges sociaux et R&D), 204 000 salariés relevant de la convention collective des industries chimiques et environ 500 000 salariés en considérant les emplois indirects.

Elle est le 4^{ème} secteur industriel en termes d'effectif derrière la métallurgie. Elle représente environ 1% de l'emploi total en France et 6,8% de l'emploi dans l'industrie. Le secteur des industries chimiques est dominé par les PME et TPE.

En effet, les PME et TPE représentent 94% des établissements et 45% des salariés travaillent dans des établissements de moins de 250 salariés.



de PME et TPE



de salariés dans les établissements
de moins de 250 salariés

La chimie a une pyramide des âges harmonieuse.

L'âge moyen des salariés est de 42,6 ans (41,5 ans pour les femmes, 43,2 ans pour les hommes), et 12% des salariés sont âgés de moins de 25 ans.

Tandis que la part des femmes dans l'industrie est restée constante à 29% entre 2000 et 2013, la part des femmes dans l'industrie chimique a sensiblement augmenté durant cette même période passant de 33% en 2000 à **39,2%** en 2013.

Ainsi avec plus de 61 000 femmes, la proportion continue de progresser dans la branche témoignant d'une vraie attractivité du secteur. Le taux de féminisation diffère toutefois selon les métiers et les secteurs d'activité.

Les salaires moyens pratiqués sont plus élevés que dans les autres industries.

En termes de rémunération, les salariés des industries chimiques disposent d'une rémunération attractive. Celle-ci est de 47 327€ en moyenne (44 602€ pour les femmes, 49 070€ pour les hommes).

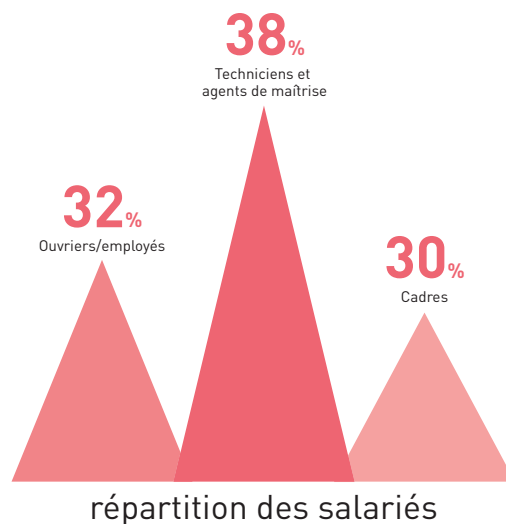
Cependant, le salaire moyen réel ne rend pas compte des disparités entre entreprises, importantes dans une branche aux différences sectorielles notables et qui comporte de très grands groupes mais aussi un grand nombre de PME.

» Des emplois en perpétuelle évolution

Les emplois des industries chimiques sont de plus en plus qualifiés.

En dix ans, l'ensemble des métiers de la branche a gagné en compétences et en qualification. **La chimie est l'une des industries qui présente le plus fort taux d'encadrement.** En vingt ans, la proportion d'ingénieurs et de cadres au sein de la filière a plus que doublé tandis que la part des ouvriers a significativement diminué. A ce jour 32% des salariés sont des ouvriers/employés, 38% sont des techniciens et agents de maîtrise et 30% sont des cadres démontrant le visage d'une industrie à haute technicité. Les recrutements portent sur des métiers de plus en plus pointus et techniques qui requièrent un niveau de qualification plus élevé.

11 900 salariés travaillent ainsi en R&D.



L'industrie chimique offre des métiers en perpétuelle évolution. La polyvalence y est au cœur de l'organisation du travail pour améliorer la productivité, la performance et la qualité.

65,1% des salariés sont ainsi formés chaque année.

De nombreux domaines émergents nécessitent de nouvelles compétences.

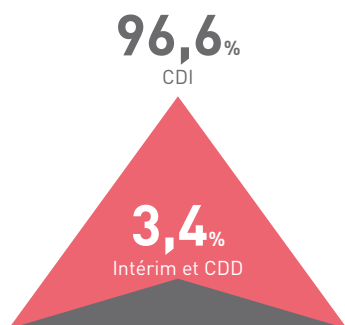
Prépondérants avec plus d'un tiers des effectifs, **la fabrication et le conditionnement ont connu de profondes mutations** ces dernières années grâce à l'automatisation et à l'informatisation. Par ailleurs, grâce au gain de technicité de l'appareil productif, les personnels de production ont ajouté à leurs connaissances en chimie des **compétences en sécurité, qualité et contrôle.**

» Un secteur diversifié et qui recrute

Bien que la branche ait enregistré une diminution moyenne des emplois de l'ordre de 2% par an entre 2000 et 2010, les effectifs se maintiennent depuis le début de cette décennie.

Les embauches demeurent importantes, de l'ordre de 10 000 salariés par an.

De plus, 96,6% des salariés sont employés en CDI et les recrutements en CDI sont de l'ordre de 4,4% de l'effectif total de la branche.



On peut noter une grande diversité des voies d'accès aux industries chimiques. Ainsi, différents cursus de formation permettent d'accéder aux métiers de cette filière plurielle. Les formations à privilégier dépendent avant tout du métier ciblé. Les besoins en recrutement sont significatifs avec, cependant, une forte disparité en fonction des secteurs et des régions. Cinq régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Picardie Champagne-Ardenne, Nord - Pas-de-Calais et Normandie) concentrent à elles seules près de 70% des effectifs de la filière.

Les entreprises de la chimie éprouvent des **difficultés à recruter** les profils souhaités dans de nombreux domaines, comme la fabrication, le conditionnement et la maintenance. Cela résulte en partie d'un **manque d'attractivité vis-à-vis des jeunes**. **L'image globale de la chimie peut être dissuasive** et à cela s'ajoute une **méconnaissance de la diversité des métiers** qu'elle offre, notamment vers les fonctions commerciales et la recherche.

» Quelles évolutions et tendances de l'emploi dans les industries chimiques ?

■ Un mouvement de **diminution de l'encadrement intermédiaire**. Cette vision horizontale s'accompagnera d'une **recherche de polyvalences** pour envisager autrement la gestion des carrières

■ Une rationalisation de la production se traduisant parfois par une **externalisation des fonctions support**

■ Une **nouvelle organisation de la R&D et de l'innovation**

■ La **création de nouveaux métiers liés à de nouveaux besoins** : projets internationaux, augmentation du dépôt des brevets, inflation réglementaire, judiciarisation des activités de propriété industrielle, valorisation commerciale de l'innovation...

■ La compétitivité des industries chimiques passe aussi par une série de défis à relever en matière de gestion des ressources humaines : de la **formation initiale à la gestion de la mobilité en passant par le recrutement et la sécurisation des parcours professionnels**

Protection des salariés

12,2

Taux de fréquence des accidents avec arrêt¹ :

“

La sécurité et la protection de la santé des salariés constituent une préoccupation au quotidien des entreprises de l'industrie chimique.

Les actions qu'elles mènent depuis de nombreuses années permettent à l'industrie chimique d'enregistrer un taux de fréquence des accidents avec arrêt¹ parmi les plus bas : **12,2 contre 23,5** pour l'ensemble des activités² même si nous ne nous en contentons pas.

”

» L'évaluation des risques

Pour chaque unité de travail, une évaluation des risques, dont le résultat est consigné dans un document unique d'évaluation des risques, est réalisée et régulièrement mise à jour sous la responsabilité de l'employeur.

La protection des salariés est assurée par

- Des actions de prévention et de maîtrise des risques, parmi lesquelles la mise en œuvre de moyens de protection collective et, si nécessaire, individuelle ;
- La formation et l'information ;
- La surveillance médicale et, plus généralement, l'action des services de santé au travail.

Risques physiques et ambiances de travail

(bruit, électricité, machines, manutention, rayonnements, vibrations...)

Risques chimiques

Risques biologiques

L'employeur assure la traçabilité des expositions professionnelles.

Des dispositions réglementaires viennent parfois encadrer cette traçabilité.

C'est notamment le cas pour les facteurs dits « de pénibilité »³ dont les seuils doivent être précisés prochainement dans le cadre de l'instauration du compte personnel de prévention de la pénibilité.

¹Nombre d'accidents par million d'heures travaillées

²Données 2012 CNAMTS (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés)

³Manutentions manuelles de charges ; postures pénibles définies comme positions forcées des articulations ; vibrations mécaniques ; agents chimiques dangereux, y compris les poussières et les fumées ; activités exercées en milieu hyperbare ; températures extrêmes ; bruit ; travail de nuit ; travail en équipes successives alternantes ; travail répétitif.

» Le risque chimique

En ce qui concerne plus spécifiquement le risque chimique, la réglementation détaille les mesures à prendre pour tout travail dans lequel des agents chimiques sont utilisés ou destinés à être utilisés dans tout processus : production, maintenance, stockage, transport, élimination, traitement, ou au cours duquel de tels agents sont produits.

L'employeur réalise, et renouvelle périodiquement, une évaluation des risques pour toute activité susceptible de présenter un risque d'exposition à des agents chimiques dangereux.

Une exposition à un agent chimique dangereux correspond à une situation de travail pour laquelle on constate un contact entre cet agent chimique et un travailleur et donc une introduction possible de l'agent chimique dans son organisme, par voie respiratoire, cutanée ou par ingestion, que ce soit en marche normale, lors des opérations de maintenance, ou lors d'un incident ou d'un accident.

Pour les CMR⁴, la substitution doit être réalisée si elle est techniquement possible.

Si la substitution n'est pas possible, le système clos doit être privilégié. Sinon, le niveau d'exposition des travailleurs doit être réduit à un niveau aussi bas qu'il est techniquement possible.

Pour les autres agents chimiques dangereux, la question de la substitution est à envisager en fonction des résultats de l'évaluation des risques.

Comme pour l'ensemble des risques, l'employeur met en œuvre des actions de prévention et de maîtrise des risques identifiés. Les installations et appareils de protection collective sont vérifiés.

Pour certains agents chimiques dangereux, des mesures de concentration dans l'air des lieux de travail sont réalisées afin de contrôler le respect de valeurs limites d'exposition professionnelles (VLEP).

» Convention sur la prévention du risque CMR

Afin de valoriser et de développer ses actions dans le domaine de la prévention du risque chimique, l'UIC a signé une convention sur la prévention du risque CMR avec le ministère chargé du travail, la CNAMTS et l'INRS⁵. De nombreuses actions sont menées dans ce cadre (développement d'outils d'évaluation du risque chimique, organisation de formations pour les PME et TPE, rédaction de documents pédagogiques...) et font l'objet d'un suivi régulier.

Cette convention vient ainsi compléter les nombreuses initiatives par lesquelles les entreprises de l'industrie chimique visent à améliorer la protection tant de leurs propres salariés que ceux de leurs clients (informations communiquées dans les fiches de données de sécurité des substances et mélanges) ou des entreprises extérieures intervenant sur leurs sites.

Les entreprises extérieures doivent être habilitées suivant le référentiel MASE-UIC pour intervenir sur les sites Seveso seuil haut.

⁴Cancérogènes, Mutagènes ou toxiques pour la Reproduction

⁵Institut National de Recherche et de Sécurité



des industries chimiques ont bénéficiés d'un DIF en 2013.

Formation professionnelle

“

Durant leur vie professionnelle, **les salariés des industries chimiques ont accès à un certain nombre de dispositifs de formation leur permettant d'accéder à une qualification, d'acquérir des compétences nouvelles ou d'apprendre un autre métier.** Les partenaires sociaux suivent au plus près l'évolution des métiers afin d'adapter l'offre de formation continue aux besoins en compétence présents et à venir des entreprises.

Pour maintenir et développer l'employabilité des salariés des industries chimiques et sécuriser leur parcours professionnel, l'UIC a développé une politique volontariste en matière de gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC). Elle a créé pour les entreprises, en particulier pour les PME et les ETI, des outils RH dont les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) qui **permettent la reconnaissance et la valorisation des compétences acquises dans le secteur.**

”

» La réforme de la formation professionnelle

La loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a été promulguée le 6 mars 2014. Les 35 articles du texte comprennent de nombreuses nouvelles mesures qui pour la plupart n'entreront en vigueur qu'au 1er janvier 2015. C'est le cas notamment du compte personnel de formation (CPF), de la mise en place d'une contribution unique des entreprises pour financer la formation professionnelle (1%) et du financement du dialogue social par une contribution des entreprises.

Certaines mesures sont néanmoins d'application immédiate :

■ **L'entretien professionnel** : désormais obligatoire tous les 2 ans dans toute les entreprises quelle que soit leur taille. Il se substitue aussi à tous les entretiens prévus par le code du travail au retour d'un congé (maternité, parental, sabbatique, longue maladie...). Les entreprises doivent donc réaliser d'ores et déjà un entretien professionnel avec les salariés concernés par ces congés. La loi prévoit également un entretien professionnel à l'issue d'un mandat syndical.

■ **Le contrat d'apprentissage en CDI** : les entreprises peuvent désormais conclure des contrats d'apprentissage en CDI, la période d'apprentissage étant positionnée au début du contrat.

■ **Le contrat de génération pour les entreprises de 50 à 300 salariés** : leur accès à l'aide financière est facilité (4 000€/an pendant 3 ans pour chaque jeune embauché). En contrepartie, ces entreprises ont l'obligation de conclure un accord d'entreprise ou de se doter d'un plan d'actions, sous peine d'avoir à verser une pénalité. Cette pénalité entrera en vigueur au plus tard le 31 mars 2015.

» Les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) des industries chimiques

Qu'est-ce que le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) ?

Le Certificat de qualification professionnelle est une certification créée et délivrée dans une branche professionnelle. Elle permet de reconnaître des savoir-faire propres à un métier.

Les CQP permettent aux entreprises une meilleure organisation et reconnaissance des compétences.
Les industries chimiques délivrent les CQP suivants :



Animateur d'équipe de production
Pilote d'installation de fabrication
Conducteur d'équipement de fabrication
Opérateur de fabrication
Conducteur de ligne de conditionnement
Pilote de ligne de conditionnement
Technicien de maintenance industrielle
Technicien de la qualité
Agent logistique
Vente conseil en magasin

Ces certificats valident les compétences acquises lors d'une expérience spécifique ou tout au long d'un parcours professionnel.

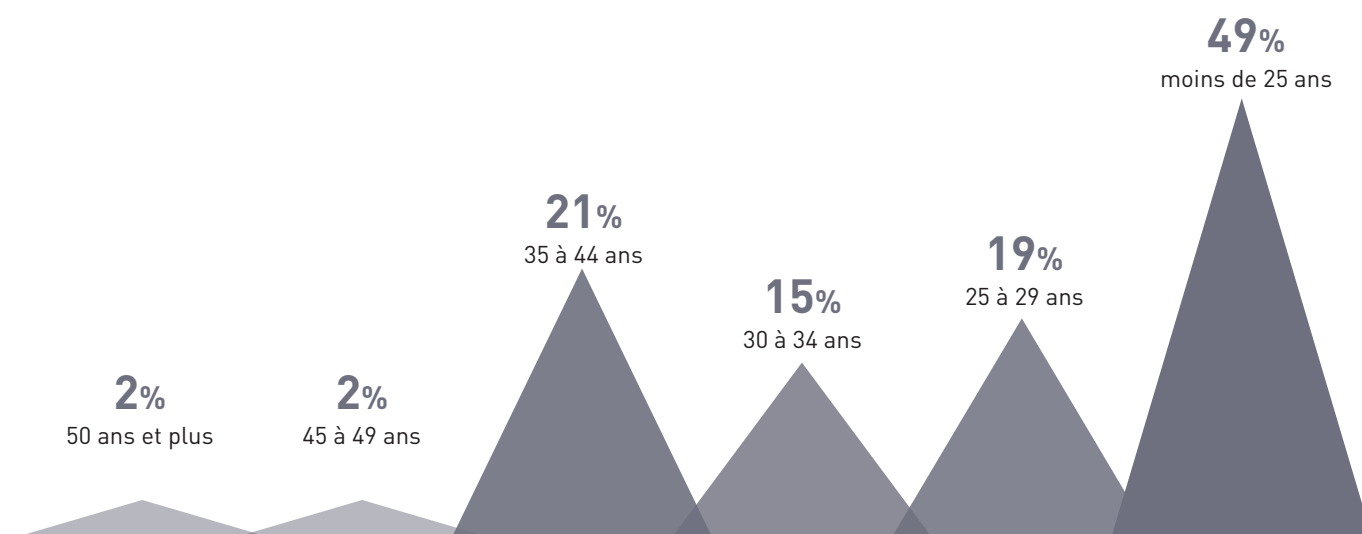
Pour les entreprises, confrontées jusqu'ici à un déficit de main d'œuvre qualifiée, ces certificats garantissent des personnels formés, directement opérationnels selon les critères définis par les professionnels de l'industrie.

Pour le salarié, les CQP sécurisent un parcours professionnel et donnent accès aux fonctions visées par le certificat choisi.

En 2013, 171 Certificats de Qualification Professionnelle ont été délivrés.

| THÈMES PRÉPARÉS | Nombre de Stagiaires | |
|--|----------------------|--------------|
| | Périodes PRO | Contrats PRO |
| OPÉRATEUR DE FABRICATION | 5 | 94 |
| CONDUCTEUR D'ÉQUIPEMENT DE FABRICATION | 4 | 27 |
| PILOTE D'INSTALLATION DE FABRICATION | 15 | 0 |
| PILOTE DE LIGNE DE CONDITIONNEMENT | 6 | 20 |
| Total | 30 | 141 |

Répartition des stagiaires (périodes et contrats) par tranche d'âge



En outre, des passerelles entre les certifications (CQPI, CQP du médicament) permettent de faciliter à la fois le recrutement et les mobilités externes pour les entreprises et d'éventuelles reconversions pour les salariés.

La création récente d'un nouveau Bac professionnel « procédés pour la chimie, l'eau et les papiers-cartons » qui a remplacé le Bac professionnel « industries de procédés » tient compte des évolutions des métiers concernés.

Un BTS procédés devrait être ouvert à la rentrée de septembre 2016 afin de répondre aux besoins exprimés par les industriels notamment pour pourvoir les postes de managers de proximité. Un nouveau BTS pour les métiers du laboratoire est également en cours de création.

» La période de professionnalisation

Qu'est-ce que la période de professionnalisation ?

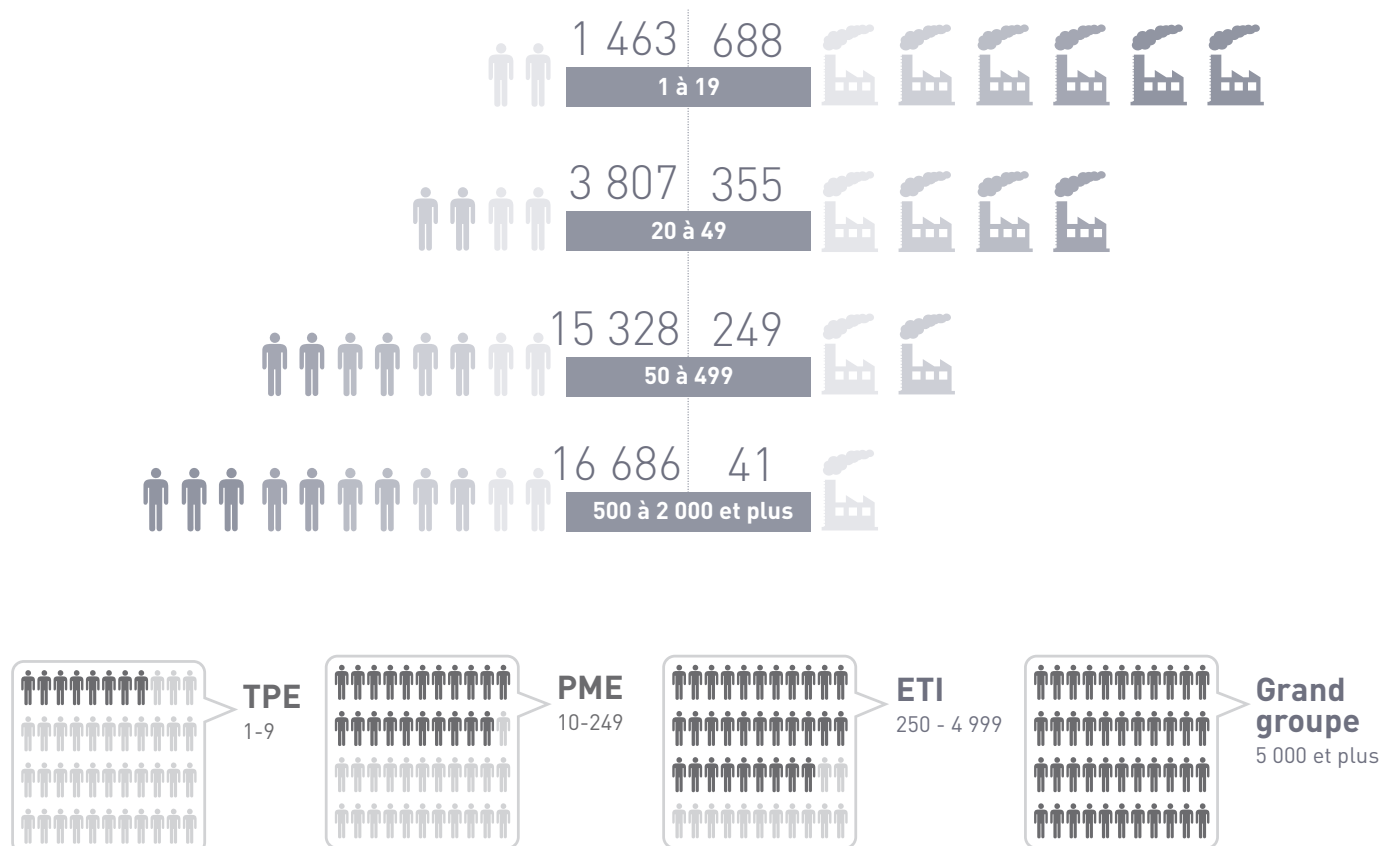
La période de professionnalisation a pour objet de favoriser, par des actions de formation alternant enseignements théoriques et pratiques, le maintien dans l'emploi de salariés en contrat à durée indéterminée, de salariés en contrat de travail à durée déterminée d'insertion conclu avec un employeur relevant de l'insertion par l'activité économique (entreprises d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion...) et de salariés bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée conclu dans le cadre du contrat unique d'insertion (CUI).

En 2013, 7 392 salariés (soit 5% des effectifs) de l'industrie chimique ont pu bénéficier d'une période de professionnalisation.

L'engagement financier total étant de 10 779 000 € pour un coût moyen de 1 458 € par période.

» Plan de formation

En 2013, 37 284 salariés relevant de 1 333 entreprises des industries chimiques ont bénéficié d'une formation professionnelle.



Responsabilité Sociétale des Entreprises

82

dossiers
présentés

par les entreprises aux Trophées Responsible Care® de 2014, organisés par l'UIC.

“

La chimie s'est résolument engagée dans la transition vers une chimie durable. En fournissant les moyens pour y parvenir, **la chimie est un acteur majeur du développement durable.** Elle n'agit pas seulement pour son propre compte, mais aussi en mettant en avant la recherche et l'innovation pour d'autres industries.

”

© Union des Industries Chimiques

» Qu'est-ce que le développement durable ?

« Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »

(1987 - Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien)

Cette définition s'appuie sur 3 piliers principaux (Environnemental – Sociétal – Économique, souvent abrégé en 3P pour « Planet, People, Prosperity »), sans oublier la recherche et l'innovation.

C'est une façon de concevoir le développement radicalement différente de celle qui a guidé le monde économique depuis le début de la révolution industrielle jusqu'aux années 70.

La mise en œuvre d'une stratégie de développement durable implique des choix politiques, tant au niveau des entreprises que des États.

» Qu'est-ce que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ?

« Responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société »

(2011 - Commission européenne)

Définition qui a été étendue à toute organisation par l'ISO 26000 (2010) : « Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement ».

» Qu'est-ce que le Responsible Care® ?

Initiative volontaire mondiale de l'industrie chimique pour l'amélioration continue et la communication des performances dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement (HSE).

» Développement durable et RSE

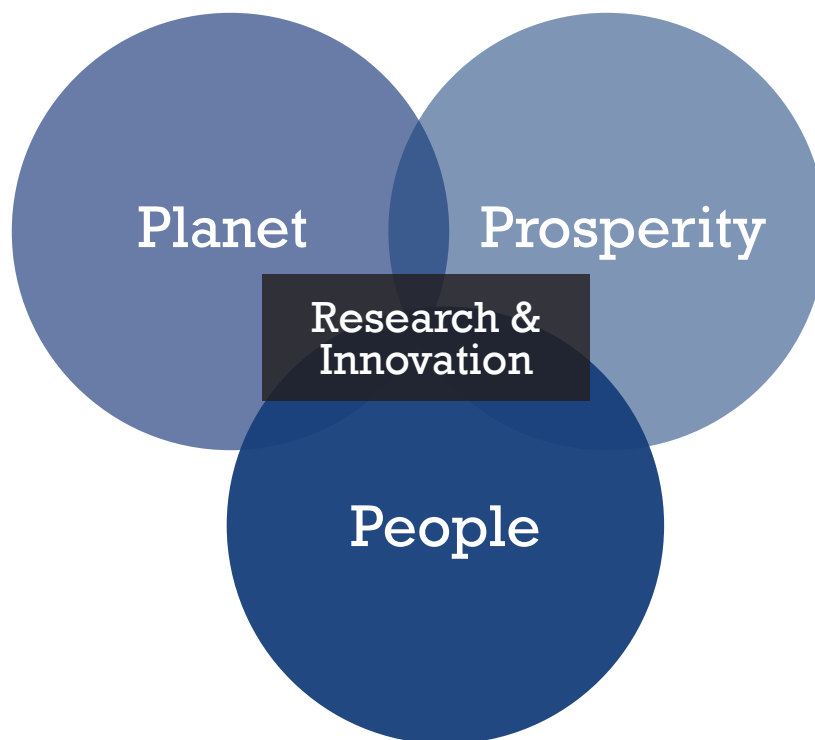
Le développement durable est une vision à une génération (30 ans). Ses objectifs, qui induisent des choix de société, relèvent plus des gouvernements et des organisations intergouvernementales que des entreprises.

La RSE est la contribution des entreprises au développement durable.

C'est un concept plus précis, cadré par la norme ISO 26000 construite pour les organisations.

La RSE tend cependant à se « réglementariser » de plus en plus (art. 225 de la loi Grenelle 2). Il y a en outre pléthore de codes, d'outils d'évaluation et de reporting, de normes, de labels généraux ou sectoriels. La mise en œuvre d'une RSE relève d'une décision du management et nécessite un engagement de la Direction.

En tout état de cause, quelle que soit la démarche, celle-ci doit être bordée, sous peine de dispersion et de dilution des actions, d'une perte de substance.



Ses trois piliers traditionnels environnement, économique et social, s'appuient sur un socle commun recherche et innovation. La chimie est un moyen d'atteindre les objectifs de développement durable. Ces trois piliers doivent être équilibrés afin d'éviter que la RSE ne se limite, comme trop souvent, à des actions environnementales, sur l'échelle nationale, alors que la thématique est planétaire.

La visibilité, la lisibilité et une stratégie sur le long terme sont les ingrédients de la réussite d'une RSE. Cette dernière ne peut être mise en place sans une volonté claire et affichée de la Direction. Par ailleurs, **il est préférable de valoriser les actions existantes et de réaliser des actions ciblées – mais néanmoins cohérentes – en petit nombre plutôt qu'un ensemble dispersé.**

L'UIC a mis en œuvre plusieurs actions pour développer une économie durable. La RSE est plus une affaire d'entreprise.

» Responsible Care® : une démarche spécifique, durable, mondiale et volontariste

Lancé par la chimie canadienne en 1985 et adoptée en France en 1990 par l'UIC, sous le nom d'Engagement de Progrès, ce programme est décliné à ce jour par 57 fédérations nationales ou régionales, dans plus de 60 pays.

La démarche, bien antérieure à l'éclosion de la RSE, peut servir de **point d'entrée à la mise en œuvre du concept de développement durable par l'industrie chimique, à partir de performances améliorées dans les domaines de la santé, de la sécurité ou encore de la protection de l'environnement.**

Ainsi, plusieurs actions de l'industrie chimique distinguées par les Trophées Responsible Care®, organisés par l'UIC ou par les Cefic Awards, s'inscrivent clairement dans une action RSE.



Responsible Care®
OUR COMMITMENT TO SUSTAINABILITY

» Une Charte Mondiale

Le fonctionnement de Responsible Care® fait l'objet d'une Charte mondiale officiellement lancée en 2006 (en cours de réécriture afin de la rendre plus lisible), qui élargit les éléments originaux du Responsible Care® afin de répondre à de nouveaux défis.

Cette Charte met l'accent sur :

- le « Product Stewardship » [déclinaison de Responsible Care® aux produits, intégrant la dimension Santé - Sécurité - Environnement des produits tout au long de leur cycle de vie, depuis leur conception jusqu'à leur devenir après usage],
- le renforcement du dialogue avec les parties prenantes,
- la nécessité de faire vérifier la démarche Responsible Care® mise en œuvre,
- le rôle du Responsible Care® dans la prise en compte du développement durable.

En s'appuyant sur des principes directeurs, de bonnes pratiques et des systèmes de management,

cette démarche individuelle et collective permet à l'industrie chimique de consolider sa réputation dans un monde où les produits chimiques sont plus considérés comme des dangers potentiels que des éléments contributeurs au bien être de chacun. Toute action en ce sens est génératrice de bénéfices. Responsible Care® apporte donc de la valeur ajoutée.

» Quelques exemples d'application des 3P

Planet

Changement climatique : L'industrie chimique apporte sa pierre à l'édifice de la lutte contre le changement climatique. Depuis plus de 20 ans, elle est engagée dans une démarche de progrès, pour concilier les besoins de l'économie, de l'écologie et de la société.

L'industrie chimique est un moteur d'une économie sobre en carbone.

Transport durable :

L'UIC promeut les modes de transport durable pour des raisons de sécurité et de respect de l'environnement.

La chimie doit s'appuyer sur des modes de transport comme le fluvial, les pipelines, le ferroviaire. L'UIC rappelle que le fret ferroviaire est le mode de transport le plus sûr après le pipeline. Les matières dangereuses sont toujours dans de meilleures conditions de sécurité sur un site comme une gare de triage que sur une route. Pour mémoire, le transport de produits chimiques en France se fait en grande majorité par route (80 %).

Gestion des risques : Qu'il s'agisse du Plan de modernisation des installations, de la loi « Risques » dite loi Bachelot, de la recherche des substances dans l'eau, des émissions dans l'air, de la gestion des déchets...

L'industrie chimique est l'un des secteurs industriels les plus réglementés.

C'est pourquoi, l'UIC a toujours été partie prenante de la réglementation en matière de sécurité, d'environnement et gestion des produits aux niveaux national et européen.

People

Santé et environnement : L'impact des substances chimiques sur la santé est au cœur des travaux de l'UIC et de ses adhérents.

La chimie contribue à améliorer la sécurité, la santé et le confort de tous, depuis ses salariés jusqu'aux consommateurs.

Elle est à l'écoute des attentes sociétales pour mieux les comprendre et se les approprier.

Dialogue social : La chimie a développé un dialogue dynamique avec les organisations syndicales.

Ce dialogue s'est concrétisé par la signature de nombreux accords concernant notamment le développement des compétences de ses collaborateurs, la prise en compte de la santé au travail et de la sécurité industrielle, de la diversité ou de la parité.

Emploi, formation : La compétitivité des entreprises de la chimie en France repose sur la mobilisation des compétences techniques et scientifiques de haut niveau dont elles ont besoin.

Les entreprises de la chimie ne pourront relever les défis de la mondialisation qu'en innovant, ce qui repose en partie sur l'acquisition et le développement d'un capital intellectuel et humain.

Prosperity

Energie : L'industrie chimique est électro et gazo intensive. Elle consomme : 40% du gaz et 25% de l'électricité consommés par l'industrie. La tension sur les prix et sur la disponibilité de l'énergie résulte de deux décennies d'absence d'investissements de capacités, amplifiée récemment par l'abandon progressif du nucléaire dans certains pays européens et asiatiques.

La recherche d'une société sobre en énergie est certes à promouvoir, mais en tenant compte du maintien de la compétitivité des entreprises.

Réglementation et compétitivité : Les réglementations mises en place aux niveaux national et européen vont dans le sens d'une plus grande sécurité et d'une meilleure protection de l'environnement. Pour autant,

préserver la compétitivité de nos entreprises implique la prise en compte de certains principes dans la mise en oeuvre de nouvelles réglementations tels que la hiérarchisation des priorités, la recherche d'efficacité ou encore l'expérimentation avant la généralisation.

Innovation : Le secteur de la chimie a engagé des efforts importants pour la recherche et l'innovation, moteurs du développement de la chimie durable. Cependant, ceux-ci se heurtent à l'émergence de crainte et de peur des risques de plus en plus vifs.

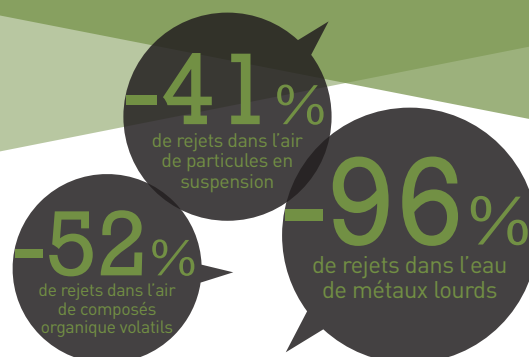
Ainsi, le droit à la recherche et à l'innovation doit être maintenu et le principe de précaution ne doit pas constituer un frein.

Soutien aux PME/ETI : L'industrie chimique en France compte un grand nombre de PME et ETI. 80% des adhérents de l'UIC sont des petites entreprises. C'est une richesse pour la France, mais qui peut être très vite menacée, car le marché de la chimie est soumis à une concurrence mondiale très vive.

Très fortement exportatrices, ce sont ces entreprises qui animent l'essor économique et l'emploi dans les régions.

Il convient donc de les soutenir.

Environnement

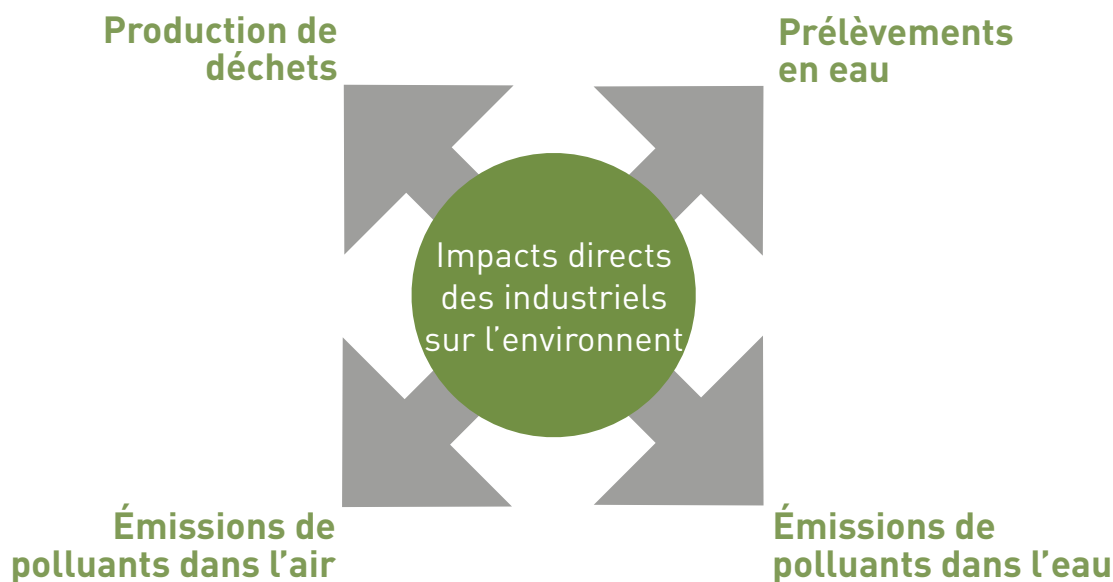


L'industrie chimique réduit son empreinte environnementale, depuis 2005, de :

“

Les industriels de la chimie s'engagent dans la maîtrise des impacts environnementaux de leurs installations. En particulier, pour répondre à la politique rigoureuse des rejets industriels, les entreprises investissent pour la mise en conformité de leurs installations. Elles sont en effet confrontées à de nouvelles contraintes réglementaires relatives à la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et au respect de leurs niveaux d'émission associés.

”



» La directive IED

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite IED, vise les « activités industrielles polluantes ».

Les grands principes de l'IED sont :

- la prévention des pollutions,
- l'obligation de détenir une autorisation,
- les valeurs limites d'émissions des permis, fondées sur les Meilleures Techniques Disponibles.

L'IED fait référence aux BREF (documents de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles, les MTD) de façon très

stricte. Elle met l'accent sur la référence aux MTD et impose l'adoption par la Commission européenne des conclusions relatives à ces MTD (les « BAT Conclusion »), afin que les niveaux d'émission associés soient réglementairement contraignants. La directive IED impose des techniques d'abattement des polluants performantes et parfois coûteuses et des limites d'émissions associées très basses :

Elle dicte aux industriels une politique de rejets particulièrement rigoureuse.

» La diminution des impacts environnementaux de l'industrie

Les industriels de la chimie ont largement diminué leur empreinte environnementale en effectuant d'importantes baisses de leur consommation en eau et de leurs émissions.

L'industrie chimique, forte consommatrice d'eau, a baissé ses prélèvements de 35% depuis 2003, malgré une augmentation de sa production de 6%.

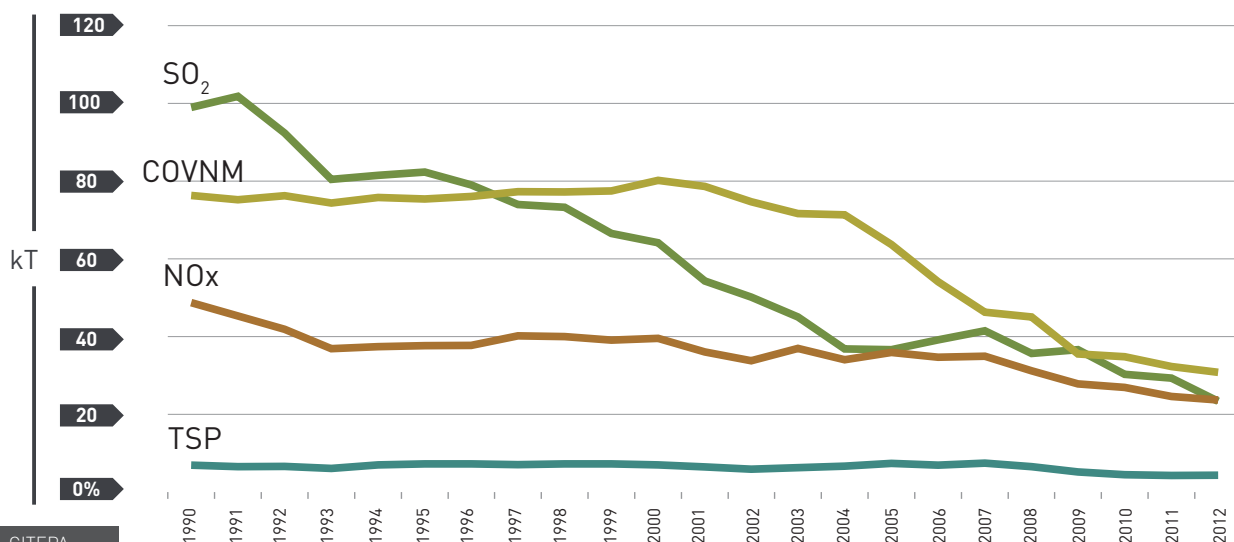
L'industrie chimique s'est également engagée à diminuer ses rejets dans l'eau.

En témoignent, depuis 2005, la réduction de 46% de la Demande chimique en oxygène (DCO) et la diminution des rejets de polluants : -90% pour les Matière en suspension (MES) et -96% pour les Métaux lourds.

Enfin, l'industrie chimique a sensiblement amélioré la qualité de ses rejets atmosphériques.

Depuis 2005, ses rejets en Dioxyde de soufre (SO_2) ont diminué de 38%, ceux d'Oxydes d'azotes (NO_x) de 33%, ses émissions de Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) ont été réduites de 52% et de poussières totales en suspensions (TSP) de 41%.

Émissions dans l'air du secteur de la chimie



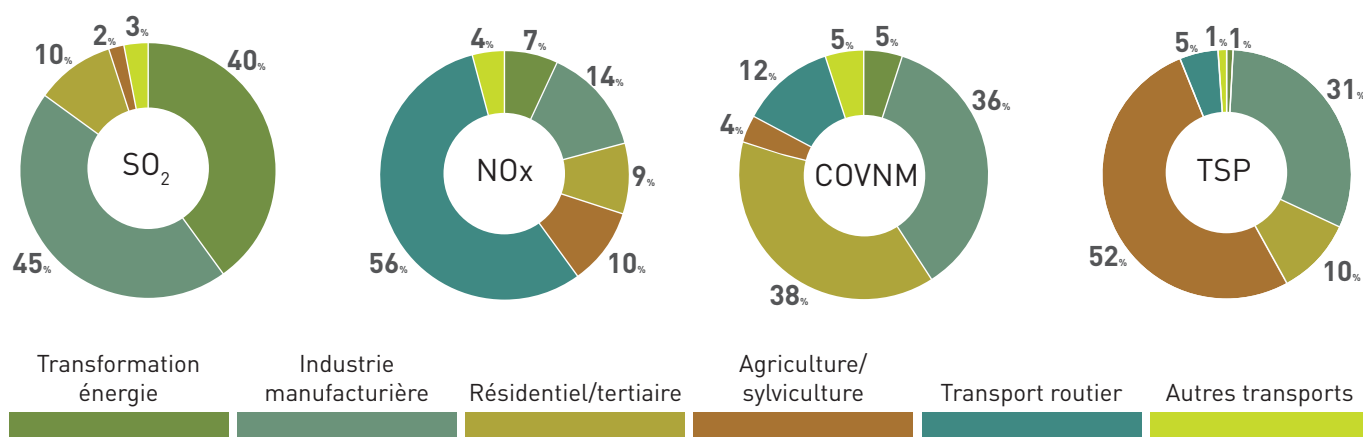
Source : CITEPA
(inventaire SECTEN)
chiffres 2012

» L'industrie chimique : des impacts environnementaux modérés

Contrairement aux idées reçues, les impacts environnementaux de l'industrie chimique sont relativement modérés.

En ce qui concerne les rejets de polluants dans les eaux souterraines et les eaux de surface, on peut noter que la part de l'industrie chimique est minoritaire, notamment en matière d'ammoniums, de nitrates (pollution azotée) et de phosphates (pollution phosphorée), dont une grande majorité provient de sources diffuses, telles que l'utilisation d'engrais et l'épandage de lisier, ou encore de produits phytosanitaires dont une grande majorité est issue de l'utilisation de pesticides.

Émissions atmosphériques par secteur en France métropolitaine



En matière de rejets de polluants atmosphériques, là encore, la part de l'industrie chimique est modérée.

Elle ne représente que 9,1% des émissions totales de Dioxyde de soufre (SO₂), 2,4% des émissions totales d'Oxydes d'azotes (NO_x) - tandis que la part du transport routier s'élève à 56%, 4,5% des émissions totales des Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et 0,5% des émissions totales de Poussières totales en suspensions (TSP).

Enfin, concernant les déchets, les industries chimiques sont à l'origine de 3,3% de la production de déchets non dangereux et 45% de la production de déchets dangereux.

» Les actions de l'industrie chimique en faveur de l'environnement

En pratique, les exploitants de la chimie se mobilisent en faveur d'une meilleure connaissance des impacts et d'une meilleure protection de l'environnement.

Concernant les rejets dans l'eau, les industriels se sont fortement impliqués dans **l'action nationale de Recherche et de Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau**, qui n'a son équivalent nulle part en Europe.

Pour les émissions atmosphériques, les installations classées implantées dans une zone géographique ayant un **Plan de Protection de**

l'Atmosphère sont contraintes par les mesures réglementaires portées par les acteurs locaux.

Les industriels sont également très investis dans l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne la caractérisation des déchets et la recherche de **solutions économiques et écologiques de recyclage ou valorisation de leurs déchets.**

Enfin, en termes d'impacts sur les sites et sols, de nombreux exploitants sont soumis à l'obligation de constituer de nouvelles garanties pour financer la mise en sécurité d'un site à la cessation de son activité en cas de défaillance.

» Environnement et transport : engagement volontaire de réduction des émissions de CO₂

Une démarche commune a été engagée par l'UIC, l'ANIA (Association Nationale des Industries Agroalimentaires), l'AUTF (Association des Utilisateurs de Transport de Fret) et l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) permettant à des industriels d'entrer dans un **processus d'engagements volontaires en faveur de la réduction des nuisances liées au transport de fret** (2012-2013). Des grandes entreprises et des PME-ETI de la chimie y participent.

La mesure et la réduction des émissions de CO₂ du transport de marchandises conduisent de nombreuses entreprises de la chimie à anticiper pour se conformer aux **exigences européennes : une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre dues au transport d'ici 2020.**

Avec le soutien de l'UIC, **un référentiel commun et une liste d'actions ont été établis, permettant de réduire les émissions de CO₂ des activités transport et logistique des chargeurs** et de prendre des engagements sur une base concrète et tangible au travers de démarches pilotes au sein des entreprises. Cette démarche a montré les motivations économiques et stratégiques des entreprises pour conduire des actions visant à réduire les émissions de GES des transports, le besoin d'une méthode cohérente et commune pour accompagner les chargeurs.

Un référentiel commun permettant la mise en œuvre d'une politique structurée de réduction des émissions de GES des chargeurs, les indicateurs à suivre et les outils de reporting sont en cours d'élaboration. Cette démarche devrait être finalisée en 2014 pour ensuite être proposée à tous les secteurs dès 2015.

Globalement, les exploitants de la chimie ont fait d'importants efforts pour réduire leurs impacts environnementaux. Les sites se sont équipés de **techniques performantes d'abattements des polluants**. Pour ceux qui n'atteignent pas encore les niveaux d'émission excessivement exigeants des futures réglementations, les investissements seront conséquents pour atteindre ce très bon niveau de protection de l'environnement.

Gestion des produits

7605
substances

enregistrées entre le 1^{er} juin 2005 et aujourd'hui dans le cadre du règlement REACH
(dont 1 660 enregistrées par des entités localisées en France).



Dans une optique d'amélioration de la protection de la santé humaine et de l'environnement, **l'industrie chimique est engagée depuis de nombreuses années dans une meilleure connaissance de ses produits et de leurs utilisations**, au travers notamment de la mise en œuvre du règlement européen REACH¹.



» Le règlement REACH

En effet, depuis l'entrée en vigueur du règlement REACH en 2007, **les industriels de la chimie travaillent à acquérir des informations sur les propriétés des substances chimiques qu'ils fabriquent, importent ou mettent sur le marché, ainsi que sur leurs utilisations**, avant de les compiler dans des dossiers d'enregistrement qu'ils soumettent auprès de l'Agence européenne des produits chimiques². Ces dossiers d'enregistrement contiennent également une partie « **évaluation des risques** » qui permet de démontrer que les utilisations identifiées des substances concernées sont sûres tout au long de leur cycle de vie (aussi bien pour les travailleurs et les consommateurs que pour l'environnement).

En sept ans, ce sont ainsi un peu plus de 7 600 substances qui ont été enregistrées, correspondant aux substances les plus dangereuses et aux substances fabriquées ou importées à plus fort tonnage en Europe. D'ici le 31 mai 2018, l'ensemble des substances fabriquées ou importées à plus d'une tonne par an aura été enregistré (nombre de substances estimé à 25 000 à ce jour).

Au travers de ce programme ambitieux,

une amélioration de la protection de la santé humaine et de l'environnement est bien entendu visée.

Cet objectif pourra notamment être atteint par l'application de deux principes phares ancrés dans le texte :

Une amélioration de la communication dans les chaînes d'approvisionnement

(grâce à la fiche de données de sécurité qui revêt un rôle central dans REACH)

Un encadrement spécifique des substances extrêmement préoccupantes,

qui devraient, à terme, être remplacées par des substances ou technologies moins dangereuses.

Selon la Commission européenne, pour laquelle l'utilisation de produits chimiques en Europe est devenue nettement plus sûre depuis l'entrée en vigueur du règlement, le bilan est d'ores et déjà positif, même si la vigilance reste de mise quant à l'impact d'une réglementation au périmètre si large sur la compétitivité des entreprises européennes (en particulier au niveau des PME).

¹Règlement n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances

²European Chemicals Agency (ECHA), basée à Helsinki

» Le règlement CLP³

Le règlement européen CLP relatif à la classification et à l'étiquetage des produits vient par ailleurs compléter le dispositif REACH : il requiert en effet que les dangers associés aux produits chimiques soient clairement communiqués aux travailleurs et aux consommateurs par un étiquetage approprié. Les industriels doivent ainsi identifier toutes les propriétés dangereuses de leurs produits chimiques (substances ou mélanges) susceptibles d'être nuisibles pour la santé humaine ou pour l'environnement et ces derniers doivent être étiquetés en conséquence afin que les utilisateurs, qu'il s'agisse de travailleurs ou de consommateurs, puissent clairement comprendre leurs effets.

» Les dispositions spécifiques

Enfin, des dispositions spécifiques à certaines utilisations sont prévues au-delà des deux réglementations transversales que sont REACH et CLP. Lorsque nécessaire, le législateur a en effet imposé des contraintes supplémentaires pour une maîtrise des risques la plus adaptée possible. Certains secteurs ont ainsi leur propre réglementation : règlements Cosmétiques, Biocides, Produits phytopharmaceutiques, exigences pour les matériaux en contact avec les denrées alimentaires, etc...

Au travers de ce corpus réglementaire, d'une part, et par une gestion responsable des produits qu'ils mettent sur le marché, d'autre part, les industriels de la chimie mettent donc tout en œuvre pour minimiser les risques et commercialiser les produits les plus sûrs qui soient pour une utilisation donnée.

³Règlement n° 1972/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification et à l'emballage des substances et des mélanges

» Produits sous contrôle

L'UIC s'implique dans la mise en œuvre et la gestion des réglementations des produits sous contrôle : convention sur l'interdiction des armes chimiques, précurseurs de drogues, précurseurs d'explosifs, etc...

■ Précurseurs chimiques d'explosifs

En janvier 2013, le Parlement européen et le Conseil ont publié le règlement (UE) n° 98/2013 consacré à la **commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs**. Il a pour but **d'établir des règles harmonisées dans l'UE concernant la mise à disposition, l'introduction, la détention et l'utilisation de substances ou mélanges susceptibles d'être utilisés d'une manière détournée pour la fabrication illicite d'explosifs, afin d'en limiter la disponibilité pour le grand public⁴**. Il prévoit aussi que les transactions suspectes sur la chaîne d'approvisionnement soient signalées. L'UIC a participé à l'élaboration du futur règlement en participant à des réunions au sein du Secrétariat général

pour la défense et la sécurité nationale (SGDSN). Les discussions portaient notamment sur les substances concernées, les taux de concentration ou encore l'impact sur l'industrie et le grand public.

■ Précurseurs chimiques de drogues

Depuis plusieurs années, l'UIC collabore en partenariat avec la MNCPC⁵ dans la lutte contre l'usage **illicite de précurseurs de stupéfiants**. Ce dialogue régulier et constructif avec les autorités permet de garantir le respect de toutes les obligations légales mais aussi la compétitivité et le libre-échange.

Ce qui fait **le succès de ce partenariat public/privé et son efficacité réside notamment dans la démarche volontaire des industriels concernés**. Ces derniers ont été associés depuis l'origine, à la création des outils réglementaires. **L'UIC a d'ailleurs eu l'opportunité d'intervenir au Conseil de l'Europe pour présenter la coopération public-privé en France dans ce domaine.**

⁴«Membre du grand public» : toute personne physique agissant à des fins qui ne sont pas liées à ses activités commerciales ou professionnelles.

⁵Mission Nationale de Contrôle des Précurseurs Chimiques

Nanomatériaux

Entre

300 000
400 000

personnes

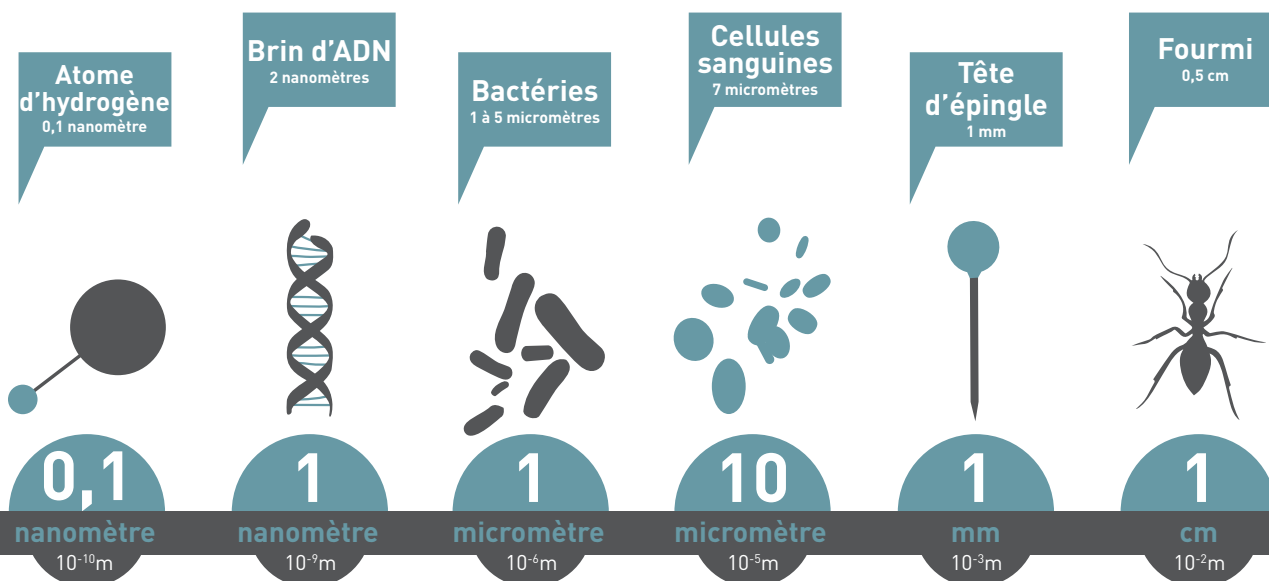
travaillent directement, à l'heure actuelle, dans le secteur des nanotechnologies en Europe.

“

Les nanotechnologies représentent un des axes de développement les plus innovants d'aujourd'hui. Elles contribuent au développement des applications répondant aux enjeux sociétaux, sanitaires, environnementaux et économiques du 21^{ème} siècle. De nombreuses entreprises et institutions investissent d'ailleurs dans ce secteur, qui fait l'objet de très nombreux projets de recherche et développement, en France comme dans le reste du monde.

Les nanotechnologies recouvrent toute une chaîne de producteurs et d'utilisateurs engagés au bénéfice de l'innovation. Les industriels de la chimie interviennent dans cet univers en tant que producteurs ou utilisateurs de nanomatériaux, substances pour lesquelles la dimension nanométrique leur confère des propriétés spécifiques, qui peuvent être différentes de celles des substances de dimension supérieure.

”



Les nanomatériaux sont des matériaux composés ou constitués pour tout ou partie de nano-objets qui leur confèrent des propriétés améliorées ou spécifiques de la dimension nanométrique. Plus concrètement, les nanomatériaux sont des substances fabriquées ou utilisées à l'échelle du nanomètre, c'est-à-dire approximativement entre 1 et 100 nm ($1\text{ nm} = 10^{-9}m$).

Le terme « nanotechnologies » couvre l'ensemble des études, techniques et procédés qui agissent dans l'infiniment petit, puisque **l'échelle nanométrique couvre les dimensions 10 000 fois inférieures à celles du diamètre d'un cheveu.**

» La valeur ajoutée des nanomatériaux

Il est possible de quantifier certains résultats liés à l'utilisation des nanomatériaux/nanotechnologies. Dans les panneaux solaires par exemple, l'utilisation de matériaux nanostructurés peut conduire à une augmentation de 10 à 60% de leur efficacité. Dans le domaine médical, les nanotechnologies permettent d'accroître l'efficacité de certains traitements en ciblant directement les cellules cibles (notamment les tumeurs dans le cadre de traitements anti-cancéreux). Les nanotechnologies ont également été à l'origine de la miniaturisation des équipements électroniques (téléphones portables, ordinateurs) accompagnant ainsi le développement de l'industrie high-tech.



Nanomatériaux et environnement :
une source de solutions face au changement climatique

Les nanomatériaux contribuent à réduire notre empreinte environnementale.

Ils sont notamment utilisés dans des polymères pour alléger les véhicules ou encore dans les pneumatiques pour diminuer le coefficient de frottement permettant ainsi de réduire les émissions de CO₂. Les nanomatériaux peuvent aussi contribuer à assurer une meilleure isolation des habitations avec des matériaux dédiés et conduisent ainsi à abaisser jusqu'à 40% l'énergie consommée.

Ils interviennent depuis une vingtaine d'années dans la fabrication de catalyseurs de traitement des effluents gazeux provenant des centrales thermiques ou des moteurs automobiles. **Ils agissent également de plus en plus dans la dépollution de l'air, des sols et le traitement de l'eau.** Dans ce dernier cas, l'utilisation de membranes nanostructurées permet une plus grande efficacité de filtration. Enfin, des nanomatériaux peuvent être introduits comme additifs dans des peintures ou des revêtements de surface pour en faciliter la mise en œuvre, améliorer la longévité et la « nettoyabilité ». Certains traitements de surface peuvent aussi servir de dépolluants de l'air.

Nanomatériaux et santé

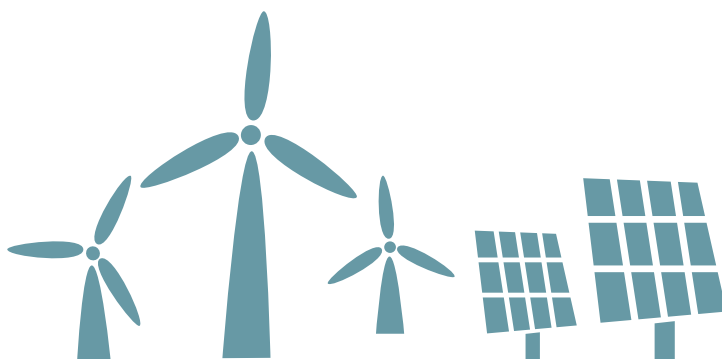
Les nanotechnologies possèdent un très important potentiel de développement dans les domaines du diagnostic, du traitement, de l'imagerie...

On retiendra par exemple les systèmes de libération contrôlés de médicaments permettant une posologie de plus en plus efficace et ajustée. Dans le cadre de la nanomédecine, c'est aussi pouvoir **cibler de manière optimale les cellules individuelles à l'origine d'une pathologie.**

Par ailleurs, grâce aux nanovecteurs, capables de transporter les médicaments au plus près des zones à traiter, les doses peuvent être diminuées, limitant ainsi des effets secondaires (notamment dans le cas de chimiothérapies). Les nanomatériaux sont également utilisés dans la lutte contre les maladies nosocomiales ou dans la mise au point de textiles limitant les infections pour les grands brûlés : ce sont autant de bénéfices pour améliorer l'efficacité des traitements et la vie des malades.

Nanomatériaux et énergies alternatives

Ces technologies nouvelles intègrent de nombreux nanomatériaux, notamment dans le stockage du CO₂ ou encore dans la production et le stockage d'énergies renouvelables. Dans le cas des pales d'éolienne où les contraintes extérieures sont très fortes, les nanomatériaux permettent d'augmenter leur puissance grâce à l'allègement et à l'amélioration de leurs performances mécaniques. Du côté des panneaux solaires et des batteries, des progrès importants dans les performances électriques ont été obtenus grâce à des nanomatériaux innovants.



Une opportunité de développement
et un levier de compétitivité pour les entreprises

Le développement et la production de nanomatériaux représentent l'une des voies de développement et de compétitivité des industriels de la chimie en France, au service de l'ensemble des secteurs industriels (automobile, bâtiment, cosmétique, pharmacie, textile, etc.). Une compétition internationale forte est déjà engagée dans le développement de ces technologies qui représentent **un enjeu majeur pour la compétitivité des industries françaises et européennes.**

Pour l'industrie chimique, les nanomatériaux s'inscrivent dans la continuité des travaux innovants menés pour **développer des produits performants sur les plans technique et énergétique tout en améliorant la maîtrise des risques sanitaires et environnementaux.** Au niveau industriel, ils peuvent permettre de fabriquer des produits manufacturés en consommant moins d'énergie et de matières premières.

» Les engagements en faveur des nanomatériaux

Aujourd'hui, **le développement des nanomatériaux doit être accéléré pour réduire l'écart entre la recherche fondamentale et les applications industrielles.** Une des pistes est la mutualisation des connaissances et des technologies de mesure. La mise en place d'une plateforme nationale de nanosécurité doit y contribuer. Par ailleurs, les engagements au travers de nombreux projets européens destinés à mieux maîtriser les risques associés aux nanomatériaux démontrent la volonté de l'industrie chimique à concilier responsabilité et innovation. À titre d'exemples, on peut citer les projets nanoSAFE et NANoREG qui engagent aussi bien des acteurs industriels que des acteurs académiques et qui visent à produire des méthodes de tests et de mesures partagées.

» Maîtriser les risques

Les perspectives de progrès potentiellement importantes qu'offrent les nanomatériaux sont liées aux propriétés particulières pouvant résulter des dimensions nanométriques. Dans ce contexte, les développements récents dans le domaine ont suscité de nombreuses interrogations sur les risques posés par ce nouveau type de substances. Il est néanmoins important, à ce stade, de préciser que la terminologie « nano » est avant tout une indication de taille, et non pas une propriété de danger intrinsèque (le terme « nanomatériau » couvre d'ailleurs un large spectre de substances avec des propriétés différentes).

Si les attentes de la société en matière de connaissance et de maîtrise des risques sont légitimes, il convient de rappeler que l'appréciation des dangers et des risques doit se faire au cas par cas.

En effet, le risque varie en fonction :

- du danger intrinsèque de la substance ;
- du mode d'exposition ;
- du niveau d'exposition qui dépend des conditions de mise en œuvre lors de l'application.

L'évaluation des dangers et des risques pour les nanomatériaux est cruciale et se fait principalement en appliquant les réglementations existantes et applicables à tout type de produit : REACH, règlement cosmétique, produits de protection des plantes, biocides... Ainsi, tout industriel qui souhaite mettre sur le marché un produit de dimension nanométrique ou en contenant est soumis à ces réglementations et doit démontrer l'utilisation sûre de son produit.

Par ailleurs, les entreprises de l'industrie chimique adhèrent au programme « Responsible Care® ». Dans ce cadre, comme pour l'ensemble de leurs activités, celles en relation avec les nanomatériaux sont menées avec le souci permanent du respect de la protection des hommes (travailleurs et consommateurs) et de l'environnement, à chacune des étapes du cycle de vie de ces produits. Comme pour tout autre produit chimique, ces engagements se concrétisent en particulier par une poursuite de l'acquisition de connaissances, ainsi que par la transmission des informations le long de la chaîne de valeur. En ce qui concerne la protection des travailleurs, l'UIC a d'ailleurs, dès 2009, publié un guide de bonnes pratiques portant sur l'ensemble des activités de production et de mise en œuvre des nanomatériaux.

Perturbateurs endocriniens

3
PNSE

PNSE : Plan National Santé Environnement

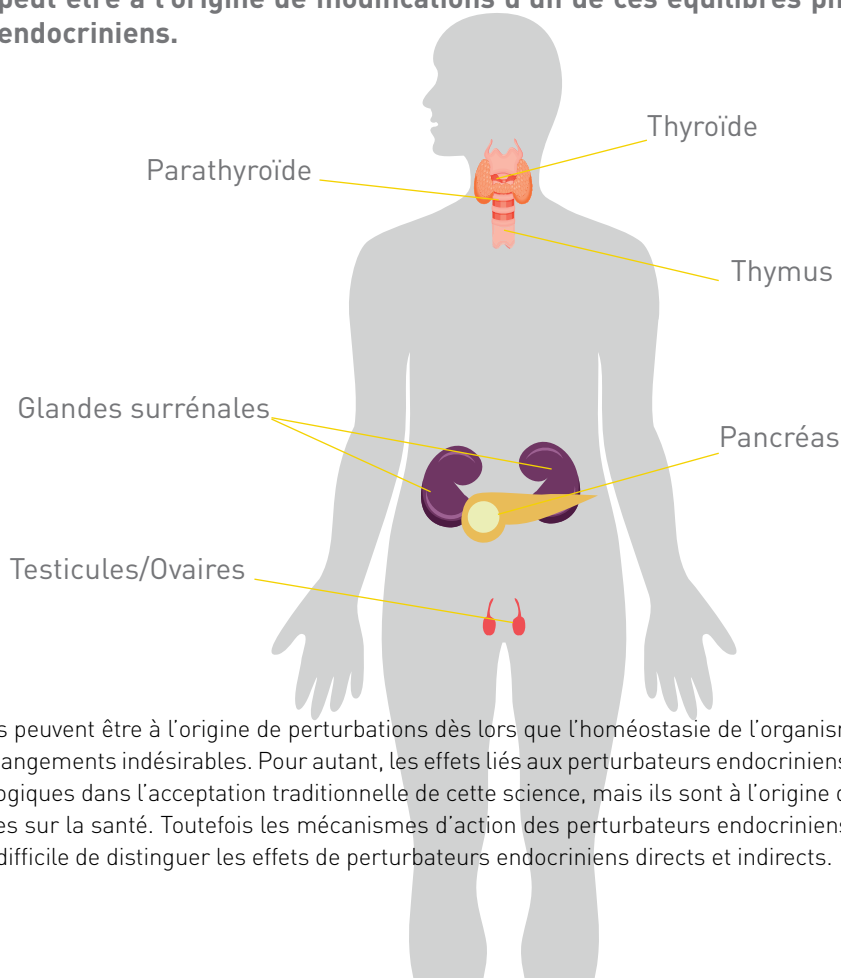
“

Les perturbateurs endocriniens peuvent se définir comme des substances étrangères à un organisme vivant qui engendrent des perturbations de l'équilibre hormonal susceptibles d'entraîner des effets adverses.

Le système endocrinien est constitué de glandes ou de parties de glandes dont les sécrétions (appelées hormones) sont distribuées dans l'organisme par les fluides biologiques (le plus souvent le sang). L'appareil endocrinien peut être considéré comme un système de communication qui maintient l'équilibre physiologique normal entre un grand nombre de systèmes organiques.

Aussi, tout composé chimique, naturel ou synthétique, susceptible d'interagir, soit directement sur les récepteurs hormonaux, soit indirectement par le biais de changements provoqués par d'autres systèmes organiques, peut être à l'origine de modifications d'un de ces équilibres physiologiques endocriniens.

”



Ces modifications peuvent être à l'origine de perturbations dès lors que l'homéostasie de l'organisme est significativement modifiée entraînant des changements indésirables. Pour autant, les effets liés aux perturbateurs endocriniens ne répondent pas complètement aux effets toxicologiques dans l'acceptation traditionnelle de cette science, mais ils sont à l'origine de changement pouvant entraîner des effets néfastes sur la santé. Toutefois les mécanismes d'action des perturbateurs endocriniens sont encore mal compris. Il est, par conséquent, difficile de distinguer les effets de perturbateurs endocriniens directs et indirects.

» Les sources d'inquiétudes

On distingue deux classes de substances susceptibles de provoquer une perturbation endocrinienne :

■ **Les substances naturelles** (phyto-œstrogènes, mycotoxines...) qui sont présentes dans certaines plantes, comme les germes de luzerne et de soja, et qui ont une activité semblable à celle des œstrogènes une fois ingérées dans l'organisme.

■ **Les substances anthropiques¹** qui comprennent : les hormones de synthèse et certains produits chimiques conçus pour être utilisés dans l'industrie, dans l'agriculture et dans des biens de consommation mais également certaines substances chimiques qui sont des sous-produits industriels.

» Les liens entre doses et effets

Malgré les recherches intensives de ces dernières années, **aucun consensus n'a pu être établi pour déterminer à partir de quel niveau d'exposition les substances à action endocrine produisent un effet**. Dans la mesure où les perturbateurs endocriniens viennent s'ajouter aux hormones naturelles, on peut penser qu'une exposition à de faibles doses pourrait entraîner des effets additionnels mesurables sur les fonctions biologiques. En d'autres termes, **il pourrait ne pas y avoir de valeur seuil pour l'action des perturbateurs endocriniens**, et exposition, même faible, provoquerait des effets. Cette hypothèse n'est cependant pas démontrée pour certaines substances pour lesquelles un seuil (niveau en dessous duquel aucun effet n'est constaté) est scientifiquement démontré.

La période d'exposition (on parle de fenêtre d'exposition) est également un facteur important pour déterminer la réponse de l'organisme à différentes doses en termes d'effets sur le développement, la reproduction, le cancer, le système immunitaire et le système nerveux. **La puissance de l'action perturbatrice** (il existerait des perturbateurs dont les effets pourraient se manifester à très forte dose, comme le café et d'autres qui agiraient à très faible concentration, comme la zéaraléone qui est une mycotoxine), **la sévérité, la réversibilité des effets sont autant de critères à prendre en compte dans la relation entre l'exposition et la survenue des effets**.

En outre, il existe un débat concernant la **possibilité d'effets synergiques** selon lequel une exposition simultanée à des perturbateurs endocriniens aux actions similaires pourrait produire des effets plus importants que la somme de leurs actions individuelles.

Ainsi, le manque de données scientifiques pertinentes sur la fréquence, la durée et le niveau d'exposition aux substances à action endocrine, ne permet pas d'affirmer leurs effets néfastes sur la santé des animaux et des humains. Le manque d'information sur l'exposition au cours des périodes critiques du développement humain ou animal constitue une autre lacune.

¹ Résultant de l'intervention de l'Homme.

» Les effets possibles sur l'espèce humaine

Il semblerait que les perturbateurs endocriniens puissent avoir des effets négatifs sur la reproduction de l'espèce humaine en :

●
diminuant
la qualité
du sperme

●
nuisant
à la fertilité
et en augmentant
le nombre
d'avortements
spontanés

●
modifiant
le sex-ratio
(rapport de naissance
entre les filles
et les garçons)

●
favorisant
les anomalies
de l'appareil
reproducteur
masculin

●
provoquant
une puberté
précoce

●
favorisant
l'endométriose

Néanmoins, toutes les études réalisées à ce jour ne permettent pas de déterminer irréfutablement un lien de causalité entre l'exposition à des perturbateurs endocriniens et ces anomalies ; cependant, il existe un faisceau de présomptions et une plausibilité scientifique en faveur d'un lien de causalité entre la survenue de ces effets et l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

» La réglementation

■ Au niveau national

Déclinaison opérationnelle du Grenelle de l'environnement, le Plan national santé environnement 2 (PNSE 2) a couvert la période 2009-2013. Il a permis de mettre en place des actions (travaux de recherche essentiellement) et d'envisager le **Plan national santé environnement 3 (PNSE 3)**, en cours de déploiement, qui accueillera le plan d'action national résultant de la **Stratégie Nationale sur les Perturbateurs Endocriniens**. La commission Santé-Environnement de l'UIC a participé aux différents travaux associés à l'élaboration et au déploiement des plans nationaux santé environnement.

Lors de la conférence environnementale de septembre 2012, le Gouvernement s'est engagé à élaborer une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens. Adoptée le 29 avril 2014, cette stratégie fixe comme objectif premier la réduction de l'exposition de la population et de l'environnement aux perturbateurs endocriniens, en mobilisant tous les leviers d'action disponibles : recherche scientifique, valorisation et surveillance, expertise sur les substances, réglementation et substitution des substances, formation et information. Elle se veut

par ailleurs être un moteur pour l'innovation : l'industrie a un rôle majeur à jouer dans la recherche, l'information et la mise en œuvre de solutions de substitution viables.

L'UIC a participé à l'ensemble des travaux préparatoires et soumis deux documents, disponibles avec le projet de Stratégie Nationale :

- Une position conjointe MEDEF/UIC
- Un projet de plateforme INERIS/MEDEF/UIC

Les trois points clefs de la position de l'UIC sont :

- La future définition européenne doit être basée sur celle de l'OMS en prenant bien en compte chaque élément de cette définition, ce qui conduit à l'assortir de critères permettant l'identification des perturbateurs endocriniens avérés (puissance, sévérité, réversibilité...).
- Il est ni justifié, ni nécessaire pour l'application de la réglementation d'aller vers une catégorisation s'appuyant sur deux ou trois catégories (avéré, suspecté). Il convient d'identifier les perturbateurs endocriniens avérés.

- Seule une évaluation substance par substance sur la base d'une approche « weight of evidence » peut permettre de statuer sur l'existence de seuils. A ce titre, une approche a priori visant à considérer tous les perturbateurs endocriniens comme des substances sans seuil, apparaît inappropriée.

Au niveau européen

La Commission européenne a mis en place en 1999 une stratégie sur les perturbateurs endocriniens. Celle-ci est en cours de révision.

Par ailleurs, une définition européenne des perturbateurs endocriniens devrait être disponible avant fin 2015.

La réglementation actuelle prend déjà très largement en compte la question des perturbateurs endocriniens avérés. Ainsi, le règlement REACH les considère comme des substances extrêmement préoccupantes au même titre que les CMR qui peuvent être soumis à autorisation ou à des restrictions d'utilisation. En application des règlements Phytopharmaceutiques et Biocides, les perturbateurs endocriniens font partie des substances actives pour lesquelles l'autorisation de mise sur le marché ne peut plus être envisagée (sauf de façon très exceptionnelle). Les règlements Cosmétiques, Dispositifs Médicaux (à l'état de projet à ce jour) appréhendent également la question des perturbateurs endocriniens.

Le cadre réglementaire visant les PE est aujourd'hui construit selon une approche par défaut, compte tenu des incertitudes scientifiques, ce qui conduit à assimiler les substances toxiques pour la reproduction ou les CMR à des perturbateurs endocriniens.

» Les actions de l'industrie chimique en matière de perturbateurs endocriniens

Programme LRI (Long Range Research Initiative)

L'industrie chimique soutient les initiatives visant à améliorer la compréhension des mécanismes d'action des perturbateurs endocriniens. Elle finance un nombre important de projets à travers le programme LRI, en particulier en matière de **développement de méthodes de tests destinés à identifier les effets de perturbation endocrinienne.**

Partenariat public/privé

Le sujet des perturbateurs endocriniens ne peut pas être abordé uniquement dans le contexte de la recherche fondamentale publique. Il convient de laisser place à des interrogations, des questionnements et des approches qui lient les secteurs public et privé selon des modalités adaptées. **Les**

investissements d'avenir, les instituts d'excellence et les plateformes mutualisées d'innovation sont autant de pistes de financement relevant d'une logique de mise en commun des compétences et de co-investissement public-privé visant notamment à assurer une pré-validation des essais en amont d'une accréditation /certification internationale ou européenne.

Evaluation des propriétés de perturbation endocrinienne dans les portefeuilles produits.

Largement engagées parmi les producteurs de substances actives phytopharmaceutiques, plusieurs sociétés de la chimie ont commencé sur la base d'approches volontaires l'évaluation de leurs produits en utilisant les méthodes disponibles.

Sécurité industrielle

70%
de PPRT
approuvés

(285 sur 407 PPRT à l'échelle nationale).
L'objectif du Ministère de l'Ecologie est d'approuver 95% des PPRT à fin 2014.



La gestion de la sécurité et son amélioration représentent un défi permanent pour les industriels de la chimie. **Ces derniers mettent en œuvre toutes les procédures possibles pour assurer au mieux la sécurité de leurs installations : analyse des risques, formation des employés, implication des sous-traitants.** Ils s'emploient également, en communiquant sur le moindre incident, à développer une culture de la sécurité avec le grand public et développer ainsi la confiance.

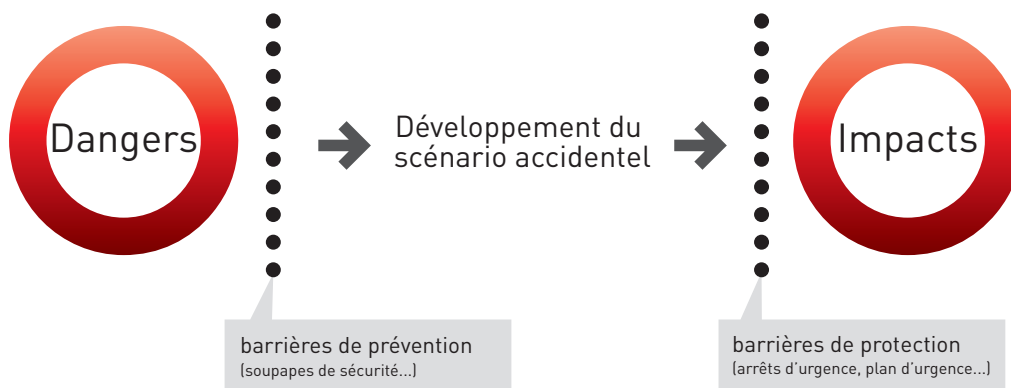
La sécurité est donc une priorité au quotidien de l'industrie chimique pour ses personnels, les riverains de ses sites, ses clients et les utilisateurs de ses produits.



» Les procédures mises en place

Analyser et gérer les risques industriels

L'une des actions prioritaires en matière de sécurité industrielle est l'analyse des risques. La méthode consiste à **étudier les scénarios accidentels envisageables en analysant tant leur gravité que leur probabilité d'occurrence**. Elle se base sur les moyens de prévention et de protection mis en place et les probabilités de défaillance associées. Il en résulte une étude de dangers (« loi risque » de 2003) structurée que l'industriel fournit à la préfecture et dans laquelle il doit démontrer qu'il **maîtrise les risques de ses installations et que ceux-ci ont été réduits à la source** (réduction des quantités de matières dangereuses, substitution...).



Pour les installations dites SEVESO Seuil haut, l'étude de dangers n'est que le premier des quatre piliers de la prévention de risques technologiques au même titre que les mesures de maîtrise de l'urbanisme (PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques)), les plans de secours (POI (Plan d'Opération Interne) et PPI (Plan Particulier d'Intervention)) et l'information du public.

Former les salariés

La formation des intervenants représente un élément essentiel de la sécurité industrielle. **Chaque poste fait l'objet d'une évaluation des risques qui conduit à la mise en place de consignes de sécurité, d'équipements de protection collective et individuelle, et à la formation du personnel.** Ces éléments figurent dans le **Document Unique d'évaluation des risques professionnels**, tenu à la disposition des salariés, du médecin du travail, et de l'administration. Cette rigueur garantit que chaque salarié a suivi la formation adaptée au poste qu'il occupe, tant sur les dispositions à prendre pour sa protection personnelle et celle de l'entreprise que sur les conduites à tenir en cas d'anomalie ou d'incident.

Impliquer les sous-traitants

L'UIC et le réseau d'associations « Mase » (Manuel d'amélioration sécurité des entreprises), ont établi un **système commun de certification Mase-UIC des entreprises extérieures intervenantes** qui valide leur système organisationnel en matière de prévention des risques et de gestion de la sécurité. Un organisme d'audit extérieur étudie le système de gestion de la sécurité mis en place par le sous-traitant : sa politique HSE (hygiène, sécurité, environnement), la compétence et la formation de ses salariés...

» Les actions engagées par l'industrie chimique

L'industrie chimique s'est particulièrement engagée en faveur de la sécurité industrielle à travers diverses actions :

■ **La signature d'un accord de branche sur « l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ».**

■ **L'initiative de « communication à chaud » en cas d'incident :**

lancée par l'UIC avec le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles) et l'UFIP (Union Française des Industries Pétrolières), **cette démarche volontaire vise à informer les riverains des sites et les associations en cas d'incident.**

Il s'agit pour les exploitants des établissements SEVESO (seuil

haut et bas) de communiquer « à chaud » sur les incidents notables, ou perçus de l'extérieur, via un communiqué aux médias locaux et administrations. **Cette démarche correspond à la mise en place d'un dialogue rapproché avec les parties prenantes, de manière à favoriser la transparence quant à la gestion des incidents qui surviennent sur les sites et à expliquer notre activité.**

■ **L'élaboration et la diffusion de guides techniques sur la sécurité industrielle.**

■ **Le partage du retour d'expérience :** l'UIC édite tous les mois une lettre technique où est développé un accident/incident survenu dans l'industrie et les enseignements tirés.

■ **Le soutien de la charte mondiale du Responsible Care®** dont plus de 50 pays sont aujourd'hui signataires.

» L'industrie chimique partie prenante de l'évolution de la réglementation

L'industrie chimique contribue activement à la concertation avec les pouvoirs publics et à l'amélioration de la législation relative à la sécurité industrielle.

■ La loi « Bachelot » ou « risque » (Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages) comprend notamment :

- La création des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)
- La prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers.

■ La révision de la Directive Seveso 2 (nouvelle directive SEVESO III du 04 juillet 2012) qui vise la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses transposée en droit Français par la loi dite loi DDADUE (Dispositions D'Adaptation de la législation au Droit de l'Union Européenne dans le domaine du développement durable) du 16 juillet 2013.

■ Le plan de modernisation des installations industrielles (arrêté du 4 octobre 2010 modifié) qui correspond au développement d'outils de suivi renforcés pour la maîtrise des risques liés au vieillissement des installations.

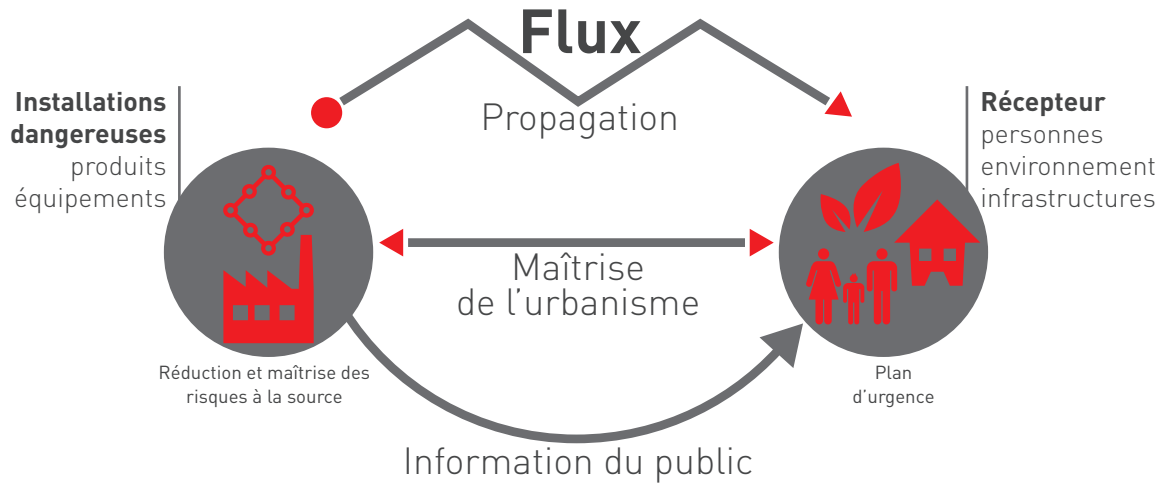
» Les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ont pour objectif la maîtrise de l'urbanisation autour des installations SEVESO seuil haut.

Ils définissent de nouvelles règles en matière d'urbanisme avec notamment des mesures sur le bâti futur, et des mesures sur le bâti existant (des travaux de renforts et des

mesures foncières (des zones d'expropriation et de délaissement) peuvent être instaurées). Le PPRT est établi à l'issue d'un long processus de concertation avec les parties prenantes (industriels, riverains, élus, services de l'état...). Eu égard à la complexité du processus et des forts enjeux pour tous les acteurs (industriels, collectivités, Etat, riverains...), à ce jour seuls 70% des PPRT sont approuvés (285 sur 407 PPRT à l'échelle nationale). L'objectif du ministère de l'Ecologie est d'approuver 95% des PPRT à fin 2014.

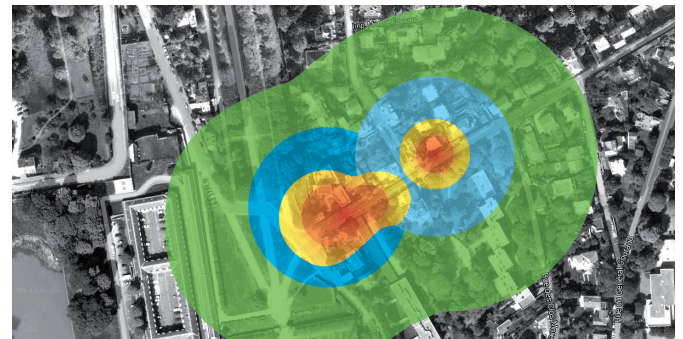
L'étude de dangers en amont du PPRT



La cartographie des aléas

L'étude de dangers fournie par l'exploitant permet de recenser les phénomènes dangereux possibles, leur probabilité et l'intensité prévisible de leurs effets. Ces données combinées, un « **aléa technologique** » est calculé par le service de l'inspection des installations classées en tout point du territoire pour chaque type d'effet (thermique, toxique, surpression).

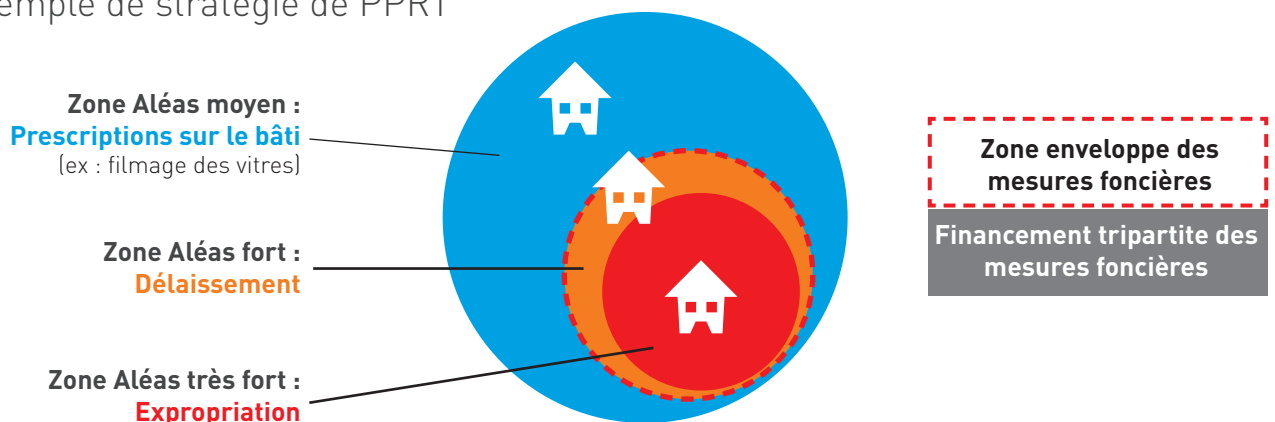
Les aléas technologiques sont superposés aux enjeux présents sur le territoire (habitations, activités, voies de circulation...). Plus le niveau d'aléa est élevé plus fortes sont les contraintes d'urbanisme.



Sept niveaux d'aléas sont définis de faible (vert) à très fort (+) (rouge foncé)



Un exemple de stratégie de PPRT



Le financement des mesures foncières

Le financement est tripartite entre l'Etat, les collectivités locales et l'industriel.

Plus de 10 000 personnes sont concernées par des mesures foncières pour environ 2 Md€. Les investissements réalisés par les industriels afin de réduire les risques à la source sont compris entre 200 et 300 M€ par an et ont permis de réduire les zones soumises aux mesures foncières d'environ 350 km².

Le financement des travaux de renfort du bâti

Les diagnostics, mais également les travaux de renfort sur le bâti (hors activités économiques), sont depuis le 1^{er} janvier 2014 pris en charge à hauteur de 90% de leur montant : 40% par l'État, 25% par les industriels et 25% par les collectivités concernées. Le montant maximum global à financer est plafonné à 20 000 euros de travaux (propriété d'une personne physique) pour un couple et à 10 000 euros pour une personne seule.

De plus **les travaux ne doivent pas excéder 10% de la valeur vénale du bien à renforcer.** Les travaux de renforts sur les activités économiques ne font l'objet d'aucun financement à ce jour.

Le développement des plateformes industrielles

Le concept actuel des PPRT freine le développement des activités économiques.

L'industrie chimique s'est mobilisée pour que la spécificité des plateformes industrielles soit reconnue et que des règles adaptées soient applicables pour assurer la pérennité des plateformes, via **l'accueil possible de nouvelles activités et le développement des activités existantes.**

Ces aménagements aux règles PPRT sont possibles sur tout le périmètre de la plateforme (y compris sur la zone grisée c'est-à-dire sur la zone d'emprise du site SEVESO seuil haut à l'origine du PPRT) grâce, en particulier, à la mise en place d'une « culture sécurité » commune entre les entreprises de la plateforme.

Image de la chimie



A ce jour, l'univers de la chimie est perçu par la société de manière profondément ambivalente, avec des aspects inquiétants et des aspects rassurants. Aux yeux des Français, les apports bienfaisants de la chimie sont contrebalancés par ses effets néfastes ou, parfois, ses dérives... Pour autant, **la chimie ne suscite pas plus l'enthousiasme qu'elle ne provoque de rejet.**

Parce qu'elle consiste essentiellement à transformer, à modifier et à synthétiser des éléments, **la chimie est jugée foncièrement antinaturelle**, associée à un imaginaire aseptisé et « déshumanisé ». **La chimie comme une science s'impose dans les esprits comme le versant positif** et le plus « pur » de la chimie, tandis que **l'industrie formerait son versant négatif**. Il y a donc deux perceptions de la chimie dans l'imaginaire collectif : celle qui inquiète ou qui fait peur, d'une part, celle qui convainc et qui fait espérer, d'autre part.



» La chimie qui inquiète et qui fait peur

Les accidents et catastrophes de grande envergure (les armes chimiques (gaz moutarde, gaz sarin...), les catastrophes chimiques (Bhopal, Seveso...), l'usine AZF (Toulouse)), facettes les plus sombres de l'univers de la chimie, sont ceux qui cristallisent le plus d'angoisses auprès des Français. De plus, la société associe les substances chimiques (bisphénol A, parabènes, chlore, CO₂) et les usines chimiques au danger.

Les produits chimiques, produits créés par l'homme, sont considérés comme doublement risqués, à la fois pour la santé et pour l'environnement.

S'ils considèrent avec beaucoup de méfiance aujourd'hui les perturbateurs endocriniens et, plus encore, l'utilisation de la chimie pour dopage et drogues, les français se montrent plus inquiets encore de la persistance à l'avenir des **risques liés aux allergies et de la responsabilité de la chimie dans les cancers**, des risques plus concrets par lesquels ils se sentent sans nul doute plus concernés.

Très méfiants vis-à-vis des risques des produits chimiques pour la santé, les Français sont également fermement persuadés de leurs effets néfastes sur l'environnement.

Globalement, ils sont dubitatifs sur le fait qu'au cours des 20 dernières années, l'industrie chimique a réduit de 50% ses émissions de gaz à effet de serre, même s'ils n'excluent pas que la situation puisse s'améliorer dans l'avenir.

Le transport de produits chimiques est aussi considéré par les Français comme porteur de dangers. Se dessinent toutefois des nuances d'appréciation en fonction des types de transports considérés : ainsi, le transport ferroviaire apparaît comme à la fois le moins problématique et le plus durable, suivi par le transport fluvial, le transport routier de produits chimiques étant, quant à lui, bien plus redouté.

Aux yeux de nos concitoyens, la chimie ne serait pas suffisamment contrôlée.

Ce manque supposé de contrôle porte en premier lieu sur les substances chimiques elles-mêmes, dont on craint que les effets sur le moyen/long terme ne soient pas maîtrisés, en second lieu sur la sécurité des installations chimiques jugée insuffisante. Ainsi, les différents industriels de la chimie tels que les compagnies pétrolières, les grands groupes étrangers du secteur de la chimie, les grands laboratoires pharmaceutiques et les grands groupes français du secteur de la chimie, inspirent de la méfiance. **Seules les PME/PMI du secteur, symboles de savoir-faire et d'expertise pointus, en même temps que de valeurs humaines, échappent à cette logique négative.**

De la même façon que les Français opposent idéologiquement chimie et nature, ils dissocient spontanément chimie et développement durable, deux notions en apparente contradiction à leurs yeux. Ainsi, même si c'est dans cette direction qu'ils souhaitent que la chimie évolue, les citoyens accordent aujourd'hui une confiance mitigée à la notion de chimie durable, qu'ils considèrent comme un oxymore.

Par ailleurs, ils ne considèrent pas que la chimie contribue à l'amélioration de la qualité de vie.

Au mieux, les personnes considèrent que si les apports de la chimie en matière d'amélioration de la qualité de vie sont positifs à court terme, ils entraînent bien souvent des risques à plus long terme.

» La chimie qui convainc et qui fait espérer

A ce jour, le rôle, pourtant dynamique, que l'industrie chimique revêt dans l'économie française peine à susciter l'enthousiasme qu'il mérite. Contrairement aux chiffres qui se réfèrent au poids économique de la chimie, ceux de l'emploi dans le secteur inspirent davantage confiance. En d'autres termes, si la responsabilité sociale de la chimie se heurte à un certain scepticisme, **son poids social est un argument bien plus convaincant dans le contexte des mauvaises nouvelles sur le front de l'emploi.**

La qualification des salariés à travers leur formation est également perçue très positivement. Dès lors qu'elle ne fait pas directement référence à l'industrie, la chimie est spontanément considérée comme un domaine d'études académiques valorisé, connu et reconnu. C'est au travers de ce lien que la chimie est associée positivement à un univers de connaissances et de compétences largement plébiscité, qui vient se répercuter positivement sur l'image de la profession. Pour convaincre les Français de son rôle en tant que secteur d'avenir, la chimie doit moins argumenter sur ses métiers attractifs et bien rémunérés que mettre en avant les 200 000 emplois directs qu'elle représente en France. Afin de soutenir ce dynamisme professionnel, notamment auprès des jeunes, elle doit capitaliser sur la haute qualification des salariés du secteur et, plus encore, sur l'apprentissage.

Trois valeurs s'érigent en attributs d'une chimie meilleure aux yeux des français : la sécurité, le principe de précaution et la prudence.

S'ils appellent de leurs vœux une réglementation de la chimie, ceux-ci se montrent particulièrement favorables à l'auto-régularisation à l'instar de la formation des salariés du secteur de la chimie aux risques liés à l'utilisation de produits chimiques, ou encore de l'étiquetage des produits dangereux. Mais si la responsabilité sociale et sociétale du secteur de la chimie reste à être pleinement démontrée, le principe d'une chimie dotée d'une responsabilité environnementale inspire davantage confiance. La chimie du végétal, chimie qui utilise la biomasse et non des ressources fossiles – pétrole, gaz – pour faire des produits chimiques et, plus encore, la chimie verte, industrie chimique qui conçoit des procédés économes en ressources et qui réduit son impact sur l'environnement et la santé, rencontrent une vraie approbation.

Les français conçoivent assez aisément la volonté de l'industrie chimique d'évoluer vers une chimie verte mais ils accordent moins de confiance à sa capacité en la matière.

Pour clarifier son statut de chimie durable aux yeux des Français, la profession doit attester de sa responsabilité environnementale, en capitalisant sur sa capacité à trouver de nouvelles sources d'énergie à faible teneur en carbone.

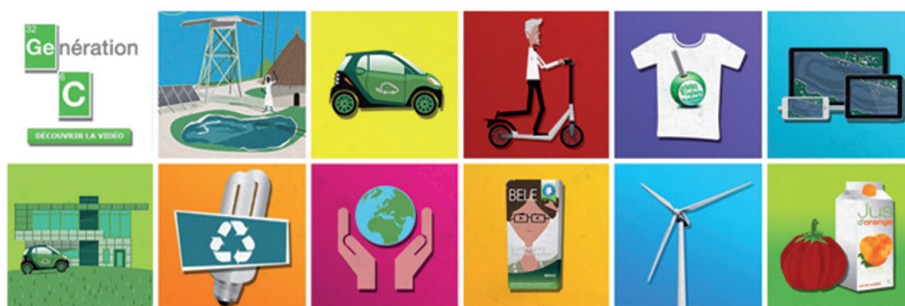
Le constat sur la recherche, publique comme privée, est en demi-teinte. Le Crédit Impôt Recherche (mesures des pouvoirs publics en faveur de la recherche et du développement) peine à convaincre de son efficacité. La nécessité d'investir davantage dans la recherche et l'innovation en chimie afin de combler l'insuffisance des efforts entrepris dans ce domaine apparaît dès lors essentiel.

Malgré tout, les français considèrent que la chimie est au cœur des grandes innovations du monde moderne et que l'industrie chimique conçoit des produits de plus en plus sophistiqués (revêtements «intelligents», caoutchouc auto-réparant, toitures rafraîchissantes, etc.). La recherche fondamentale confère à la chimie ses véritables lettres de noblesse. L'industrie chimique doit s'appuyer sur la recherche publique, pour démontrer qu'elle est au cœur des grandes innovations du monde moderne et investir davantage dans la recherche et l'innovation et dans la R&D, ainsi que dans sa capacité à concevoir des produits de plus en plus sophistiqués, grâce à ses ingénieurs et ses chercheurs. C'est en mettant en avant à la fois sa capacité concrète à améliorer le quotidien des gens et à la fois son statut de science que la chimie renouera avec les valeurs suprêmes que sont, aux yeux des Français, le progrès, l'innovation et les découvertes.

Les applications de la chimie sont nombreuses et les Français ont parfois du mal à identifier leurs apports et contributions précis. Ainsi, si l'idée selon laquelle en fournissant des substances aux autres industries, l'industrie chimique nous habille, nous transporte, nous nourrit, nous loge, nous aide à communiquer... est clairement projetée comme constitutive de l'avenir du secteur, elle n'apparaît pas pleinement convaincante aujourd'hui. Sont ainsi rejetées les applications dont les risques pour la santé et/ou l'environnement sont réputés avérés : les applications de la chimie à l'agriculture : engrais, pesticides, fertilisants, produits phytosanitaires..., et les applications de la chimie à l'alimentation : colorants, conservateurs, gélifiants, émulsifiants, épaississants...

Sont en revanche particulièrement valorisées les applications que l'on estime les plus contributives au bien-être collectif et individuel : les applications de la chimie au traitement de l'eau : purification, assainissement, dessalement, à la santé : médicaments, vaccins, pilule contraceptive, antidépresseurs, chimiothérapie, prothèses..., à l'énergie : piles et batteries, ampoules basse consommation, éolien, solaire, photovoltaïque..., ainsi que l'application de la chimie aux enquêtes judiciaires et à la police scientifique : aide à la reconnaissance de l'ADN.

Génération C
est une vidéo
présentant le rôle de
la chimie dans notre
société



www.lesmetiersdelachimie.com

Les Français déplorent tout autant, en matière de chimie, l'opacité et la complexité de l'information venant directement du secteur que l'incomplétude de celle qui émane des médias. **La chimie doit fournir des efforts d'information et de transparence**, à la fois sur les substances entrant dans la composition des produits de consommation courante et sur les contrôles effectués. Elle doit mieux communiquer sur ses avancées technologiques et ses diverses contributions : sociales, sociétales et économiques. Elle doit assurer plus de visibilité à son organisation et à son fonctionnement : nature, identité et rôle des intervenants, ainsi que relations qu'ils entretiennent entre eux et avec le grand public.

Chiffres clés

“ L'industrie chimique est un acteur majeur de l'économie française.
6^{ème} rang des pays producteurs dans le monde,
2^{ème} rang en Europe, après l'Allemagne. ”

82,4

MILLIARDS D'EUROS

DE CHIFFRE
D'AFFAIRES,

18,3 MILLIARDS D'EUROS
DE VALEUR AJOUTÉE,

9,3% DE LA VALEUR AJOUTÉE
DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
EN 2010,
ET 0,9% DU PIB.

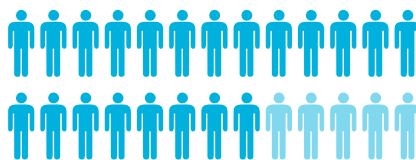
Source : Insee, estimation UIC 2013



6^E

DANS LE MONDE
ET 2^E EN EUROPE APRÈS
L'ALLEMAGNE.

Source : CEFIC



LA CHIMIE EMPLOIE

158 080* SALARIÉS.

50% travaillent dans des
établissements de moins
de 250 salariés.

96,6% sont employés en CDI.**

*Sources : Unedic, Acoess, sur un périmètre effectif des
activités de production, de R&D et des sièges sociaux,
exploitation et estimation UIC 2013

**Sources : Enquête «salaires et emploi» UIC - 2013

11 900 PERSONNES EN
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT,
DONT 5 100 CHERCHEURS.

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche, 2011



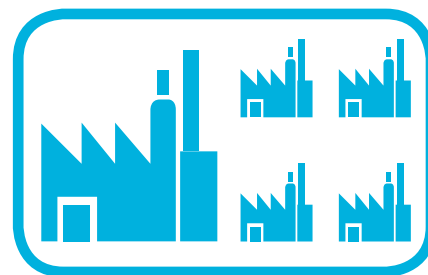
EN 2013, LA CHIMIE A FINANCÉ

20 359 DROITS INDIVIDUELS
À LA FORMATION (DIF),

2 040 CONTRATS
DE PROFESSIONNALISATION.

2 400 CONTRATS
D'APPRENTISSAGE.

Source : DEFI



ELLE REGROUPE

3 345

ENTREPRISES,
DONT 94 % DE TPE-PME.

Source : DEFI - Estimation Observatoire
des industries chimiques 2012



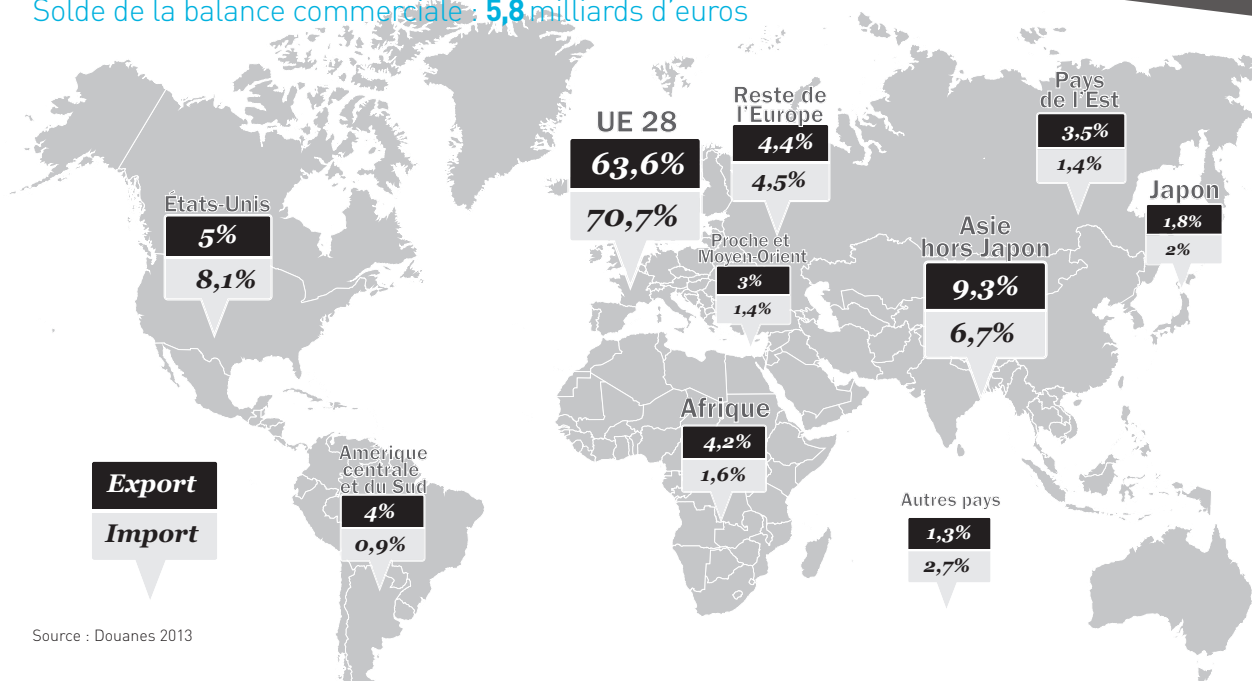
CHIMIE & INNOVATION

1,54 MILLIARD
D'EUROS CONSACRÉ
À LA R&D, SOIT 9 %
DE SA VALEUR AJOUTÉE.

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche - 2011
Dépenses de R&D réalisées en France

L'INDUSTRIE CHIMIQUE À L'EXPORT

Solde de la balance commerciale : **5,8** milliards d'euros



Source : Douanes 2013

3,3

MILLIARDS D'EUROS

D'INVESTISSEMENTS,

SOIT **18%** DE LA VALEUR AJOUTÉE.

CHIMIE & SÉCURITÉ

13,8%

DES INVESTISSEMENTS CONSACRÉS À LA MAÎTRISE ET À LA PRÉVENTION DES RISQUES.



Source : Enquête investissement UIC 2013

38,4%

DE SES INVESTISSEMENTS CONSACRÉS AU MAINTIEN ET À LA MODERNISATION DE SES INSTALLATIONS.



CHIMIE & ENVIRONNEMENT

9,4%

DES INVESTISSEMENTS CONSACRÉS À LA RÉDUCTION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE SES ACTIVITÉS DE PRODUCTION.



La chimie réduit son empreinte environnementale

-52% de rejets dans l'air de composés organiques volatils depuis 2005,

-41% de rejets dans l'air de particules en suspension depuis 2005,

-50% d'émissions de gaz à effet de serre depuis 1990.

La chimie représente moins de 6% des émissions de gaz à effet de serre en France.

Source : Citepa

L' UIC

» EN QUELQUES MOTS

Porte-parole d'un secteur industriel jouant un rôle capital dans l'économie française, l'Union des Industries Chimiques (UIC) rassemble quelque 1 300 établissements opérant en France.

L'UIC contribue au maintien de la compétitivité, de l'attractivité et de la durabilité de l'industrie chimique et de ses applications en France. Elle est active aux niveaux européen, national et territorial. Fédérant l'ensemble des acteurs, elle est le promoteur incontournable de la croissance durable de l'industrie chimique en France. Son président est Philippe Gœbel et son directeur général est Jean Pelin.

84

» 5 ENGAGEMENTS

- Apporter le meilleur service à ses adhérents quelle que soit leur taille, promouvoir et défendre leurs intérêts auprès des autorités ;
- Fédérer largement les activités du domaine de la chimie, de ses applications et de ses secteurs connexes et créer des partenariats stratégiques avec des secteurs aval dans une logique de filière ;
- Contribuer à l'amélioration de la compétitivité de son industrie et à l'attractivité du site France ;
- Animer la politique sociale, dynamiser le dialogue social et déployer la politique emploi/formation de la branche ;
- Améliorer l'image de l'industrie chimique en France.

» SUR LE WEB



www.uic.fr



www.lesmetiersdelachimie.com

www.twitter.com/UIC_chimie



www.youtube.com/user/REACTIONSCHIMIQUES



www.facebook.com/UIC.chimie





Union des Industries Chimiques
Le Diamant A - 92909 Paris - La Défense cedex
www.uic.fr